

Perspectives

Ernest Wamba-dia-Wamba : portrait d'un intellectuel de la guérilla

Les problèmes qui se posent à l'intellectuel ou à l'universitaire africain sont assez nombreux. Il est souvent obligé d'assumer à la fois les tâches, fonctions et les exigences qu'implique le fait pour lui d'être en même temps un activiste politique et un intellectuel¹. Le métier d'écrivain en Afrique comporte ses orientations particulières parfois assez distinctes de ce qu'on en attend en Occident dans la mesure où les intellectuels et les universitaires sont souvent invités à participer à de grands projets et objectifs de reconstruction nationale². La décolonisation politique n'a pas été suivie d'une entrée directe de la plupart des sociétés africaines dans l'euro-modernisme, ce qui fait que celles-ci doivent souvent faire face à des aspects problématiques ambivalents et déséquilibrés de la modernité. La construction nationale en Afrique, dans le contexte du capitalisme nouveau et de la mondialisation se caractérise par une série de dichotomies conceptuelles et existentielles : tradition/modernisme, colonial/post-colonial, démocratie/autoritarisme, citoyen/sujet, public/privé, etc.

Dans le domaine de la production académique, ces diverses contradictions sont également perceptibles. En effet, les problèmes de personnels académiques sur le continent africain sont particuliers dans la mouvance de la mondialisation. Depuis quelques temps déjà, les spécialistes en sciences sociales élaborent des théories sur le phénomène de l'effondrement de l'État et les multiples conséquences sociales, économiques et culturelles qui en découlent³. S'il fallait s'arrêter sur le problème de la production académique, nous dirions que les modèles de désinstitutionnalisation en cours comportent de nombreuses implications culturelles et artistiques. Dans son ouvrage intitulé *The Struggle for Meaning* Paulin Hountondji analyse – à plusieurs occasions – le problème d'extraversion intellectuelle (pp. 95,

Sanya Osha

Centre for Civil Society,
Howard College Campus,
University of KwaZulu Natal,
Durban, South Africa

103, 224, 225). Les meilleures librairies, laboratoires, universités et centres de recherche se trouvent en Occident. Par conséquent, les meilleurs esprits et personnels qualifiés du continent africain sont obligés d'aller s'installer en Europe et dans d'autres lieux à forte intensité d'accumulation de capital. Pour les intellectuels et universitaires qui choisissent de rester travailler en Afrique, l'une de leurs préoccupations immédiates est de relever le défi d'assurer une production académique soutenue. Le problème pour eux serait la mise sur pied des différentes institutions culturelles nécessaires pour le travail intellectuel et la création des conditions sociopolitiques dont a besoin ce genre d'entreprise. Il est par conséquent difficile pour les intellectuels africains de se concentrer uniquement sur l'activité purement académique, dans un contexte anormal et généralement violent de décadence gouvernementale. Pourtant, la reconstruction sociale et politique est souvent la clé essentielle de la survie personnelle et collective.

Heureusement, quelques universitaires restent vivre et travailler en Afrique, s'engagent dans l'œuvre de reconstruction sociopolitique, et à travers leur travail et leurs conditions de vie, il nous est possible d'apprécier les capacités productrices de l'Afrique en matières artistique et culturelle. Ernest Wamba-dia-Wamba a choisi de vivre en Afrique et s'est retrouvé ainsi empêtré dans les crises politiques qui minent son pays, la République démocratique du Congo, après avoir abandonné sa chaire d'Histoire à l'Université de Dar es

Salaam en Tanzanie. Le présent exposé analyse les conséquences de ce choix et propose une lecture de la production littéraire de Wamba-dia-Wamba afin de resituer et redéfinir les véritables contextes de son œuvre. Il se propose également de présenter également d'une manière générale les problèmes existentiels de l'Afrique contemporaine.

En effet, le parcours de Wamba-dia-Wamba en tant qu'intellectuel peut refléter celui de la majorité des intellectuels et hommes de culture africains. Une grande partie de sa production littéraire est demeurée inédite et Mahmood Mamdani a exhorté les éditeurs à relever le défi de publier ces œuvres⁴. La définition par Wamba-dia-Wamba du rôle d'un intellectuel organique peut expliquer l'arrêt de la publication de ses écrits, et le fait pour lui d'avoir participé de manière active aux luttes pour la consolidation de la démocratie en Afrique pourrait également expliquer la faible diffusion de ses idées⁵. L'état embryonnaire de l'industrie de l'édition dans différentes parties du continent africain a également influencé le rythme et la qualité de la production intellectuelle. Cependant, la vie culturelle et intellectuelle s'évertue à se développer de plusieurs manières. Poètes et politologues sont engagés dans l'auto-édition à tel point que les journaux et autres publications servent la cause des exigences intellectuelles et culturelles particulières des principales préoccupations de l'heure. Wamba-dia-Wamba a produit une œuvre considérable qui, du fait d'une conjugaison de facteurs, n'a pas pu atteindre un large public. Ainsi, afin de saisir les différentes significations de ses travaux et leurs rapports avec les principaux problèmes et questions auxquels fait face le continent africain, il convient de prendre ce

qui – dans d'autres contextes culturels – pourrait apparaître comme des mesures extraordinaires. L'œuvre de Wamba-dia-Wamba met l'accent sur des questions

telles que le colonialisme, le néo-colonialisme, l'impérialisme, le sous-développement post-colonial et le développement académique de l'Afrique. Et il aborde ces problèmes avec un large éventail de méthodologies disciplinaires de telle manière qu'ignorer sa pensée ou manquer de la diffuser reviendrait à entraver les efforts nécessaires à l'évaluation critique d'une importante œuvre conçue et produite dans un continent qui a besoin de toutes les ressources intellectuelles qu'il doit mobiliser pour se développer et se démarquer. Il importe de procéder à une étude critique de son œuvre étant donné que les conditions économiques et politiques internationales en matière d'édition pourraient le pénaliser ; en d'autres termes, étant donné qu'il a choisi de travailler dans un contexte périphérique, une région relativement marginale, ses idées pourraient ne pas recevoir la place qu'elles méritent.

Le présent exposé insiste sur les œuvres inédites suivantes de Wamba-dia-Wamba : « Hommage au grand savant africain Cheikh Anta Diop » (CAD), « Zaïre : de la Conférence nationale à la République Fédérale du Congo » (NC) ; « L'Afrique à la recherche d'un nouveau mode politique historique » (NMPH), et « Perspectives d'une paix durable en République Démocratique du Congo » (PPD). Ces essais englobent les divers intérêts intellectuels de Wamba-dia-Wamba ; l'historiographie, la science politique, l'épistémologie et la philosophie de la culture tel qu'elles affectent le continent africain.

Après l'effondrement du régime de Mobutu Sese Seko en 1997, un nouveau dictateur, en la personne de Laurent Kabila accéda au pouvoir. Pour Wamba-dia-Wamba, il était nécessaire d'analyser les conditions ayant favorisé l'accession au pouvoir d'un autre dictateur. À son avis, le mobutisme, en tant que modèle politique historique, va bien au-delà de Mobutu⁶. De la même manière, l'avènement de la démocratie après une longue période de dictature n'implique pas nécessairement une rupture conceptuelle dans la mesure où l'autoritarisme infiltre et corrompt les institutions de la société civile qui doivent être rebâties et reconfigurées après une violence institutionnelle de cette nature. Cette vision a certainement poussé Wamba-dia-Wamba à chercher à associer la théorie et la pratique c'est-à-dire à relever le défi de la véritable reconstruction politique pour atté-

nuer les effets de la déchéance institutionnelle chronique. Au cours d'une mission de recherche au Congo, Wamba-dia-Wamba fut porté à la présidence du Rassemblement congolais pour la Démocratie (RDC) et prit la parole devant le Conseil de Sécurité des Nations Unies pour présenter la situation politique de son pays, démontrant ainsi son engagement en tant qu'activiste politique. En outre, il soulignait la nécessité de veiller à ce que disparaissent les conditions ayant toujours favorisé l'apparition de dictateurs.

Cette approche ne va pas sans poser de problèmes. Tout d'abord, il n'est pas le guérillero habituel dans la mesure où il n'est pas facile de se départir totalement de ses airs de professeur même devant ses camarades politiques. Deuxièmement, il n'est ni aussi impitoyable, ni aussi corrompu que le libérateur post-colonial ordinaire dans un contexte où l'imagination politique, jadis brutalisés, brutalise à son tour⁷. Troisièmement, l'effondrement de l'État au Congo a favorisé la naissance d'une multitude de groupes et d'acteurs armés au sein desquels les nouvelles techniques de domination mises en œuvre échappent à tout contrôle constitutionnel ou réglementaire, si bien que les mêmes valeurs que prône Wamba-dia-Wamba sont remises en question par un grand nombre d'acteurs sociaux et politiques. Quatrièmement, la paupérisation des masses dans un climat de revendications sociopolitiques caractérisées par la violence porte les marques d'une criminalité généralisée. Cinquièmement, les énormes richesses dont regorge la République démocratique du Congo (ressources humaines, agriculture, diamant, caoutchouc, cuivre, cobalt/uranium, pétrole, coltan, etc.) attirent de puissants intérêts nationaux et internationaux qui ne se préoccupent jamais véritablement de son bien-être. En d'autres termes, un intellectuel doit être prêt à s'engager dans un modèle politique sans valeurs de domination violente où l'option Hobbesienne est logiquement la meilleure. Tels sont les problèmes auxquels doivent faire face Wamba-dia-Wamba et les autres intellectuels qui adoptent la même approche. Après avoir ainsi analysé son action en tant qu'activiste politique au sens plein du terme, nous allons à présent nous intéresser à la valeur de son apport en tant que théoricien.

Les événements politiques survenus en République démocratique du Congo sont

très déterminants pour les préoccupations de Wamba-dia-Wamba. L'assassinat de Patrice Lumumba avec la complicité de la CIA et l'installation au pouvoir de Mobutu qui a suivi ont eu de profondes implications dans l'avenir d'un pays ayant connu pas moins de onze guerres civiles. Wamba-dia-Wamba estime que la guerre froide et l'antagonisme entre les États-Unis et l'ex-Union soviétique ont contribué à faire de Mobutu le dictateur qu'il est devenu. La kleptocratie, la prébende, les Tonton macoutes et toutes formes de dérives gouvernementales ont caractérisé le régime de Mobutu. Avec l'aggravation de ses excès, l'agitation de la part des forces de l'opposition prit forme et devint plus virulente. En effet, au fur et à mesure que certaines dictatures africaines devenaient de plus en plus insupportables, certains États-Nations commencèrent à réclamer les conférences nationales qui devaient terminer l'avenir politique des collectivités post-coloniales. La République du Bénin fut la première à organiser sa Conférence nationale en février 1990. Le Gabon lui emboîta le pas entre mars et avril de la même année. Ce fut ensuite le tour du Congo entre février et juin 1991. Wamba-dia-Wamba estime que la Conférence nationale du Congo – à laquelle il prit part – fut un échec total. Il impute cet échec à la fois à la classe politique et aux machinations de Mobutu : « il est vrai que la classe politique était plus consciente et plus intéressée par l'appui de ses 'partenaires' occidentaux plutôt que de faire véritablement confiance aux masses zaïroises. En réalité, la plupart des parties tenaient ce que l'on pouvait appeler des « discours empruntés » calqués sur les idéologies libérales ou des partis démocrates chrétiens occidentaux. Bon nombre de ces discours avaient très peu ou aucun impact sur les masses » (CN p.4). S'agissant de la manipulation par Mobutu des participants à la conférence nationale, il écrit à ce sujet ce qui suit : « il était en effet surprenant de voir Mobutu manipuler effectivement ce front de l'opposition. La plupart des éléments étaient des assoiffés de pouvoir. Pour l'opposition, le fait de voir nommer un des leurs à la tête du gouvernement était synonyme de transition démocratique. » (CN p.5). Au bout du compte, « l'intention du régime soit de faire échouer la conférence nationale souveraine – CNS, soit de trouver le moyen de l'abréger, soit encore de l'infiltrer pour s'en servir comme paravent était

manifeste. » (CN p 10). L'analyse de la conférence nationale congolaise faite par Wamba-dia-Wamba peut bien s'appliquer à la situation dans de nombreux pays d'Afrique post-coloniale. Même sous une administration démocratique, le Nigeria n'a pas pu en organiser une, en dépit de la forte agitation de la part de la région occidentale du pays, et qui englobe les zones South-South, le Delta du Niger et les zones pétrolifères où vivent généralement les minorités. Feu Général Sani Abacha (ancien dictateur nigérian) autorisa l'organisation de ce qui fut alors appelé conférence constitutionnelle à laquelle plusieurs de ses intimes assistèrent, et qui était destinée à perpétuer son règne. Pour Wamba-dia-Wamba, les conférences nationales organisées dans les contextes de dictature et financées par les régimes dictatoriaux sont non seulement vouées à l'échec, mais servent également à fragiliser davantage la classe politique. Nous aurons remarqué que c'est un farouche gauchiste comme le laissent transparaître ses écrits.

Cependant son adhésion à l'idéologie marxiste n'est pas sans réserves. Il considère par exemple le socialisme bureaucratique comme une tendance d'en haut instaurée par les États post-révolutionnaires de l'URSS et de la Chine qui fut finalement abandonnée au profit de la recherche d'une nouvelle politique progressiste visant l'émancipation. L'effondrement des États socialistes et la dévaluation du socialisme en tant qu'idéologie n'ont pas réussi à aplanir les contradictions inhérentes au capitalisme, avec la privatisation progressive de l'éducation, la déliquescence des systèmes de santé et la montée du chômage du fait de la désindustrialisation et des effets pervers non maîtrisés du capital mondial. Bien des années avant que cette crise idéologique n'éclate au grand jour, Wamba-dia-Wamba en avait déjà fait un thème de recherche central.

En Afrique, cette crise idéologique comporte, et cela ne surprend personne, ses traits distinctifs propres. Comme il le déclare lui-même, « nous vivons une période de crise des modèles politiques prépondérants ayant façonné les processus politiques depuis le 19^e siècle. » (NMPH p.1). Le phénomène d'étatisation généralisée de la société, en dépit de ses nombreuses instabilités et vulnérabilités, continue d'effriter les perspectives d'avènement d'un modèle politique progressiste.

De nombreux pays africains ont fait l'expérience d'une forte étatisation : l'Éthiopie, la République du Bénin, l'Angola, le Congo-Brazzaville, le Burkina Faso, le Mozambique, le Ghana, le Kenya, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Gabon, le Liberia, la Sierra Leone l'ont connue à des degrés divers. L'esprit partisan devient le fondement, mais aussi le principe téléologique pour la conduite des affaires politiques. Par conséquent, « en Afrique, il est normal d'affirmer que même au cours des luttes d'indépendance, la politique, à quelques exceptions près, a toujours été essentiellement définie comme le principe d'État, à savoir que la politique c'est l'État et l'État c'est la politique ; même pas du point de vue de l'antagonisme avec l'ordre étatique colonial – forme organisée de conscience – mais elle consistait à remplacer les colons à l'intérieur de l'État colonial, c'est-à-dire à l'occupation des postes étatiques. » (NMPH p. 5). Ce point essentiel qui pourrait ne plus paraître original à la suite d'idées similaires sur la politique post-coloniale l'était sûrement au moment où Wamba-dia-Wamba exprimait sa pensée. Bien que ces idées soient devenues très répandues aujourd'hui, il estime que l'analyse des modèles politiques historiques africains n'a pas encore été effectuée. L'État post-colonial demeure un héritage en même temps qu'une émanation de l'État colonial avec tout ce que cela comporte comme violences et brutalités. La politique de post libération et de décolonisation aurait dû impliquer la destruction effective de l'État colonial et de son héritage violent au lieu de son adoption, de sa domestication et de sa perpétuation brutes par les leaders des luttes anti-colonialistes.

La logique de l'État post colonial est basée sur « la construction nationale territoriale du sommet vers la base » (NMPH p. 11), et ce nationalisme territorial prive à son tour les sujets africains de tous les pouvoirs. De l'avis de Wamba-dia-Wamba, les luttes contre la libération ont échoué à plusieurs étapes critiques, même si les luttes contre l'occupation coloniale et l'apartheid ont été remportées. Cela s'explique par le fait que l'idéologie de développement qui était associée aux projets de construction nationale était fondamentalement un alibi pour transférer les excédents nationaux et les capitaux à l'étranger. Point n'est besoin d'ajouter que cette tendance se poursuit de nos jours. L'autre point qu'il soulève est que « la différence qui était faite entre les régimes

de tendance marxiste et les régimes de tendance capitaliste ou entre les régimes civils et militaires a été injustement exagérée. Ces régimes africains totalitaires, bureaucratiques et centralisés n'ont cessé de susciter un sentiment d'impossibilité ou d'absence de *politique* » (NMPH p. 13). De plus, de nombreux efforts visant à établir un modèle politique crédible n'ont pas pu aboutir. D'autre part, « les systèmes de parti-État (ou de parti – État unique dominant), soumis au contrôle du Fonds monétaire international / Banque mondiale sont devenus de plus en plus *corrompus* et terroristes à l'égard de leurs propres populations » (NMPH p.14). De la même manière, l'étatisation généralisée de la société a rendu les sujets africains « incapables de maîtriser l'État dans sa gestion ségrégationniste ou symétrique des différences (nationalité, genre, main-d'œuvre intellectuelle / manuelle, niveaux d'instruction : y compris la différence rare / professionnel, etc.) » (NMPH pp.14-15). L'étatisation sociale et politique porte également en elle les germes de la polarisation économique au sein de laquelle l'équation la plus simple, mais la plus brutale a sa place : les riches contre les pauvres. Elle détruit également les bases de toute politique ou activité d'opposition du fait de ses capacités tenaces d'avilissement et de criminalisation à tous les niveaux de la société. Les étudiants, les minorités nationales, les femmes, les réfugiés politiques, les ouvriers et les syndicalistes sont tous confrontés à des menaces réelles et constantes de retrait du droit de vote.

Au nombre des multiples lacunes du système de parti-État, l'on peut relever son habituelle tendance à terroriser et à brutaliser les masses, son système fiscal inéquitable et flou, son endettement extérieur chronique et ses lamentables résultats politiques et économiques. Au lieu de reconnaître tous ces échecs afin de les corriger, ce système « invente plutôt des menaces imaginaires qui lui donnent l'occasion et le prétexte de renforcer son autorité et de justifier le terrorisme d'État. Le parti a toujours été perçu comme le siège de l'activité politique et la source de la vérité politique ; le peuple pour sa part a toujours été considéré comme un éternel *mineur politique*. » (NMPH p.19). Il est évident que Wamba-dia-Wamba souhaite qu'il soit mis un terme au système de parti-État et il émet par ailleurs des réserves sur les vertus du multipartisme, mais il fait des recommandations sur ce que devrait être

la vie politique dans l'Afrique post-coloniale et sur l'attitude à adopter face à la crise du capital mondial contemporain. Tout d'abord, exhorte-t-il, « nous devons nous débarrasser du 'nationalisme territorial' antipatriotique des compradores modernistes, processus de 'construction nationale du sommet vers la base' - ancré dans notre héritage colonial et qui insiste sur l'unanimité politique ('unité nationale') » (NMPH p.30). Il ajoute que « nous devons démolir l'héritage colonial et l'immobilisme des traditions » (NMPH p.31). De plus, « nous devons abandonner le processus de 'désindigénisation' de la société traditionnelle' et d'indigénisation' de l'État colonial. » (ibid.) tout comme « nous devons démocratiser la connaissance actuellement dominée dans sa totalité par l'extérieur » (ibid.). Il poursuit en ces termes : « si nous n'adoptons pas un nouveau modèle politique, une nouvelle vision de la chose politique qui sortira de la marginalisation l'immense majorité des populations (les femmes, les jeunes, les travailleurs, les pauvres paysans, les sans nom, l'invisible majorité), qui stimulera leur esprit créatif pour leur permettre de se hisser au centre de l'édification de l'histoire de nos pays, nous ne réussirons jamais » (ibid.).

Comme nouveau modèle politique, il préconise l'adoption du *Mbongi*, (assemblée des descendants)⁸ ou la Palabre où la politique s'articule autour des différents pôles de la vie sociale comme c'était le cas avec la *polis* de la Grèce antique et la convention lors de la Révolution française. Mais son choix de ce modèle politique pour les sociétés africaines pose quelques problèmes. À quoi les catégories de colonisateur et de colonisé, de colonial et de post-colonial renvoient-elles dans ce genre de projet ? La thèse de Wamba-dia-Wamba nécessite certainement un certain travail de conceptualisation. Comment le projet de palabre s'intègre-t-il dans un post-colonialisme syncrétique et problématique ? L'érection de la palabre par Wamba-dia-Wamba au statut de modèle politique viable pour les peuples africains est très connue sur le continent, mais ce qui reste à clarifier, c'est sa faisabilité aux niveaux théorique et pratique. Pour le moins, l'on note dans son projet de palabre une certaine prescription inachevée. La reconstruction nationale est un problème qui fait couler beaucoup d'encre et de salive et seul un pragmatisme authentique pourra déterminer ce qui est bon et

ce qui ne l'est pas pour les sociétés africaines politiquement muselées.

Cela dit, les autres découvertes importantes qu'il fait au sujet de la situation de l'Afrique demeurent valables. Cependant, ce qui reste à faire c'est de mettre sur pied un nouveau modèle politique et d'engagement social. Son succès le plus convaincant à allier théorie et pratique est certainement son engagement dans les efforts de réformes démocratiques en République démocratique du Congo. La lecture qu'il fait des dilemmes historiques congolais est également pertinente non seulement pour ce pays, mais aussi pour plusieurs régions du continent. Les drames politiques qui ont marqué le Congo depuis le lendemain des indépendances — les effets destructeurs du projet colonial belge, les interminables guerres civiles, la balkanisation du territoire national, le terrorisme d'État, les assauts des intérêts multinationaux égoïstes, la logique du pillage et les effets déstabilisateurs du génocide rwandais — servent de base pour une analyse générale de la condition de l'Afrique comme le démontre l'œuvre de Wamba-dia-Wamba. Celui-ci a identifié dans le Congo d'après Mobutu, les multiples problèmes suivants qui minent le pays : a) absence d'institutions politiques légitimes résolument au service de tous les Congolais et comblant leurs besoins et aspirations essentiels et en lesquelles ils ont entièrement confiance ; b) absence d'un constitutionnalisme démocratique, car depuis le coup d'État de 1965, la constitution ne s'est limitée qu'à reconnaître et à légitimer les gouvernements dictatoriaux ; c) le Président actuel fut désigné, dans une situation d'état d'urgence il est vrai, par un cercle réduit sans reconnaissance constitutionnelle et légitimé par un parlement mis en place par un Président auto-proclamé, feu L.D. Kabila ; d) absence d'une élite politique relativement indépendante, autonome et véritablement patriotique capable de mobiliser les populations afin d'éviter de recourir aux interventionnistes ; e) conscience nationale insuffisante au sein de la population ; f) balkanisation de fait du territoire national ; g) militarisation permanente de la structure politico-administrative ; le recours systématique aux armes pour accéder ou se maintenir au pouvoir est considéré comme normal et les seigneurs de la guerre sont aux yeux des populations des héros à qui l'on donne le titre de « leader » ; h) absence, notamment au sein des structures et institutions gouverne-

mentales, d'une éthique politique (moralité publique, respect de la *res publica*, lutte active contre la corruption et d'autres valeurs négatives, recherche de la vérité, quête active d'une saine convivialité interethnique, respect absolu de la vie humaine, respect des adversaires ou dissidents politiques, etc.) ; i) dévalorisation des intellectuels congolais qui consacrent leur activité intellectuelle à célébrer les dictateurs, à propager la peur au sein de la population ou à stagner dans la médiocrité (PSP p. 5).

La consolidation des traditions culturelles et intellectuelles en Afrique constitue également une dimension essentielle du projet de réforme sociopolitique de Wamba-dia-Wamba. L'obsession de la vérité tout comme celle de la pensée n'est pas seulement nécessaire à la reconstruction politique, mais demeure cruciale pour toute vie culturelle significative. Les opinions de Wamba-dia-Wamba se manifestent de manière particulière dans son appréciation critique de Cheikh Anta Diop qui avait été qualifié de « phénomène unique et exceptionnel que le continent noir ait jamais produit dans le domaine de l'histoire. »

Diop s'inspire de la période de la Négritude, idéologie de réhabilitation du peuple noir qui prend de l'ampleur à Paris, grâce aux intellectuels tels que Léopold Sédar Senghor, Aimé Césaire, Eugène Eboué et Léon Damas. Le plus marquant dans la pensée de Diop est qu'il défend la culture comme étant la clé de libération et de reconstruction politique au même titre que le développement économique. Selon Wamba-dia-Wamba, « Cheikh Anta Diop estimait que la dimension subjective de la politique africaine ne pouvait être atteinte et organisée qu'à travers une analyse historique approfondie de la culture africaine » (CAD p. 4). Sur la base de cette approche, les composantes psychiques, linguistiques et historiques qui constituent les subjectivités africaines gagneraient à être étudiées. La première thèse de Doctorat présentée par Diop sur la pré-éminence du peuple noir dans la vie culturelle et politique de l'Égypte antique fut rejetée par le jury devant lequel il la défendait à l'Université de Paris ; mais elle fut reprise dans son ouvrage intitulé *Nations nègres et culture : de l'antiquité nègre égyptienne aux problèmes culturels de l'Afrique noire d'aujourd'hui* publié en 1954. La langue, l'architecture, la musique et les arts visuels sont les élé-

ments déterminants qui reflètent une culture, une civilisation et qui jouent un rôle majeur dans l'investigation scientifique et intellectuelle. Diop « était persuadé que pour éviter une déformation de la personnalité africaine, chacun devrait s'appropriier tous les éléments de son passé ancestral, pas uniquement pour en tirer une certaine fierté, mais aussi pour en faire un socle sur lequel se construirait une civilisation moderne en cette période post et néo-coloniale » (CAD p. 5). Wamba-dia-Wamba clame haut et fort que *Nations nègres et cultures*, œuvre de référence de Diop, n'a pas été lue par la majorité des Africains et que la situation pourrait s'aggraver avec la montée du taux d'analphabétisme. Diop avait préconisé une parfaite compréhension par les Africains de l'Afrique noire dans ses multiples spécificités historiques, et « soulignait que la connaissance de l'Égypte antique (langue et savoir-faire) était un préalable » (CAD p. 14). Diop fut à l'origine de l'enracinement de l'Afro-centrisme comme théorie de la réhabilitation nègre qui reçut un écho retentissant aux États-Unis où des intellectuels tels que Molefikete Asante, Ibrahim Sundiata, Maulana Karenga et bien d'autres sont allés jusqu'à l'imposer dans les différents milieux américains. Les opinions de Wamba-dia-Wamba sont à maints égards semblables. Le projet d'un renouveau sociopolitique et culturel en Afrique requiert l'utilisation des multiples connaissances dérivant des sciences humaines, des sciences sociales et de plusieurs langues. L'intégralité du projet intellectuel de Wamba-dia-Wamba repose sur ces préalables.

Cependant, l'engagement dans la lutte armée contre la dictature et toute forme de domination non étatique au Congo pourrait-il constituer le point central de son projet. Six des neufs pays voisins du Congo connaissent ou ont connu des guerres civiles, et le mobutisme en tant que système politique reste présent ; « les leaders potentiels se comportent comme s'ils n'avaient pas tiré les leçons du passé. L'héritage du mobutisme pèse encore lourdement sur les esprits et les comportements des dirigeants » (PPD p. 8). Wamba-dia-Wamba a compris que la théorie seule ne pouvant changer cette situation, il devait prendre les armes et rejoindre un mouvement d'opposition. À la mort de Laurent Désiré Kabila, des efforts furent entrepris en vue d'une normalisation politique. Une fois encore, Wamba-dia-Wamba fit partie intégrante du processus : « je

suis [...] membre du parlement de transition ; nous sommes en session depuis environ un mois déjà. Fonctionnant jusqu'ici sans budget, ce parlement demeure théorique¹⁰ ». Et de poursuivre en ces termes : « à l'heure actuelle, il me manque même de l'argent pour vivre ; tout récemment encore, j'ai failli être jeté dans la rue pour loyer non payé ! Je continue à penser que ma place est ici, et que je dois essayer de créer une sorte de tradition d'engagement et de lucidité politiques » (*Ibid.*).

Le caractère « incomplet » de l'œuvre de Wamba-dia-Wamba comporte-t-il une dimension politique ? Pourquoi ses essais n'ont-ils jamais été publiés en dépit de leur qualité ? Pourquoi sont-ils restés aussi longtemps entre les mains de particuliers ? L'auteur évite-t-il une certaine totalisation de son œuvre, une finalité qui ressemblerait à une mort ? La mort porte avec elle une fin et peut-être Wamba-dia-Wamba construit-il une philosophie sans téléologie, un discours sans limite comme l'existence elle-même, dans laquelle les vicissitudes de l'histoire de l'Afrique post-coloniale se reflètent, s'interprètent et sont laissées à diverses autres interprétations. La mort, la vie, la finalité et l'infini sont évidemment des catégories philosophiques pouvant être recontextualisées à la lumière des interventions de Wamba-dia-Wamba.

Les actes posés par Ernest Wamba-dia-Wamba dans l'Afrique post-coloniale ne sont pas utopiques. Les tensions nées des considérations théoriques ou pratiques sont vécues au quotidien et ont marqué pour le meilleur ou pour le pire la destinée de nombre d'intellectuels africains qui l'ont parfois payé de leur vie : Mongo Béti, Ngugi wa Thiongo, Wole Soyinka, Christopher Okigbo, Breyten Breytenbach, Ken Saro Wiwa, Nawal el Saadawi, Mongone Wally Serote et bien d'autres. Le projet que défend Wamba-dia-Wamba inclut la lutte pour l'institutionnalisation de la vie quotidienne en Afrique, en même temps que la démilitarisation sociale afin que fleurisse la culture dans ses différentes définitions et ramifications. Les cultures africaines ne peuvent être consolidées que si des institutions crédibles sont mises en place pour les soutenir. La lutte acharnée que mène Wamba-dia-Wamba sur la scène publique congolaise, entre autres, est orientée vers la création de ces institutions afin que soient préservées la formation, la culture et la dignité humaine.

Notes

1. Cf notamment, l'article de Nadine Gordimer « Soyinka le Tigre » in Adewale Maja-Pearse ed. Wole Soyinka: *An Appraisal*, Oxford: Heinemann Educational Publishers, 1994.
2. Pour une analyse des différences entre les formes textuelles occidentales et africaines, voir le chapitre de Anthony Kwame Appiah, « Le mythe d'un monde africain » dans *In My Father's House: Africa in the Philosophy of Culture*, New York: Oxford University Press.
3. Cf notamment, *State Reconstruction in West Africa*, Segun Jegede et al. eds, Lagos: CDHR, 2001. Pour une analyse plus approfondie, cf. Achille Mbembe, *On the Postcolony*, Berkeley: University of California Press, 2001.
4. Cf Mahmood Mamdani, 'A Scholar of Conviction and Passion: Ernest Wamba-dia-Wamba' in *Prince Claus Awards*, The Hague: Prince Claus Fund for Culture and Development, 1977 et également 'Teaching Africa at the Post-Apartheid University of Cape Town', in *The Curriculum Debate at UCT*, Le Cap: Centre for African Studies, 1998.
5. Parmi certaines de ses œuvres inédites l'on peut citer : *Histoire du néo-colonialisme ou histoire néo-colonialiste ? Autodétermination et histoire en Afrique*, avril 1983 ; *Hommage au Grand Savant Africain : Cheikh Anta Diop*, février 1988 ; *Histoire africaine et enseignement de l'histoire à Dar-es-Salaam*, mars 1989 ; *Histoire du point de vue de l'unité africaine : cas de l'Afrique centrale*, juillet 1989.
6. Cf son essai, « Le Mobutisme après Mobutu : Situation actuelle en République démocratique du Congo », *Bulletin du CODESRIA*, 3&4, 1998.
7. Ainsi par exemple, il refusa un don de 16 millions de dollars qu'on lui avait accordé jusqu'à ce que les membres de sa structure politique créent les conditions de transparence et de responsabilité nécessaires.
8. Plus tard, le philosophe ghanéen prôna un système non partisan pour les sociétés africaines post-coloniales. Voir son ouvrage intitulé *Cultural Universals and Particulars: An African Perspective*, Bloomington and Indianapolis: Indiana University Press, 1996.
9. Le sociologue camerounais Jean-Marc Éla fit cette remarque, mais je cite Wamba-dia-Wamba dans *Hommage au Grand Savant africain: Cheikh Anta Diop*, p. 1.

10. Communication électronique avec Pieter Boele van Hensbroek, 25-9-2003.

Références

Appiah, K.A., 1993, *In My Father's House: Africa in the Philosophy of Culture*, New York: Oxford University Press.

Gordimer, Nadine, 1994, 'Soyinka the Tiger' in Adewale Maja-Pearse, ed., *Wole Soyinka: An Appraisal*, Oxford: Heinemann Educational Publishers.

Hountondji, Paulin, 2002, *The Struggle for Meaning: Reflections on Philosophy, Culture and Democracy in Africa*, Athens: Ohio University Press.

Mbembe Achille, 1994, *On the Postcolony*, Berkeley: University of California Press.

Wamba-dia-Wamba, Ernest, 1998, 'Mobutuism after Mobutu: The Current Situation in the Democratic Republic of Congo', *CODESRIA Bulletin*, 3&4.

Développement économique et gestion de la recherche en Afrique du Sud

Après son indépendance en 1966, le Botswana, à l'instar de nombreux pays d'Afrique australe, s'est employé à développer son économie en utilisant les technologies mises au point par les pays avancés d'Europe avec lesquels il entretenait des relations économiques. Le pays a ainsi recruté des économistes d'Europe occidentale dont la mission était d'encourager le sens de l'initiative chez les petits entrepreneurs locaux dans le but de combattre le chômage montant. Bien que cette mesure ait connu du succès en Occident, elle a échoué en Afrique australe car les efforts, plutôt que d'être axés sur une gestion bien structurée de la recherche, se sont focalisés uniquement sur la résolution des problèmes qui se posaient dans différents secteurs de l'économie, sans prendre en compte la relation qui existe entre eux, et la valeur ajoutée que la gestion de la recherche et les innovations procurent au développement économique. Les dirigeants des pays d'Afrique australe ont depuis lors compris que le développement de son économie dépendra des bénéfices tirés des liens existants entre les différents secteurs de l'économie et de la mise sur pied d'une structure adéquate de gestion de la recherche afin de résoudre les problèmes économiques du pays à travers une chaîne d'innovations bien conçue. Cependant, il faudra du temps pour que ce rêve devienne réalité à cause du manque d'infrastructures pour un transfert effectif des technologies qui pourrait entraîner des innovations remarquables et la création des richesses.

Gestion de la recherche et de l'innovation en Afrique australe

La corrélation positive qui existe entre recherche et développement (R&D) d'une part et développement économique

d'autre part ne fait plus l'objet d'un quelconque débat. L'aspect qui reste à expliciter concerne le rôle crucial que joue la gestion de la recherche dans la facilitation de la croissance économique à travers un développement technologique national bien structuré, le transfert des technologies et un système innovant. Par exem-

Isaac N. Mazonde

Director
Office of Research and Development
University of Botswana
Gaborone, Botswana

ple, l'on reconnaît qu'il existe un lien entre le développement de la technologie, le transfert des technologies, l'innovation et la création des richesses. Cependant, l'on sait moins que ce n'est pas une simple R&D mais plutôt une R&D bien orientée qui mène vers de nouveaux biens et services. La R&D doit être bien orientée à cause du risque élevé d'échec dans la commercialisation de la recherche. Afin de minimiser ces pertes, les risques doivent être gérés. C'est précisément ce que la gestion de la recherche et de l'innovation s'emploie à faire en maximisant la valeur des activités de recherche et d'innovation et en harmonisant les stratégies aux niveaux des directions, des organisations et de la nation. La gestion de la recherche et des innovations introduit des procédés d'identification et de gestion des risques liés à la recherche. Par ailleurs, elle participe à la sélection des options d'investissement les plus intéressantes à partir d'une multitude de possibilités (Walwyn 2004:1).

Le développement économique ne survient pas du néant. Les économies des pays dé-

veloppés tels que le Japon et les États-Unis sont soutenues par de grandes initiatives technologiques et des innovations couronnées de succès. Les innovations ainsi que le développement technologique de ces pays reposent sur un système scientifique solide défini par les différents conseils de recherche tandis que les innovations sont basées essentiellement sur les instituts de technologie ou de R&D. De telles économies tendent à être bien diversifiées, notamment parce que la chaîne d'innovations qui les relie est un système à travers lequel les différents instituts de technologie produisent les biens et services qui sont vendus sur le marché d'une manière qui définit un seul système ayant plusieurs composantes. La gestion des connaissances, particulièrement grâce à un usage maîtrisé des NTIC et du cyberspace en général, est essentielle à la structure et au fonctionnement de ces économies. En fait, elle permet de collecter et de traiter de façon continue tous types d'informations nécessaires à la croissance économique à travers le monde. Les économies utilisent les informations pour se réajuster et tirer profit des opportunités du moment.

Cette opération se déroule à travers la réorientation de la R&D pour produire de nouveaux biens et services essentiels à la régénération de vieilles lignes de produits dont les recettes, les parts de marché et les marges risquent de baisser. Évidemment, sans une innovation continue, les économies ne pourraient survivre dans un monde des affaires global et de plus en plus compétitif.

Cette situation explique l'adaptation rapide des économies aux changements de technologies, de prix, de méthodes d'approvisionnement et de climats politiques observés chez leurs partenaires commer-

ciaux. Très souvent, ce qui manque c'est l'impact de la structure organisationnelle de ces économies sur le succès. Cette structure organisationnelle agit essentiellement dans le but de minimiser les risques et de réaliser les priorités de développement national. Elle est l'essence de la gestion de la recherche et des innovations.

Par opposition, les pays d'Afrique australe n'ont pas suffisamment développé les systèmes de recherche et d'innovation. Dans un premier temps, le système scientifique, tel que reflété dans les structures d'éducation formelle y compris les institutions tertiaires, est faible. Le rendement des étudiants en science dans les matières scientifiques est bas comparé à leurs notes dans les autres disciplines. Par conséquent, les pays se retrouvent avec une faible base pour la recherche scientifique. Il existe des variations à travers le sous-continent entre le Zimbabwe (jusqu'à récemment) et les régions anciennement réservées aux Blancs d'Afrique du Sud qui occupent la première position tandis que le Botswana, le Lesotho, le Swaziland et le Mozambique occupent le bas du tableau. Pire, rien n'est fait pour développer les connaissances indigènes. C'est une fâcheuse omission dans la mesure où lesdites connaissances devraient garantir l'originalité de ces pays et leur réserver une place unique dans l'économie planétaire en pleine mondialisation. Le présent exposé présentera les cas de l'Afrique du Sud, du Zimbabwe, du Lesotho et du Botswana.

Afrique du sud

L'Afrique du Sud dispose de l'infrastructure de science et technologie la plus avancée et du système de gestion de la recherche le plus fonctionnel de la région. Notamment, l'Afrique du Sud a un système scientifique plutôt bien développé avec des institutions tertiaires et des conseils de recherche. Elle dispose aussi d'un système technologique et d'innovations soutenu par des conseils scientifiques des institutions de R&D et une structure administrative S&T parrainée par un ministère de la Science et de la technologie qui supervise un certain nombre de conseils consultatifs de recherche et d'innovation. Dans ce pays, la gestion de la recherche et des innovations s'effectue à différents niveaux des systèmes scientifiques et technologiques des secteurs public et privé. Par exemple, il existe un cadre dans lequel S&T opère que ce soit dans les

institutions tertiaires, publiques et privées. Il s'agit de la Stratégie nationale sur la recherche et le développement adoptée en 2002.

Il existe une structure spécialisée dans la promotion et le financement des innovations. Le gouvernement est le principal organisme de financement des institutions publiques tertiaires. En effet, il leur verse une subvention pour couvrir l'essentiel de leurs budgets. Le gouvernement précise que 10 pour cent des subventions qu'il verse sont destinés à la recherche. En outre, il existe beaucoup d'autres voies par lesquelles le gouvernement finance non seulement le système scientifique (institutions tertiaires et conseils de recherche par exemple) mais également le développement et le transfert (ou les innovations) des technologies. Dans cette perspective le gouvernement attache une importance capitale à la *National Research Foundation* (NRF) qui gère plusieurs programmes de financement dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale sur la recherche et le développement. Le système de financement de la NRF vise à la fois la croissance du système scientifique du pays et ses innovations via différents programmes de financement. Par exemple, pour ce qui est spécifiquement des innovations, il existe des programmes de financement comme l'*Innovation Fund*, la *Research and Innovation Support Agency* (RISA) et le Programme de lutte contre la pauvreté. Ces programmes sont administrés par la NRF au nom de l'État. Ils allouent des fonds à ceux qui les sollicitent après sélection. Pour les *Tecahnikons* et les stations techniques, l'Afrique du Sud dirige le *Tshumisano Fund* qui finance les projets d'innovation dans ces institutions. Les projets couverts sont essentiellement les petites, moyennes et micro entreprises (SMMEs).

Pour les universités, la NRF administre des programmes de recherche pour les étudiants de maîtrise qui préparent leurs mémoires dans des domaines innovants selon certains critères. Dans ce cas, la NRF fait avancer simultanément le système scientifique et celui des innovations. Il existe une autre source de financement gouvernemental de la recherche pour les institutions tertiaires sud-africaines. Il s'agit de remises sur les publications émanant de la *South African Publication Standard for Journals* (SAPSE).

L'Afrique du Sud est très consciente de la nécessité de former une main-d'œuvre

spécialisée et de développer la chaîne des innovations du pays. Outre les efforts de développement sus-mentionnés, le pays met en œuvre un programme baptisé *Technology for Human Resources in Industry Programme* (THRIP) qui est essentiellement orienté vers le développement de la main-d'œuvre dans le domaine des sciences et de la technologie

En outre, le secteur public n'est pas engagé seul dans cette lutte. Le secteur privé y est également présent, notamment à travers le financement de la recherche dans les structures du secteur tertiaire, conformément à ses besoins. L'intervention du secteur privé se fait essentiellement sous forme de bourses et d'expertises réalisées par les institutions du tertiaire en faveur du secteur privé. Toutefois, les niveaux de la R&D du secteur privé ont chuté au cours des dernières années (Gouvernement de la RSA, 2000:2). Étant donné la présence d'institutions spécialisées en S&T en Afrique du sud, il est plus facile de réaliser la gestion de la recherche et de l'innovation en Afrique du sud que dans les autres pays de la région. L'Afrique du sud est en mesure d'évaluer ses dépenses en matière de R&D. À titre d'exemple, actuellement les dépenses en R&D représentent 0,7 pour cent du Produit national brut, après avoir chuté de 1,1 pour cent au début du règne de la majorité en 1994. Par conséquent, les Sud-Africains n'ont pas réussi à traduire de façon significative les découvertes obtenues dans leurs institutions académiques en croissance économique et en création de richesses (Walwyn 2002:1).

Zimbabwe

Le Zimbabwe a créé son ministère des Sciences et de la technologie en 2002. Ce ministère se trouve dans le cabinet du président afin de bénéficier des ressources nécessaires au fonctionnement d'un système S&T. La création du ministère des Sciences et de la technologie a entraîné la naissance d'un Conseil national de la recherche (*Research Council of Zimbabwe*). Toutefois, il existe également d'autres conseils, centres et trusts des sciences ayant des missions spécifiques, notamment le Conseil de la recherche agricole (ARC), le Conseil de la recherche médicale (MRC), l'Agence de recherche sur le tabac (TRB), l'Agence de l'industrie porcine (PIB), l'Agence de bio-sécurité, le Centre de développement scienti-

fique et industriel (SIRDC), le Trust de recherche agricole (ART-secteur privé), 13 universités, toutes offrant des enseignements relatifs aux sciences et à la technologie à des niveaux divers, et 5 écoles polytechniques.

Malgré l'existence de ces infrastructures, le Zimbabwe ne possède pas de système national de S&T ou d'innovation. Le nouveau ministère a pour objectif de donner une impulsion en vue de la mise en œuvre d'un système d'innovation national fonctionnel. Les écoles polytechniques fonctionnent comme un système coordonné, mais les universités sont en réalité indépendantes en ce qui concerne le développement de l'innovation. L'une des fonctions majeures du Conseil de la recherche du Zimbabwe (RCZ) est la coordination des recherches initiées par les conseils et instituts de recherche sectoriels, mais cette intervention est parfois inefficace étant donné que le RCZ ne dispose pas de fonds pour la recherche. En d'autres termes, le pays manque de structures de financement bien coordonnées.

Le Zimbabwe n'est pas en mesure d'évaluer ses dépenses en R&D. Le pays possède une politique en S&T et une loi sur la propriété intellectuelle, mais c'est seulement maintenant que le ministère des Sciences et de la technologie travaille sur une stratégie nationale de la recherche. Le Zimbabwe est incapable d'évaluer ses dépenses en matière de R&D et de relier un seul aspect de son développement économique à ses activités de R&D.

Lesotho

Le Lesotho ne dispose ni d'une politique en matière scientifique et technologique ni d'un conseil de la recherche. La seule université du pays a une Faculté des sciences, mais cette dernière n'offre pas de formation technique en médecine ou en ingénierie. Le pays ne possède que trois écoles techniques qui ne sont même pas rattachées à l'université. Il n'existe aucune institution spécialisée dans le développement technologique et le transfert des technologies. Le secteur privé est très réduit et pas assez industrialisé. Il est par conséquent inutile de parler de la participation du secteur privé au développement technologique.

Botswana

La situation du Botswana est relativement meilleure que celle du Lesotho, bien qu'elle soit moins reluisante que celle du Zimbabwe dans une certaine mesure. Ce

n'est qu'au cours des quatre dernières années que le Botswana a réalisé des progrès importants pour développer lui-même son domaine des sciences et de la technologie. En 1998, la politique en matière de sciences et technologie a été adoptée par le Parlement et le Conseil national des sciences et de la technologie (NCST) a été créé en même temps qu'un Conseil national de la recherche. Le ministère de la Communication, des sciences et de la technologie a vu le jour en 2002. Il existe aujourd'hui au Botswana un programme de recherche scientifique et technologique. La seule université du pays possède la plus importante structure en matière de sciences et technologie, notamment les Facultés des sciences, d'ingénierie et de technologie, toutefois elle n'offre pas d'enseignement en médecine. Le Botswana a transformé sa seule école polytechnique en Faculté d'ingénierie et de technologie dans le but de pouvoir offrir l'enseignement technologique. Le pays possède trois institutions de R&D qui sont supposées être complémentaires dans leurs objectifs et activités. Bien qu'elles soient toutes des sociétés anonymes à responsabilité limitée par garantie, elles sont financées essentiellement par le gouvernement (95 pour cent) et ne sont pas financièrement autosuffisantes.

La première institution de R&D est la Société de promotion des industries rurales (RIPCO) créée en 1974 dans le but d'entreprendre la R&D pour le développement industriel, et pour la commercialisation et la diffusion des résultats de la recherche. La RIPCO mène ses activités à travers son organe technique connu sous le nom de Société d'innovation des industries rurales (RIIC), en vue de la production de technologies et d'équipements dont les industries rurales ont besoin. Il s'agit notamment des décortiqueuses qui sont des machines industrielles servant à égrener le sorgho, des batteuses, des moulins à grains, des fourneaux à énergie solaire, des incinérateurs, et des fours à pain.

La deuxième institution est le Centre technologique du Botswana (BOTEC) créé en 1979. Son objectif est la promotion des sciences et de la technologie.

Le BOTEC fabrique des produits de haute technologie tels que des prothèses auditives miniaturisées, des contrôleurs de charge photovoltaïques et des équipements de télédétection pour stations météo. Ce centre a également joué un rôle considérable dans l'élaboration de la po-

litique des sciences et de la technologie du Botswana.

En ce qui concerne la coopération, le BOTEC est le point focal national de certains organismes internationaux œuvrant dans le secteur des S&T, notamment le Commonwealth, le WAITRO et le Conseil mondial de l'énergie.

Le Centre national de recherche en technologie alimentaire (NFTRC) est la troisième institution de R&D du Botswana. Il s'agit en fait du Laboratoire alimentaire du Botswana créé en 1984, qui s'est par la suite transformé pour devenir en 1999 le NFTRC.

La gestion de la recherche pour un développement national

L'innovation peut se révéler très onéreuse et présenter des risques très élevés. Selon des estimations, sur 100 idées apparemment commercialisables, seules environ 17 seront commercialement exploitables, et sur 10 000 sociétés pharmaceutiques présentées au départ comme candidates à la fabrication de médicaments, seule une sera en mesure de fabriquer un produit final (Walwyn 2004:1). Donc l'innovation coûte chère. Par conséquent, la gestion des risques est très importante dans l'innovation et le développement technologique. La gestion des risques peut se faire à travers les stratégies de vente qui appliquent les techniques adéquates utilisées dans le but de réduire les pertes économiques dans le processus de développement d'un nouveau produit. Les pays techno-logiquement avancés de l'Occident disposent non seulement de techniques leur permettant d'évaluer les chances de succès commerciaux des idées innovatrices, mais également de techniques telle que la valeur actuelle nette adaptée aux (rNPV) risques utilisée pour gérer la recherche en matière de risques, et les bénéfices de la R&D utilisés pour déterminer le niveau requis de dépenses en R&D. De telles techniques permettent à ces pays de savoir à quelle étape du processus de commercialisation la licence relative au développement technologique doit être accordée aux autres entreprises ou vendue. Elles permettent aussi de savoir s'il est plus bénéfique de développer le produit jusqu'à son étape finale, c'est-à-dire sa commercialisation.

La capacité d'une organisation à accorder la licence de fabrication d'un nouveau produit à une autre entreprise à une certaine étape de son développement (avant

la commercialisation du produit) implique la participation du secteur privé au processus d'innovation. C'est le cas dans les pays développés ; le secteur privé travaille en collaboration avec le secteur public et les organisations à haute intensité de connaissances (KITO) comme les institutions du secteur tertiaire.

À l'inverse, il a été prouvé plus haut que les pays en développement ne disposent pas de composantes clés de ce qui pourrait constituer une connaissance de l'économie basée sur une gestion efficace de la recherche. Pour commencer, on peut noter le sous-développement des systèmes scientifiques nationaux, ce qui signifie que les institutions dans lesquelles la R&D est réalisée manquent de base solide nécessaire pour faciliter le développement d'une stratégie commerciale viable. Les ressources humaines ne sont pas assez préparées pour remplir les missions à elles confiées par les organismes de R&D. Plus particulièrement, les connaissances et compétences commerciales, telles que présentées dans le dernier paragraphe, font défaut, ce qui accroît les risques d'échecs dans le transfert des technologies. Les risques d'échecs sont aggravés par le fait que l'expertise de base requise dans ce secteur ne concerne pas les capacités technologiques ou scientifiques, mais plutôt les compétences en commerce et gestion, une combinaison qui manque chez la plupart de ceux qui travaillent dans le secteur du transfert de technologie dans les pays en développement. L'absence de lien entre les différents segments de la recherche et la chaîne de valeur de l'innovation, partant de la recherche de base au transfert de technologie et à la commercialisation, fait en sorte qu'on parle d'un gouffre à innovations.

Comme nous l'avons expliqué dans le dernier paragraphe, la commercialisation de l'innovation nécessite des techniques hautement sophistiquées sans lesquelles la mise au point d'un nouveau produit serait trop chère à réaliser, particulièrement dans les pays en développement où il n'existe même pas de ressources adéquates pour satisfaire les besoins de base des populations. Ces instituts de recherche et de technologie de ces pays pourraient œuvrer pour le développement national, mais l'absence de collaboration entre elles et l'inexistence d'une stratégie nationale servant de cadre à leur action font qu'il n'y a pas de synergie entre la phase de recherche scientifique et le processus d'innovation, entre les efforts four-

nis par les uns et les autres. Une telle synergie, si elle existait, permettrait la mise en place d'un système d'innovations susceptible de transformer les idées et découvertes scientifiques en richesses à travers des biens et services commercialisables.

C'est à cette étape que les retombées de la gestion de la recherche se feraient le plus ressentir. Il est nécessaire à ce niveau de redéfinir la gestion de la recherche et de l'innovation pour la transformer en intervention active ayant pour but d'atteindre les objectifs stratégiques d'une organisation, notamment la création de la valeur. Dans ce contexte, il importe de s'assurer que la valeur d'un produit augmente avec sa progression le long de la chaîne de valeurs d'innovation. Toutefois, pour que cette valeur s'accroisse, il est impératif de bien gérer les risques de manière adéquate. Ceci dans la mesure où une idée en elle-même ne possède aucune valeur, à moins que des études ne prouvent le contraire. Ce n'est qu'à travers l'évolution de l'idée jusqu'à une innovation avérée que la valeur est créée. Dans les économies technologiquement avancées de l'Occident, cet accroissement de la valeur à travers la production des connaissances est fréquemment utilisé par les organismes de R&D capables de vendre les idées avant le lancement du produit (Walwyn 2004:7). Par contre, dans les pays technologiquement sous-développés, cette opportunité est perdue à cause de plusieurs facteurs, notamment un contexte scientifique et technologique inadapté et une absence d'implication du secteur privé et des institutions du secteur tertiaire dans les processus d'innovation gérés par l'État.

Les obstacles à la gestion de la recherche en Afrique australe

Le niveau des S&T décrit dans les cas étudiés reste très bas. En dehors de l'Afrique du Sud, le reste de la région se trouve encore au stade embryonnaire en terme de développement scientifique et technologique. Particulièrement le niveau des infrastructures est très insuffisant. Les bases pour un enseignement des sciences ne sont pas encore suffisamment solides pour que les pays disposent de systèmes scientifiques fonctionnels. La situation est encore plus préoccupante en matière de sciences et technologie. Il n'existe pas d'organismes spécialisés en S&T, la main-d'œuvre n'est pas qualifiée, les pays manquent de cadre adéquat pour

la mise en œuvre d'une politique scientifique et technologique adaptée. Un tel cadre pourrait être fourni par une stratégie nationale de recherche et de développement, soutenue par un système de financement global. Étant donné l'absence de toutes ces composantes, il n'existe aucune chaîne d'innovation susceptible d'induire la croissance économique dans ces pays. Par conséquent, les bases d'une gestion efficace de la recherche et de l'innovation demeurent fragiles.

Pour des raisons de précision, la conclusion sera focalisée sur le Botswana qui est choisi pour représenter la région. Plusieurs raisons expliquent pourquoi les trois institutions de R&D du Botswana n'ont pas apporté une impulsion à l'économie du pays. La première raison est que ces organismes mènent leurs activités en vase clos, sans objectifs précis, ou en l'absence d'un cadre global chargé d'orienter la recherche et l'innovation vers un but précis comme c'est le cas de la stratégie nationale de recherche et de développement en Afrique du Sud. L'existence d'une politique des sciences et de la technologie et d'un conseil national des sciences et la technologie est nécessaire mais insuffisante pour une recherche visant l'innovation. Une stratégie nationale de recherche et d'innovation (ou de développement) qui lie de façon claire les structures formant les systèmes nationaux de sciences et de technologie, et qui est également soutenue par des mécanismes de financement bien définis, constitue le minimum nécessaire pour une innovation réussie susceptible d'entraîner la création des richesses.

Le Botswana est actuellement engagé dans un processus de mise sur pied d'un mécanisme de financement connu sous le nom de l'Agence d'investissement pour la recherche, les sciences et la technologie du Botswana (BRSTIA), à travers une loi votée par le Parlement.

Les autorités ont entrepris de réorganiser le secteur des S&T en créant des conseils de recherche qui travailleront de façon plus coordonnée, conformément aux orientations définies par le programme de la recherche, des sciences et de la technologie. Ces conseils de la recherche proposés s'appuient en partie sur des fournisseurs alternatifs de recherche tels que l'Institut d'analyse des politiques de développement du Botswana (BIDPA) qui deviendrait un grand Conseil national de la recherche en sciences sociales, et le

Centre technologique du Botswana (BOTEC) qui deviendra le conseil national de la recherche industrielle, après sa fusion avec la Société de promotion des industries rurales (RIPCO).

Tout ce programme n'est qu'à son stade de conception. En effet, il est encore trop tôt pour déterminer l'impact de cette restructuration sur la recherche, particulièrement sur l'innovation. Les informations disponibles ne semblent pas mettre suffisamment l'accent sur les liens qui existent dans une chaîne de valeurs de l'innovation. À cet égard, il est donc nécessaire d'élaborer une feuille de route. Il s'agit là d'une activité comportant des objectifs différents mais liés entre eux. L'une des étapes concernera la sensibilisation des populations sur l'importance des sciences et de la technologie. L'étape de l'élaboration de la feuille de route sera axée sur la création de liens entre les tendances des S&T et les opportunités commerciales sous la forme de nouveaux produits ou services. En outre, la chaîne de valeurs de la recherche et de l'innovation constitue également un instrument de communication efficace au sein des organismes et entre elles. Lorsque la feuille de route a été élaborée de façon adéquate, il devient possible de définir, dans une économie, un programme clair pour le développement d'une plate-forme scientifique, l'acquisition de la technologie, la création de projets spécifiques de développement de nouveaux produits de telle manière à faciliter la commercialisation.

En raison de sa faible population, 1,7 millions d'habitants, le Botswana ne pourra pas disposer du même nombre d'institutions de S&T que l'Afrique du sud qui compte 40 millions d'âmes. Comme le montre l'expérience de l'étude réalisée par l'école de gestion des entreprises de l'Université de Nottingham, « les universités désireuses de générer des sociétés prospères et pérennes n'ont pas besoin d'agences de transfert de technologies plus grandes, mais plutôt de structures plus compétentes ». La même étude, réalisée sur 110 grandes entreprises britanniques, montre que l'expérience et les compétences du personnel du bureau de transfert de technologie sont plus importantes pour la création de richesses que le nombre d'employés. « Ce n'est pas tant le nombre de personnes qui est important, mais leur expérience ». ([Res-Man] *Research Management Briefing – Publication n°10*). Les pays de l'Afrique australe manquent de développement de ressources humaines. Comme nous l'avons noté plus haut, il est très difficile de réaliser un développement et un transfert de technologie, cela nécessite des niveaux élevés de compétence. Sinon les efforts de R&D entraîneront d'importantes pertes.

Conclusion

Le présent rapport a essayé de démontrer la nécessité de rationaliser les activités scientifiques et technologiques d'un pays et de les disposer de manière à les

rendre interdépendantes, dans le but de créer une chaîne innovatrice capable d'élargir l'économie nationale. Pour que cette disposition génère les résultats attendus, il est nécessaire de créer les conditions pour la mise en place d'une stratégie nationale de la recherche et de l'innovation qui travaille essentiellement pour la mise en œuvre de la politique nationale en matière de sciences et de technologies. Ce rapport va plus loin en montrant que la définition d'un système scientifique solide est une condition préalable pour la création d'un système de transfert de technologie efficace. En outre, il a été souligné qu'un financement adéquat est nécessaire pour le fonctionnement de l'ensemble du système d'innovation. Par ailleurs, étant donné la nature onéreuse et risquée de la technologie, ce rapport a démontré que la gestion de la recherche et de l'innovation constitue la seule variable pouvant assurer la synergie et la croissance de la valeur des différentes activités scientifiques et technologiques. Il a également été démontré à souhait que l'Afrique australe ne possède aucune de ces composantes et qu'en l'absence de celles-ci, cette région n'a aucune chance de connaître une nouvelle croissance de son économie dans le contexte actuel de mondialisation.

Les sept chaussures sales

J'ai, tout d'abord, un sentiment confus à vous confesser : c'est avec plaisir et un grand honneur que j'ai reçu cette invitation et que je me trouve parmi vous. Mais je dois vous dire aussi que je ne sais pas comment m'y prendre avec ce nom pompeux de « prière de sagesse ». J'ai donc choisi, exprès, un thème que je maîtrise mieux, un sujet où je contrôle mieux mes ignorances. Nous sommes tous les jours confrontés à l'exaltant appel de la lutte contre la pauvreté. Et, de façon généreuse et patriotique, nous voulons tous prendre part à cette bataille. Il existe, cependant, plusieurs formes de pauvreté. Et parmi elles, il en est une qui échappe aux statistiques et aux indices numériques : il s'agit de notre manque d'auto-critique. Je parle de la difficulté que nous

avons à nous considérer comme acteurs de l'Histoire, comme point de départ et d'arrivée d'un rêve.

Mia Couto

Environmental Consultant

IMPACTO

Mozambique

Le jour de mes 11 ans, le 5 juillet 1966, nous avons entendu sur « Radio Lusaka » le Président Kenneth Kaunda annoncer que l'un des grands piliers du bonheur de son peuple avait été construit. Il remerciait le peuple zambien pour sa participation à la construction de la première

université du pays. Des dizaines de milliers de personnes y ont contribué. Les paysans avaient offert du maïs, les pêcheurs du poisson, les fonctionnaires de l'argent. À l'inauguration de l'université, les paysans disaient dans leur message : « Nous avons participé parce que nous croyons qu'en le faisant, nos petits-enfants n'auront plus faim ». Quarante ans plus tard, les petits-enfants des paysans zambiens ont toujours faim. En fait, la vie des Zambiens est, aujourd'hui, pire qu'à cette époque-là. Dans les années 60, la Zambie bénéficiait d'un Produit national brut comparable à ceux de Singapour et de la Malaisie. Actuellement, l'on ne peut—ni de près, ni de loin—comparer notre voisine à ces deux pays asiatiques.

Dans certains pays africains, la misère endémique peut s'expliquer par les guerres qui y sévissent ; mais la Zambie n'a jamais connu de guerre. Certains pays africains peuvent dire qu'ils n'ont pas de ressources naturelles ; mais la Zambie est une nation qui possède des ressources minérales prodigieuses. Alors, d'où lui vient la frustration de ses espoirs ? Qui a bien pu faillir ? L'université ? La société ? Est-ce la faute du monde entier ?

J'ai pris, au hasard, la Zambie comme exemple de pays africain. Il y a, malheureusement, bien d'autres exemples. Notre continent regorge de cas similaires : des progressions inter-rompues, des espoirs perdus. Le manque de foi en nos possibilités de changer le destin de notre continent s'est généralisé parmi nous. Il faut nous poser cette question : que nous arrive-t-il ? Que devons-nous changer en Afrique et hors d'Afrique ? Ce sont là de sérieuses questions. Nous ne pouvons tergiverser dans nos réponses, ni continuer à voiler nos propres responsabilités. Nous ne pouvons continuer à croire que ces responsabilités ne concernent que les dirigeants.

Fort heureusement, au Mozambique, nous vivons une situation toute particulière, avec des différences notables. Nous devons reconnaître que notre parcours est bien différent et en être fiers. D'ailleurs, nous venons de vivre une de ces différences. Depuis 1957, seuls six chefs d'État sur les 153 que compte l'Afrique ont, volontairement, renoncé au pouvoir. Joaquim Chissano en est le septième. C'est, sans doute, un détail mais cela montre bien que le processus mozam-bicain a suivi des logiques bien différentes. Il plane, cependant, sur le Mozambique des menaces qui sont le lot de tout le continent : la faim, la misère, le SIDA. La plupart des malades du SIDA sont jeunes et représentent justement le levier dont nous pourrions nous servir pour bouter la misère hors du pays. C'est dire que l'Afrique ne rate pas seulement son présent : elle perd aussi des forces vigoureuses et fécondes, promesse d'une aube nouvelle.

S'assurer un avenir coûte cher ; mais se contenter d'un passé coûte encore plus cher. Avant l'indépendance, il n'y avait pas d'avenir pour les paysans zambiens. Aujourd'hui, le seul temps qui existe pour eux, c'est l'avenir des autres.

Les défis sont-ils plus grands que l'espoir ? En ce qui nous concerne, la seule chose que nous puissions faire c'est

d'être optimistes ; comme dit la chanson brésilienne, (il faut savoir reconnaître une défaite et en cas de chute, il faut « se relever, secouer la poussière et surmonter l'obstacle ». Le pessimisme est un luxe de riches. Mais pour moi, il y a quelque chose de bien plus important, et cette chose a un nom : changer de mentalité. Si nous ne changeons pas de mentalité, nous ne pourrons jamais conquérir de meilleures conditions de vie. Nous pourrions avoir plus de techniciens, plus d'hôpitaux, plus d'écoles, mais nous ne serons jamais des bâtisseurs d'avenir.

Je soutiens toujours que le plus grand facteur de retard au Mozambique n'est pas économique, il réside dans notre incapacité d'avoir une pensée productive, audacieuse et innovatrice. Une pensée qui ne serait pas la répétition de lieux communs, de formules et de recettes, fruits de réflexions déjà menées par d'autres.

Parfois, je me demande d'où nous vient la difficulté de penser en tant qu'acteurs de l'Histoire ? Cela vient surtout du fait que nous avons toujours transmis aux autres l'image de notre propre identité. Tout d'abord, les Africains ont été reniés ; leur continent représentait l'absence, ils vivaient en marge de l'Histoire. Ensuite, les Africains ont été étudiés comme un cas clinique. À présent, on les aide à survivre dans l'arrière-cour de l'Histoire.

Nous ne pouvons pas entrer dans la modernité en traînant derrière nous le poids de nos préjugés actuels. Au seuil de la modernité, nous devons déposer ce fardeau, ôter nos chaussures. J'ai compté sept chaussures sales que nous devons laisser sur le seuil de la porte des « temps nouveaux ». Il y en a, sans doute, bien d'autres ; mais comme je devais opérer un choix, sept me semblait un chiffre magique.

Première chaussure : l'idée que c'est toujours de la faute des autres et que nous, nous sommes toujours les victimes

C'est un discours que nous connaissons bien : c'est la faute à la guerre, au colonialisme, à l'impérialisme, à l'apartheid ; en somme, c'est la faute à tout et à tous, sauf à nous. C'est vrai que les autres ont eu leur part de responsabilité dans notre souffrance, mais la conscience de notre propre part de responsabilité nous a toujours habitée.

Nous devenons peu à peu victimes d'un long processus de déculpabilisation. Cette

façon que nous avons de dégager toute responsabilité a toujours été encouragée par certaines élites africaines soucieuses de rester dans l'impunité. Dès le départ, les fautifs sont d'ailleurs : ce sont les autres, ceux de l'autre ethnie, ceux de l'autre race, ceux d'un autre pays. Il y a quelques temps, j'ai été frappé par un livre intitulé *Capitalist Nigger : The Road to Success*, écrit par le Nigérian Chika A. Onyeani. J'ai reproduit un texte de cet économiste dans un de nos journaux ; c'est un vibrant appel aux Africains pour qu'ils changent l'image qu'ils se font d'eux-mêmes. Permettez-moi de vous lire un extrait de cette lettre :

Mes chers frères, je suis vraiment las des gens qui ne pensent qu'à une chose : se plaindre et se lamenter, dans un rituel où nous nous forgeons un mental de victime. Nous pleurons et nous nous lamentons, nous nous lamentons et nous pleurons. Nous nous plaignons à satiété de ce que les autres nous ont fait et continuent à nous faire subir. Et nous pensons que le monde entier nous doit quelque chose. Je regrette de vous le dire, mais c'est une pure illusion. On ne nous doit absolument rien. Personne n'est prêt à renoncer à ce qu'il possède, sous prétexte que, nous aussi, nous voulons l'avoir. Si nous voulons quelque chose, il nous faudra savoir le conquérir. Nous ne pouvons pas continuer à tendre la main, chers frères et sœurs.

Quarante ans après l'Indépendance, nous accusons encore nos patrons coloniaux de tout ce qui se passe actuellement en Afrique. Nos dirigeants n'ont pas toujours l'honnêteté d'assumer leur propre responsabilité dans la pauvreté de nos populations. Nous accusons les Européens du vol et du pillage des ressources naturelles de l'Afrique. Mais dites-moi : qui invite les Européens à agir de la sorte, n'est-ce pas nous ?

Nous voulons que les autres nous traitent dignement et sans paternalisme, mais en même temps, nous continuons à jeter sur nous-mêmes un regard d'une complaisante condescendance : nous sommes experts en discours qui nous affranchissent de toute responsabilité. Et nous disons, alors :

- Si quelqu'un vole, le pauvre, c'est parce qu'il n'a rien (et nous oublions alors qu'il y a des milliers de pauvres qui ne volent pas).

- Si un fonctionnaire ou un policier est corrompu, le pauvre, c'est parce qu'il a un salaire insuffisant (et nous oublions que personne, en ce monde, n'a un salaire suffisant).
- Si un politicien commet un abus de pouvoir, le pauvre, dans cette Afrique profonde, ce sont des pratiques « anthropologiquement » légitimes.

La déculpabilisation est l'un des stigmates les plus graves qui pèsent sur nous autres, Africains, du Nord au Sud. Il y en a qui pensent qu'il s'agit là d'un héritage de l'esclavage, de cette époque où nous n'étions pas maîtres de nos vies. Le patron, souvent invisible, loin de nous, était responsable de notre destin ou de notre manque de chance.

Aujourd'hui, même de façon symbolique, nous n'arrivons pas à tuer l'ancien patron. Nous utilisons un vocable qui s'est rapidement répandu depuis une dizaine d'années, c'est le mot « patron ». C'est alors comme si ce dernier n'était pas vraiment mort, comme s'il guettait l'occasion historique de revenir dans notre vie quotidienne. Peut-on accuser quelqu'un de ce retour ? Bien sûr que non. Mais, nous sommes en train de créer une société qui produit des inégalités et rétablit des rapports d'autorité que nous pensions à jamais disparus.

Deuxième chaussure : l'idée que le succès n'est pas le fruit du travail

Un matin, au réveil, j'ai appris qu'un président africain allait faire exorciser son palais de 300 chambres parce qu'il entendait « d'étranges » bruits la nuit. Le palais a des proportions si démesurées par rapport à la richesse du pays que l'on a mis 20 ans à le construire. Les insomnies du président viennent, sans doute, d'une certaine mauvaise conscience et non pas des mauvais esprits.

Cet exemple illustre bien la façon dont, la plupart du temps, nous expliquons encore les phénomènes positifs et négatifs. Ce qui explique le malheur va de pair avec ce qui explique la chance. Si l'équipe sportive gagne, si l'œuvre d'art remporte un prix, si l'entreprise fait des bénéfices, si le fonctionnaire est promu, à qui le doit-on ? La première réponse, mes amis, nous la connaissons tous. On doit le succès à sa bonne étoile. Et le mot « bonne étoile » signifie deux choses : la protection des ancêtres morts et la protection de ceux qui nous parrainent ici-bas.

On ne voit jamais, ou presque jamais, le succès comme fruit de l'effort et du travail, comme un investissement à long terme. Les responsables de ce qui nous arrive (de bon ou de mal) sont des forces invisibles, maîtres du destin. Pour certains d'entre nous, cette perception des causes est si intrinsèquement « africaine » que nous perdrons notre « identité » en y renonçant. Les débats sur les identités « authentiques » sont toujours délicats. Mais il faut instaurer le débat, sinon nous ne pourrions pas renforcer une vision plus productive qui aille dans le sens d'une attitude plus active et interventionniste sur le cours de l'Histoire.

Malheureusement, nous nous considérons plus comme consommateurs que comme producteurs. Même pour beaucoup d'Africains, l'idée que l'Afrique peut produire de l'art, de la science et des pensées, semble singulière. Jusque-là, le continent a produit des ressources naturelles et de la main-d'œuvre. Il a donné des joueurs de football, des danseurs, des sculpteurs. Nous admettons tout cela, tout cela est « naturel ». Toutefois, peu de gens admettront que les Africains puissent avoir des idées, une étique et parvenir à la modernité. Ce n'est pas la peine que les autres nous dénigrent, nous nous en chargeons nous-mêmes.

Le proverbe dit : « Le cabri mange là où on l'attache ». Nous connaissons tous l'usage regrettable de cet aphorisme et nous savons comment des gens, profiteurs de situations et de positions, s'en servent pour justifier leurs actions. C'est déjà assez triste de nous comparer à un cabri. Mais c'est également symptomatique que, dans ces proverbes d'usage, nous ne nous identifions jamais à des animaux producteurs, comme la fourmi, par exemple. Imaginons que le proverbe change et devienne : « Le cabri produit là où on l'attache ». Je parie que dans ce cas, personne ne voudrait plus être le cabri.

Troisième chaussure : le préjugé que celui qui critique est un ennemi

Beaucoup de gens croyaient qu'avec la fin du parti unique, l'intolérance envers ceux qui pensent différemment disparaîtrait. Mais l'intolérance n'est pas que le fruit des régimes, c'est le fruit des cultures, c'est le produit de l'Histoire. Nous avons hérité de la société rurale une notion de loyauté trop rigoriste. Cette façon

de freiner l'esprit critique est encore plus grave quand il s'agit de jeunes esprits. L'univers rural est bâti sur le privilège de l'âge.

Il est d'usage de « diaboliser » celui qui ne pense pas comme nous, et pour cela, nous avons à notre disposition toutes sortes de démons : une différence de couleur politique ou de couleur de peau, une différence d'origine sociale ou religieuse.

Je vais vous faire une confidence : au début des années 80, j'ai fait partie d'un groupe d'écrivains et de musiciens chargés de composer un nouvel hymne national et un nouvel hymne pour le parti FRELIMO. La façon dont on nous avait assigné cette tâche évoquait clairement cette discipline militaire : nous avions reçu une mission, nous étions réquisitionnés pour nos services, et sur ordre du Président Samora Machel, on nous avait enfermés dans une résidence à Matola, et l'on nous avait dit : « vous ne sortirez d'ici qu'après avoir composé les hymnes ». Ce type de rapport entre le pouvoir et les artistes n'est concevable que dans un certain cadre historique. En fait, nous avons dignement accepté d'accomplir cette mission, cette tâche était pour nous un honneur et un devoir patriotique, et en vérité, nous nous sommes plus ou moins bien comportés là-bas. Ce fut un moment de grandes difficultés... et de tentations. Dans cette résidence de Matola, il y avait beaucoup à manger, il y avait des employés de maison, une piscine... à un moment où tout cela manquait en ville.

Les paroles d'un des hymnes reflétaient cette tendance militarisante, cette approche métaphorique dont j'ai déjà parlé :

Nous sommes les soldats du peuple

Et nous marchons en tête

Tout cela doit être remis dans son contexte, sans aucun ressentiment. Après tout, c'est ainsi qu'est née la « Patrie Bien-aimée », cet hymne qui nous chante et nous décrit comme un seul peuple, uni dans un même rêve.

Quatrième chaussure : l'idée que changer les mots change la réalité

Un jour, à New York, un de nos compatriotes donnait une conférence sur notre situation économique et, à un moment donné, il a parlé de marché noir. Ce fut alors un tollé général dans la salle ! Le lendemain, nous reçûmes une sorte de

lexique des termes politiquement incorrects. Les termes comme aveugle, sourd, gros, maigre, etc. avaient été bannis de la langue... Nous avons souscrit à ce genre de préoccupations cosmétiques. Nous reproduisons un discours qui privilégie le superficiel et qui suggère qu'en changeant la couverture du gâteau, on le rendrait comestible. Aujourd'hui, nous hésitons, par exemple, sur l'usage des mots « nègre » et « noir », comme si le problème résidait dans les mots mêmes. Curieusement, pendant que nous nous occupons à ce choix, nous gardons des désignations vraiment péjoratives, telles que « mulâtre » et « monhé » (nom péjoratif donné au commerçant indien ou pakistanais, bien qu'étymologiquement, ce dernier terme fut, au départ, une marque de considération).

Actuellement, toute une génération s'initie à une langue : celle des « workshops ». C'est une langue toute simple, une sorte de créole à mi-chemin entre l'anglais et le portugais. En fait, ce n'est pas une langue, mais un vocabulaire de pacotille. Il suffit de savoir manipuler quelques mots à la mode pour être capable de parler comme tout le monde, c'est-à-dire, ne rien dire. Je vous recommande fortement des termes comme : développement durable ; awarenesses ou accountability ; bonne gouvernance ; capacity building ; collectivités locales. Ces ingrédients doivent être utilisés, de préférence, en format « PowerPoint ». L'autre secret pour faire bonne figure dans les « workshops », c'est d'utiliser quelques sigles, car le parfait « work-shopiste » doit maîtriser ces codes-là. Je vais vous citer une phrase éventuelle d'un non moins éventuel rapport : les ODMS du PNUD sont comparables au NEPAD de l'UA et au PARPA du GOM. Celui qui se trouve en terrain connu, comprend à demi-mots.

J'appartiens à une époque où nous étions pesés à nos actes. Aujourd'hui, nous sommes perçus à travers le spectacle que nous donnons de nous-mêmes, par la façon dont nous nous mettons en scène. Le CV, la carte de visite (pleine de raffinements et de titres), les publications que presque personne n'a lues, tout cela semble vouloir dire que l'apparence est devenue plus importante que notre aptitude à faire les choses.

Beaucoup d'institutions dont on attendait des idées fournissent aujourd'hui du papier, encombrant ainsi les étagères de rapports condamnés à n'être d'aucune

utilité. Au lieu de solutions nous avons des problèmes. Au lieu d'actions, on nous propose d'autres études.

Cinquième chaussure : la honte d'être pauvre et le culte des apparences

L'empressement à montrer que l'on n'est pas pauvre est, en soi, une confirmation de sa pauvreté. Nous ne devons pas travestir notre pauvreté. Ce n'est pas le pauvre qui doit avoir honte, mais celui qui est responsable de sa pauvreté.

Nous sommes habités, aujourd'hui, par la folle préoccupation d'exhiber de faux signes de richesse. Nous pensons que le statut social d'un homme est tributaire des signes extérieurs qu'il exhibe.

Nous vivons sur une scène de théâtre et de spectacles : une voiture n'est plus un objet fonctionnel ; pour son propriétaire, c'est un passeport pour une position sociale importante, c'est une source d'orgueil. La voiture est devenue un objet d'idolâtrie, une sorte de sanctuaire, une véritable obsession liée à la promotion sociale. Cette maladie, cette religion que l'on pourrait appeler la « voiturulâtrie », s'est attaquée à tous, du dirigeant à l'enfant de la rue.

Il est temps de voir nos écoles exalter l'humilité et la simplicité en tant que valeurs positives. L'arrogance et l'exhibitionnisme ne sont pas, comme on le prétend, l'expression d'une certaine définition du pouvoir dans la culture africaine. C'est, plutôt, l'expression de celui qui prendrait l'emballage pour le contenu.

Sixième chaussure : la passivité devant l'injustice

Nous sommes prêts à dénoncer une injustice commise contre nous, contre notre groupe, notre ethnie, notre religion. Mais nous le sommes moins lorsque cette injustice touche les « autres ». Il existe encore au Mozambique des zones silencieuses d'injustice, des espaces où le crime reste encore masqué. Je veux, surtout, parler des domaines suivants : la violence domestique (40 % des crimes sont dus à l'agression domestique contre les femmes et c'est un crime invisible) ; la violence exercée contre les veuves ; la façon humiliante dont sont traités la plupart des travailleurs ; les mauvais traitements infligés aux enfants.

Septième chaussure : l'idée que pour être modernes, nous devons imiter les autres

Nous recevons tous les jours, chez nous, d'étranges visiteurs. Ils entrent par une boîte magique appelée télévision et créent une relation de familiarité virtuelle. Les vidéos et toute la sous-industrie télévisuelle ne se contentent pas de nous dire : « achetez ». Il y a une toute autre invitation qui est la suivante : « faites comme nous ».

Il en résulte que notre production culturelle devient, peu à peu, une imitation caricaturale de la culture des autres. Plus tard, notre musique sera, sans doute, une sorte de hip-hop tropical et notre art culinaire, une sorte de Mac Donald's. Le fait de classer les langues mozambicaines, y compris le portugais, comme deuxième langues et l'idée que notre identité se résume aux manifestations folkloriques, sont une façon de nous souffler à l'oreille le message suivant : pour être moderne il faut être américain.

L'histoire de notre société ressemble à celle d'un individu. Elle est marquée par des rites de passage : la naissance, le mariage, la fin de la puberté, et la mort. Lorsque je regarde notre société urbaine, je me demande si nous voulons vraiment être différents, car je m'aperçois que ces rites de passage reproduisent exactement ce que j'ai toujours vu dans la société coloniale. Nous nous marions en voiles et guirlandes et nous repoussons au loin les enseignements de Julius Nyerere et tout ce qui pourrait suggérer une cérémonie plus enracinée dans la terre et dans la tradition mozambicaines.

La modernité n'est pas une porte fabriquée que par les autres. Nous aussi, nous devons en être les menuisiers, nous devons participer à sa fabrication, car seul nous intéresse l'accès à une modernité que nous aurons aidée à construire.

Nous avons besoin de savoir poser des questions. Le Mozambique n'a pas seulement besoin de marcher, il a besoin de trouver son propre chemin, même par un temps embrumé, dans un monde déboussolé. Il ne peut se servir de la boussole des autres ni se fier aux repères des autres.

L'université doit être un centre de débats, un atelier de civisme actif, un creuset de préoccupations solidaires et de rébellion constructive. Nous ne pouvons pas préparer des jeunes au succès professionnel

dans un océan de misère. L'université ne saurait accepter de reproduire l'injustice et l'inégalité. Nous avons affaire à la jeunesse et à ce qui doit représenter une pensée jeune, féconde et productive. Cette pensée ne se commande pas, elle est spontanée. Elle naît du dialogue, de la recherche innovatrice, de l'information libre et attentive à tout ce qui se fait de mieux en Afrique et dans le monde.

On parle beaucoup des jeunes, mais on parle peu aux jeunes. La jeunesse vit cette situation ambiguë, et se meut entre la vision romantique que l'on a d'elle (elle est la sève de la Nation) et des conditions de vie dangereuses, un nid de risques et de préoccupations (le SIDA, la drogue, le chômage).

La Zambie n'est pas le seul pays dans lequel on peut voir dans le domaine l'éducation l'image que le naufragé se fait du canot de sauvetage. Nous aussi, nous avons déposé nos espoirs sur la même image.

Lors d'une réunion publique à Maputo, un vieux nationaliste a avoué que lui-même et beaucoup de ceux qui, dans les années 60, fuyaient pour s'intégrer au FRELIMO, n'étaient pas seulement motivés par la « cause indépendantiste ». Ils avaient pris des risques et passé la frontière de la peur pour avoir la possibilité d'étudier. Cette fascination pour l'éducation perçue comme un passeport pour une meilleure vie, était très vive dans cet univers où presque personne n'avait la possibilité de faire des études. Le continent a investi dans la création de capacités nouvelles, et cet investissement a vraiment donné d'importants résultats. Cependant, un pays qui investirait sans stratégies visant l'obtention de solutions durables, n'arrivera pas au changement souhaité.

Il n'y a, en fait, qu'une seule façon de nous mettre en valeur : c'est par le travail, par l'œuvre que nous serons capables de produire. Il nous faut savoir assumer cette situation sans complexes et sans honte :

nous sommes pauvres. Ou mieux : c'est l'Histoire qui nous a rendus pauvres. Mais vu que nous faisons partie de cette Histoire, nous, aussi, sommes responsables de notre propre appauvrissement. Nous abritons en nous-mêmes les causes de nos échecs actuels et à venir. Toutefois, la force de transcender notre condition historique réside aussi en nous. Nous saurons, comme toujours, retrouver la certitude que nous sommes les artisans de notre propre destin.

Nous serons chaque fois plus fiers d'être de ce que nous sommes : des Mozambicains bâtisseurs d'une époque et d'un pays qui nous voient naître et nous épanouir tous les jours.

Voilà pourquoi nous devons accepter d'ôter, non seulement les sept chaussures dont nous avons parlées, mais aussi toutes celles qui freinent notre marche collective. Il n'y a qu'une vérité : il vaut mieux marcher pieds nus que prendre le risque de trébucher avec ces chaussures.

«Républicanisation» de l'Amérique : commentaires d'un Africain au sujet des élections américaines de 2004

Les élections américaines sont à présent passées, et le Président Bush a été réélu grâce à une majorité électorale déterminante ; le Parti républicain a vu le nombre de ses sièges augmenter au sénat ainsi qu'à la Chambre des représentants. Les démocrates sont en état de choc, et le reste du monde semble surpris par ces résultats. Beaucoup pensaient que l'administration Bush allait s'incliner sous le poids de ses politiques étrangères et intérieures catastrophiques, particulièrement sous le poids de sa politique étrangère enlisée dans le bourbier irakien, de son unilatéralisme mal inspiré, et de son économie souffrant d'une anémique croissance de l'emploi, d'énormes déficits budgétaires et d'une dette nationale qui ne cesse de croître. Au lieu de plier, le Président Bush a allègrement gagné une victoire qui, selon les standards américains, semble tout à fait impressionnante, (51 % du vote populaire). Comment cela s'explique-t-il En tant qu'Africain observant ces élections caractérisées par une configuration électorale intransigeante entre les États « rou-

Paul Tiyambe Zeleza

Department of History and African
and African American Studies
Pennsylvania State University
USA

ges » et « bleus », ainsi que par de nombreuses irrégularités de vote, et le remaniement arbitraire des circonscriptions (l'établissement des districts de vote par le parti politique majoritaire, plutôt que par un organisme impartial), je ne pouvais m'empêcher de sourire en me demandant ce qu'auraient dit les commentateurs américains s'il s'était agi d'élections africaines : il est à parier qu'ils auraient affirmé que pareille régionalisation n'est que le reflet de l'incapacité des Africains à transcender leurs appartenances tribales basées sur le « tribalisme » et le « régionalisme » ; les irrégularités de vote auraient été attribuées à cette tendance des gouvernements africains au trucage électoral, mais également à l'analphabétisme des votants, qui ne

sont guère habitués à la pratique de la démocratie. Ces élections américaines montrent bien que la notion de « démocratie mûre » demeure un mythe ; la démocratie est en réalité un processus en chantier dans tous les pays du monde.

La popularité du mandat de l'administration Bush est souvent attribuée aux attaques terroristes du 11 septembre 2001, qui ont eu pour effet de mobiliser la nation derrière son président insipide ; beaucoup ont affirmé que lors de ces élections, la nation a montré qu'elle était tout simplement peu disposée à changer de dirigeants en plein milieu de la guerre. L'impact du 11 septembre sur la psyché des Américains permet de mieux comprendre l'actuelle politique américaine, mais ne permet pas tout à fait de comprendre la dérive de la culture politique américaine vers la droite, dérive qui a atteint de nouveaux sommets et est vieille d'au moins trois décennies.

Il me semble que cette dérive, que je qualifierais de « républicanisation » de l'Amérique, peut être attribuée à la politique

complexe portant sur les notions de race, d'empire et de mondialisation. Le triomphe des républicains repose sur leur capacité à manipuler les tensions résultant des luttes pour les droits civiques, et les incertitudes relatives à la place de l'Amérique dans un monde en constante évolution. Bref, la républicanisation de l'Amérique repose sur ce projet des forces conservatrices, consistant à faire reculer les droits civiques au niveau national, et à asseoir un pouvoir impérialiste sans limites, à l'étranger.

Un grand nombre d'observateurs ont fait remarquer que les républicains ont déjà réussi à monopoliser et à manipuler le discours sur les « valeurs » culturelles et morales. Les questions portant sur l'Iraq et sur l'économie tenaient le haut du pavé, lors des élections ; elles ont certes galvanisé les supporters du sénateur John Kerry, mais ceux-ci ont été battus sur la question des « valeurs », qui a mobilisé encore plus de défenseurs du parti républicain. Nous sommes donc confrontés à une administration propulsée au sommet, sur un coup du hasard, à la suite de l'affaire des « hanging chads » (les découpages incomplètes sur les bulletins de vote) de Floride, qui a pris fonction grâce à une décision controversée de la Cour suprême, et qui a bénéficié d'un autre mandat extraordinaire en 2004.

Cependant, la dynamique raciale contenue dans le discours sur les « valeurs » est bien souvent occultée. La question de la race constitue le « soubassement » de la société américaine ; elle constitue un cadre et une explication à la plupart des dynamiques politiques, culturelles, sociales, idéologiques, intellectuelles et de classe de ce pays. Les valeurs culturelles claironnées par les républicains et qui trouvent un certain écho chez des millions d'Américains, s'inspirent avant tout des codes raciaux américains ; ces valeurs sont brandies, dans le but de déstabiliser les droits civiques acquis dans les années 60, visant à affranchir et accorder davantage de pouvoir aux Africains-Américains, ainsi qu'aux autres minorités raciales.

La promulgation par l'administration démocratique du Président Johnson des lois promouvant les droits civiques, a conduit à un nouvel alignement politique majeur, dans le cadre duquel les républicains avaient adopté une stratégie consistant à attirer les votants et les États du Sud, qui étaient déstabilisés par la suppression de

la ségrégation raciale. Un grand nombre de Blancs quittèrent ainsi le Parti démocrate pour rejoindre le Parti républicain, dont la politique s'articulait autour de divers messages codés fustigeant le système des « quotas », celui de la « discrimination à rebours » et de l'« aide sociale », pour mieux prôner l'instauration de la « loi et de l'ordre », ainsi que la défense des « valeurs traditionnelles américaines ».

Le mouvement des droits civiques dirigé par les Africains-Américains a donné naissance à d'autres mouvements, dont le mouvement féministe, et plus récemment, le mouvement pour le droit des homosexuels. Ces nouveaux mouvements se sont inspirés des luttes et symboles caractérisant le mouvement pour les droits civiques ; ils ont également hérité du mépris des forces conservatrices. Leurs revendications traditionnelles (l'avortement et les mariages homo-sexuels) ont rejoint le lot des tristes maux qui menaçaient les valeurs américaines.

Ces mouvements se sont mutuellement renforcés et se sont placés au centre de l'agenda progressiste politique des USA ; mais ils sont également la cible des conservateurs radicaux, qui ont employé tous les moyens à leur disposition, de la radio à la religion, en passant par les studios de radiodiffusion/télévision, le clergé, pour mener une « guerre culturelle » contre eux. La politique raciale a assuré la cohésion du côté républicain, dans le cadre de cette « guerre » (le parti reste à prédominance blanche et a n'a pas attiré plus de 10 % de l'électorat noir, au cours des dernières élections), tandis que le parti démocrate était miné par certaines dissensions, du fait de la concurrence entre différentes identités et différents projets sociaux (comme on a pu le voir à travers le débat houleux au sujet des droits des homosexuels dans la communauté africaine-américaine pour les droits civiques).

Les polarisations ethno-raciales embrouillent la politique progressiste des USA depuis fort longtemps ; c'est pour cette raison que les partis de gauche construits sur le modèle européen n'ont jamais drainé grand monde. Les questions de race et de racisme ont tendance à supplanter celles portant sur les intérêts de classe et la solidarité, et contribuent à un cadrage du dialogue national en des termes culturels, transformant ainsi graduellement le « dialogue racial » en un « dialogue culturel ». Cela peut aider peut-être

à mieux comprendre le phénomène quelque peu étrange des Blancs pauvres et ceux issus de la classe ouvrière (beaucoup d'entre eux préfèrent être considérés comme des citoyens de la classe moyenne, un terme très prisé dans le discours populaire américain, qui contribue à mystifier l'identité de classe), vivant dans la profonde Amérique provinciale et rurale, qui, guidés par leur sensibilité « culturelle », votent pour les capitalistes républicains, au lieu de se servir de leur « raison » économique pour voter contre eux.

La politique raciale est également exacerbée par l'évolution démographique, en effet, les statistiques représentant la population blanche sont en nette baisse, tandis que celles représentant les minorités sont à la hausse. Certains se réjouissent à l'idée d'avoir une Amérique encore plus multiculturelle et multiraciale, alors que d'autres craignent que ce phénomène conduise à une « dégénérescence nationale ». Dans un récent ouvrage, l'influent expert en politique, Samuel Huntington (clash of civilizations) se montre méprisant à l'égard du multi-culturalisme et révèle ses inquiétudes au sujet des récentes vagues d'immigration et des difficultés que les Hispaniques éprouvent à s'intégrer dans la soi-disant culture anglo-protestante américaine (que fait-on des Africains-Américains ?) ; il prévoit en outre l'émergence d'un mouvement de nativisme blanc.

Un tel mouvement existe déjà (il a pour nom racisme et suprématie blanche) et possède de nombreux foyers institutionnels et politiques. La question de la race a, sans conteste, été appropriée par les différents partis politiques, à des moments différents. Les Africains-Américains s'étaient identifiés aux républicains (le parti d'Abraham Lincoln), même si la plupart d'entre eux ne purent voter que sous l'ère du *New Deal* du Président Roosevelt moment à partir duquel ils commencèrent à « migrer » vers les démocrates ; cette affiliation politique s'est renforcée pendant le mouvement des droits civiques, dans les années 60. Depuis lors, le Parti républicain concentre ses efforts sur les populations blanches, malgré quelques gestes envers les minorités, dans les régions où les batailles sont très serrées. Le Parti démocratique, lui, est en train de devenir le parti des minorités.

Les républicains sont mieux placés que les démocrates pour faire la promotion du

projet de suprématie blanche au niveau national, et celui du projet de suprématie impérialiste à l'étranger. Pendant la guerre froide, les républicains se décrivaient comme les grands défenseurs de la sécurité nationale ; en outre, le fait que la chute de l'ancienne Union soviétique ait eu lieu sous une administration républicaine n'a fait que renforcer cette impression ; certains idéologues vont même jusqu'à attribuer la chute de l'Union soviétique à l'anti-communisme inébranlable, ainsi qu'aux dépenses militaires accrues du Président Ronald Reagan.

La chute du socialisme et du communisme en Europe centrale et orientale, mais également dans certaines régions d'Afrique et d'Asie, dans les années 90, s'est accompagnée de deux tendances contradictoires. D'une part, le monde a assisté à une nouvelle vague de démocratisation ; d'autre part, l'on a assisté à une réduction des options systémiques ; en effet, les partis politiques ont tous convergé vers un foyer se rapprochant de plus en plus de la droite. Certains évoquaient même l'émergence d'une « troisième voie » politique. En fait, ce phénomène symbolisait le glissement de la gauche et des parties social-démocrates vers la droite.

Aux États-Unis, où l'espace idéologique a toujours eu tendance à être plus étroit qu'en Europe occidentale, l'écart idéologique entre les deux principaux partis a quasiment disparu, sauf pour ce qui est de la question des « valeurs », comme le démontre de plus en plus le parti de droite. L'administration de Bill Clinton n'a pas fondamentalement remis en question le fait que la politique américaine dérive vers la droite ; elle s'est plutôt réappropriée les politiques républicaines économiques et sociales, en dépit de toute la rhétorique qui visait à prouver le contraire, et malgré la popularité personnelle de Clinton auprès de certains électeurs démocrates, y compris auprès de l'électorat africain-américain. Le désarmement politique du Parti démocrate (son incapacité à mettre en œuvre des politiques fondamentalement différentes de celles du Parti républicain) a conduit à une réappropriation de la politique américaine par les vrais maîtres de l'agenda conservateur, en l'occurrence les républicains. Pourquoi acheter une copie, alors que vous pourriez aussi bien vous procurer l'original au même prix de vote ?

À partir des années 90, les États-Unis sont devenus l'unique superpuissance mondiale, par ailleurs de plus en plus essouffée. Le processus de restructuration du système mondial s'est laissé enfermer dans le concept plutôt flou de la mondialisation, selon lequel une nouvelle ère serait venue, caractérisée par la rapide circulation des biens, du capital, des idées, des personnes, des valeurs et des virus. La mondialisation était surtout considérée comme un phénomène économique et technologique, qui menaçait de détruire la souveraineté de l'État et le caractère sacré des cultures et identités locales.

La plupart de ce qui se raconte au sujet de la mondialisation n'est que tromperie (car étant davantage le reflet d'anxiétés et d'aspirations contemporaines qu'une description des véritables processus d'interconnexion internationale). Ce-pendant, il est indéniable qu'une certaine réflexion internationale est en train d'être menée ; elle est stimulée par les médias, les migrations internationales et par cette tendance des hommes politiques à justifier les problèmes nationaux par l'effet de forces malveillantes ou de forces étrangères échappant à leur contrôle.

Les possibilités et les dangers de la mondialisation ont partout donné naissance à des manifestations de trans-nationalisme et de nationalisme. En effet, la mondialisation des États-Unis a été matière à célébration ; elle a également été source d'inquiétude. Elle a été matière à célébration, car les industries et institutions des USA sont les principales bienfaitrices et bénéficiaires de cette mondialisation, d'une part. D'autre part, elle a été source d'inquiétude, car son objectif déclaré est de changer les critères permettant de jauger la superpuissance d'un État : il ne s'agirait non plus de puissance militaire, mais plutôt de compétitivité économique. L'éclatement de la bulle dot.com et le début de récession s'annonçant en ce début de siècle, sont venus amplifier ces craintes, et ont été repris au cours des dernières élections à travers le thème de la « délocalisation des emplois ».

Puis survinrent les événements du 11 septembre. De nombreux écrits ont décrit la manière dont l'administration Bush s'est jouée de la bienveillance internationale exprimée à leur égard à la suite de ces attaques, en s'embarquant dans une hautaine politique d'unilatéralisme, s'aliénant ainsi la plupart de ses alliés occidentaux et s'attirant l'hostilité de

plusieurs pays. Cette forme d'orgueil impérialiste, pour reprendre le titre d'un des nombreux ouvrages écrits par des commentateurs américains, qui s'en prenait à la dangereuse et trompeuse guerre contre le terrorisme menée par l'administration Bush, était destinée à servir les intérêts d'une administration désespérément en quête de légitimité, après les élections bâclées de 2000 ; cette guerre servait également les intérêts de la cabale néo-conservatrice déterminée à restaurer la gloire militaire de l'impérialisme américain, enfouie dans les champs de bataille meurtriers du Vietnam.

L'on peut également ajouter que le terrorisme est venu se substituer au communisme, comme nouvel ennemi nécessaire à une permanente économie de guerre, mais également indispensable à la production de nationalisme et à la promotion du patriotisme, en cette nouvelle ère de la « mondialisation ». Pour un pays qui débourse l'équivalent de la moitié des dépenses militaires de l'ensemble des pays du monde, il est indispensable d'avoir des ennemis ; et plus les ennemis sont omniprésents, mieux c'est. L'association terrorisme/islam repose sur des souvenirs anti-musulmans profondément enfouis dans la mémoire culturelle occidentale, souvenirs qu'elle ravive, à l'occasion. Le fait que cette menace ne recouvre aucun État en particulier confirme l'idée selon laquelle il s'agirait davantage d'un choc des civilisations, antérieur aux États modernes.

Ceci permet de mettre l'accent sur le caractère particulier et impérieux du terrorisme international, et de présenter ce dernier comme une vague diabolique, qui n'a rien à voir avec les politiques des gouvernements américains successifs, y compris celles de l'administration Bush. Ceci pousse également les Américains à se poser la question suivante : « pourquoi nous haïssent-ils donc ? » et d'y apporter une réponse évidente tout aussi intéressée : « À cause de notre mode de vie, notre liberté, nos richesses ; bref, pour ce que nous sommes ». Ainsi l'horrible guerre en Irak est décrite comme un effort héroïque destiné à apporter la démocratie à un peuple ayant longtemps souffert (oubliée, la précédente justification relative aux armes de destruction massive). Assoir la démocratie et la liberté dans un autre pays : tel est l'alibi d'un pays qui a du mal à tenir ses propres élections, et qui, dans le courant de

l'histoire, n'a pas lui-même respecté les droits démocratiques et les libertés civiles de ses minorités.

Les observateurs ont du mal à comprendre qu'autant d'individus vivant dans la nation la plus puissante du globe, possédant une énorme industrie des médias, ainsi que d'importantes ressources intellectuelles, puissent se laisser bernier à ce point. Mais peut-être que cela ne serait plus le cas, si l'on comprenait mieux les étonnants systèmes de monopole du pouvoir au sein de l'économie politique américaine. La liberté d'opinion des médias américains est plus réduite que dans la plupart des pays africains, du fait, par exemple, des concentrations au niveau de la propriété médiatique. La flagornerie de la majeure partie des médias américains pourrait bien choquer la plupart des courageux journalistes africains qui s'en prennent sans pitié à leurs gouvernements.

La suprématie impérialiste suppose la constante production d'une rhétorique de la vertu ; et lorsque cette puissance est une société colonisatrice avec des populations provenant de tous les coins du monde, de telles frictions douloureuses permettent également de produire et d'assurer le contrôle de la citoyenneté. Le fait d'avoir des entités locales raciales différentes, qui ont été victimes des pires abus pendant des siècles (particulièrement les Indiens et les Africains-Américains) a amené les États-Unis à développer un certain vocabulaire de la dérision à l'égard des étrangers, des « natifs » et des non-Blancs. Ce n'est guère une coïncidence si les plus vaillants défenseurs de la suprématie blanche et de la suprématie impérialiste sont les fondamentalistes chrétiens, qui représentent un véritable bloc électoral au sein du Parti républicain. Ils aimeraient supprimer de nombreux acquis relatifs aux droits civils, ainsi que toute menace à la puissance américaine internationale.

Au cours de son second mandat, le Président Bush cherchera à mieux faire que pendant le précédent, à travers des nominations judiciaires conservatrices anticipées, à la Cour suprême, et à travers d'autres initiatives politiques internes (des réformes fiscales et des réformes relatives aux actes délictueux, aux réformes de la sécurité sociale, en passant par l'immigration), toutes destinées à réduire le rôle de l'État-providence et à mettre en

place un *New Deal* conservateur) ; il essaiera également de se surpasser en menant une violente guerre en Iraq et en renouvelant ses menaces à l'endroit des « États-hors-la-loi », particulièrement l'Iran et la Corée du Nord. Cependant, pareille agressivité dans la poursuite de ces objectifs risque de renverser la tendance à la « républicanisation » américaine, car les forces qui sont montées au créneau, pour protester contre ce processus et ce projet vieux de plusieurs décennies sont galvanisées et risquent de se renforcer au cours des années à venir.

Quelles sont les implications de tout ceci pour l'Afrique ? Quels effets le second mandat de Bush peut-il bien avoir sur l'Afrique ? Comme l'on s'y attendait, la plupart des Africains ont été déçus par la réélection de Bush, même si leurs dirigeants ont envoyé le traditionnel message de félicitations au président nouvellement réélu. La conséquence de cette situation est que l'Afrique peut espérer avoir plus du même interlocuteur : un minimum d'attention lorsque les intérêts fondamentaux du continent sont en jeu, davantage d'action pour servir les intérêts nationaux des États-Unis, orientés vers la malencontreuse guerre en Iraq et vers un approvisionnement « sûr » en pétrole. L'assistance à la sécurité sera renforcée pour pouvoir lutter contre les « terroristes », de même que les investissements politiques et économiques dans le secteur pétrolier. Plusieurs gouvernements africains brandissent déjà l'expression « anti-terrorisme », non sans un certain cynisme, de la même façon que l'on employait le terme « anticommunisme » pendant la guerre froide, pour s'attirer les bonnes grâces de Washington et en même temps, affaiblir les libertés démocratiques déjà menacées. L'Afrique fournit déjà un cinquième des importations pétrolières américaines, et ces chiffres risquent de connaître une croissance exponentielle au cours de la prochaine décennie.

Bien sûr, l'on continuera de favoriser un certain tapage diplomatique autour de l'« aide » américaine, particulièrement autour de l'impact de l'*Africa Growth and Opportunity Act* (AGOA) sur le développement, mais également autour de l'*Emergency Plan for AIDS Relief* (Plan d'urgence contre le sida) d'un budget de 15 millions de dollars, et du *Millennium Challenge Account*, qui compte offrir 5

milliards de dollars par an aux pays africains. Mais jusque-là, l'impact de l'AGOA demeure assez limité ; le déboursement des fonds prévus dans le cadre du programme contre le sida a lieu à un rythme plutôt lent et faible, et pas un seul dollar n'a encore été reçu dans le cadre du *Millennium Account*. Tout cela n'est guère surprenant, de la part du pays industrialisé le moins généreux en termes d'assistance au développement, et de la part d'une telle industrie internationale de l'« aide » grande productrice de rhétorique, mais avare d'actes concrets, et qui en promet toujours plus qu'elle n'en donne.

Ainsi, le second mandat du Président Bush comporte plus de défis que d'opportunités pour l'Afrique, centré qu'il est autour de l'explosif mariage entre terrorisme et pétrole. Les gouvernements africains et les organisations de la société civile doivent donc faire preuve de vigilance, pour ne pas amener leurs pays à devenir de simples pions dans le cadre de la croisade américaine contre le terrorisme ; les pays producteurs de pétrole doivent également favoriser un nouveau type de relations promouvant le développement et la démocratie, plutôt que la dépendance et l'autoritarisme. Au niveau international, cette situation devrait pousser l'Afrique à cultiver et renforcer ses relations avec d'autres régions et d'autres pays prêts à défier l'actuelle hégémonie impérialiste des États-Unis, que ce soit pour des raisons objectives ou subjectives. Ces pays incluent la « vieille Europe », dont les liens avec les États-Unis, ainsi que l'alignement post-Seconde Guerre mondiale sont en train de subir des changements historiques ; ces pays incluent également les puissances économiques et politiques montantes du Sud, avec en tête la Chine, l'Inde et le Brésil.

L'enjeu consiste à débarrasser le monde entier de l'unilatéralisme impérialiste américain, quel que soit le président à la tête des États-Unis ; il consiste également à créer un nouvel ordre international guidé et régi par les traditionnels principes de politique progressiste internationale et nationale : le développement, la démocratie et l'autodétermination. Bref, un monde où chaque région compte, où les affaires africaines comptent, ainsi que l'avancement collectif humain matériel et moral.

Les élections zimbabéennes de 2005 : quel Zimbabwe pour qui?

Le Zimbabwe a célébré ses 25 années d'indépendance le 18 avril. Pour l'occasion, la controverse autour des sixièmes élections parlementaires a été oubliée pour un temps. Cependant, les chargés de missions d'observation ainsi que les experts politiques se livrent à une âpre course aux jugements les plus légitimes et les plus objectifs. Peu de voix objectives s'élèvent à propos du Zimbabwe. Tout d'abord, il existe des programmes et des priorités assez divergents. Tout comme en 2000 et en 2002, différents corps se sont fait une opinion prédéfinie des élections, notamment les médias, les organisations internationales et régionales (multi-latérales et les Ong) et même les partis politiques zimbabwéens. Le responsable en place avait du mal à estampiller ces élections comme étant « libres et démocratiques » ; en outre, des preuves évidentes d'irrégularité enregistrées avaient fini de convaincre les autres groupes du statut de ces élections. Cette situation s'explique par le fait que celles-ci s'insèrent dans le cadre d'un débat plus large ou encore dans le cadre d'une lutte pour une hégémonie paradigmatique, au niveau de la sous-région. Du fait de ses actions économiques et politiques, le Zimbabwe semble être le cadre idéal pour une telle lutte. Les lignes directrices de la Communauté de développement de l'Afrique australe (CDAA) relatives à la gestion, au contrôle et à l'observation des élections (PEMMO) constituent une arme qui est déployée par chaque partie concernée dans le cadre de cette bataille.

Ces lignes directrices, en tant que telles, semblent relativement neutres ; elles énoncent les pratiques exemplaires à adopter en matière d'élections. Il convient d'émettre un certain nombre d'observations au sujet de ces élections : (1) il s'agit de lignes directrices, ce qui signifie que la plupart des pays ne peuvent prétendre suivre tous les principes qu'elles recommandent. Cependant, ces lignes directrices semblent progressivement gagner un statut de loi, de sorte que la moindre transgression de celles-ci semble sceller le destin d'un pays ; (2) elles nécessitent une interprétation—elles ne présentent pas d'évidence flagrante ; étant donné que nos interprétations sont faites en fon-

Cheryl Hendricks

Cape Town, South Africa

tion de notre propre regard sur le monde, les lignes directrices diffèrent forcément ; (3) elles nécessitent un jugement « libre et juste ». Ces concepts sont non seulement a-contextuels, mais ils ont également pour objectif de juger le règne d'un parti politique comme étant légitime ou illégitime. Si cette décision dépend de la personne chargée des déclarations publiques, alors, l'on comprend aisément pourquoi les élections zimbabwéennes ont été l'objet d'une telle controverse ; (4) elles renforcent l'approche technocratique dominante en matière de démocratie. En effet, de nos jours, si un pays x remplit toutes les conditions figurant sur la liste des principes, cela signifie que ce pays a tenu des élections bien organisées et qu'il peut être considéré comme démocratique.

Le ZANU-PF tenait à montrer qu'il s'était conformé au PEMMO, afin de se redonner une certaine crédibilité. De même, le MDC et ses alliés tenaient à prouver que le régime n'avait pas suivi les recommandations du PEMMO ; de cette façon, ils allaient pouvoir maintenir la pression internationale qui pèse sur le pays, et mener ce dernier vers le changement. C'est la raison pour laquelle peu avant les élections, le MDC a crié à l'outrage, pour ensuite prendre part aux élections. Le MDC a exprimé ses revendications, soi-disant pour permettre « à la volonté du peuple » de s'« exprimer librement ». Cependant, après les élections, l'on n'entendit aucune voix du peuple et personne ne fit l'effort de l'écouter non plus ; en effet, la voix du peuple ne peut être réduite aux organisations de la société civile, ni au MDC ou au ZANU-PF (ces groupes constituent les seules voix diffusées au niveau des médias). Le discours du peuple doit être interprété à travers la façon dont celui-ci a voté, mais également à travers l'abstention d'un grand nombre de citoyens. Dans une société où plus de 90% des citoyens sont alphabétisés, où ces mêmes citoyens ont souffert et se sont battus contre des formes d'oppression

encore plus sauvages, l'argument cherchant à justifier le discours du peuple par les tentatives d'intimidation que celui-ci aurait subi ou encore, par le trafic de voix (même si ces phénomènes ont bien eu lieu), semble pour le moins trompeur. Une autre forme d'attitude partielle consiste à ne fournir aucune analyse des limites du MDC permettant de justifier les résultats médiocres enregistrés par ce parti lors des élections. Si nous souhaitons mener un débat censé nous mener de l'avant, alors il convient d'analyser ces facteurs, particulièrement ce qui est affirmé par chaque partie. Les différents échanges entre le milieu urbain et le milieu rural sont à la fois bien réels et inquiétants !

Cette contribution comporte deux points essentiels qu'il convient de garder à l'esprit :

(1) l'Afrique australe possède un programme de changement, qui accorde une certaine place aux droits individuels, sociopolitiques et économiques. Dans le contexte de ces anciennes sociétés colonisatrices, ces droits semblent contradictoires ; en outre, les différences paradigmatiques mentionnées plus haut révèlent bien les contradictions qui apparaissent, lorsque l'on cherche à réunir les trois principes relatifs aux pratiques exemplaires. Au Zimbabwe, le discours sur la démocratie porte d'une part sur la nécessité d'instaurer un État de droit / d'introduire une bonne gouvernance, mais également sur le droit à la souveraineté nationale (détermination de règles et d'une culture propres au peuple) et sur le droit à la redistribution économique, d'autre part (la question de la terre). Lequel de ces points a priorité sur l'autre ? L'appropriation de la question de la terre par le ZANU-PF a porté préjudice au premier point. L'idée que nous nous faisons de la priorité fixée par un pays détermine notre manière de juger la forme de gouvernance en place dans le pays en question. Ceci peut être transposé à cette région, de manière générale, ainsi qu'à la sphère internationale ; de même, l'on comprend mieux les commentaires émis à l'endroit du Zimbabwe lorsque l'on tient compte de ce point.

(2) Lorsque des changements ont lieu, c'est toujours un groupe bien déterminé de la société qui en bénéficie, tandis que l'on force l'autre groupe à partager ce qu'il détient. Les Zimbabwéens blancs ont perdu leur pouvoir politique. Avec le projet de redistribution foncière (qui a bien lieu), leur pouvoir économique était également menacé. C'est sous cet angle qu'il convient d'analyser l'intérêt excessif de la communauté internationale pour la bonne santé démocratique du Zimbabwe. Le Zimbabwe représente une menace pour l'ordre néolibéral dominant : il s'agit là d'un paradigme occultant la mémoire historique, qui amène à présent les anciens auteurs de violations de droits de l'homme à se présenter aujourd'hui comme les défenseurs de ces mêmes droits.

Au Zimbabwe, les conditions économiques (dues à la fois aux facteurs inter-

nes et externes) sont très défavorables. Le parti au pouvoir n'a pas suffisamment gagné en maturité, pour pouvoir accepter la différence et relever les défis, d'où les violations des droits de l'homme qu'il a perpétrées. En s'appuyant sur le principe de la bonne gouvernance et sur les liens entre celle-ci et les éléments mentionnés plus haut, le MDC a réussi à se démarquer. Tel est le cadre du jeu qui se déroule actuellement au Zimbabwe. Ainsi, le ZANU-PF est qualifié de parti autoritaire tyran, tandis que ce parti lui-même accuse les dirigeants du MDC d'être à la solde de Blair. Certaines Ong sud-africaines et zimbabwéennes, ainsi que l'Union européenne et la *Democratic Alliance* affirment que ces élections ne comportent aucune crédibilité, tandis que le gouvernement sud-africain et les observateurs de la CDAA, eux, pensent qu'elles sont, au contraire, tout à fait crédibles. Les

médias internationaux, quant à eux, soulignent le fait que celles-ci ne sont pas conformes aux règles établies (ceci bien avant le début des élections).

Les enjeux sont beaucoup plus lourds, en réalité. Il ne s'agit pas uniquement d'élections « libres ou justes ». Que nenni ! Il n'existe que des degrés divers d'appréciation. Il est temps que nous jouions carte sur table et que nous évoquions la question de l'acceptabilité ou non du processus électoral, dans quelque pays que ce soit. Mais le réel enjeu au Zimbabwe et au-delà, n'a jamais porté sur les élections en elles-mêmes. Au cœur de cet imbroglio figure une question, celle qui consiste à connaître le programme qui sera adopté au final dans cette région : un programme basé sur des règles limitées ou le programme préconisé par les partisans de changements profonds.

Le pentecôtisme au Nigeria : exploitation ou édification des masses?

Ce qui a commencé comme une ferveur charismatique inoffensive dans les églises africaines, au début des années 1980, a ses origines dans les groupes d'études chrétiennes universitaires des années 1970. Le pentecôtisme au Nigeria est né de la perception critique de la jeunesse étudiante chrétienne de la plupart des universités au Sud du Nigeria, selon laquelle les églises principales telles que l'Église anglicane, l'Église baptiste, l'Église méthodiste, l'Église catholique, etc., qui avaient une influence énorme sur leur éducation, étaient devenues trop froides, dociles, et n'avaient pas le pouvoir de résurrection que les Apôtres d'antan avaient reçu dans la chambre haute de Jérusalem, le jour de la Pentecôte. Ainsi, le pentecôtisme *new age*, initialement confiné dans les campus, a commencé à progresser à pas de géant, d'abord dans la conscience de ses disciples dans les campus et par la suite par-delà les frontières limitées du pays vers d'autres régions du monde.

Le pentecôtisme s'est facilement répandu à travers le monde grâce aux crises économiques et politiques des années 1980 qui ont, naturellement et psychologiquement, créé des adeptes issus de la masse

J. O. Magbalelo

Cabinet Secretariat
(The Presidency)
Abuja, Nigeria

de personnes frustrées et marginalisées dans la société nigérienne élargie. Le « pouvoir » revendiqué par les sections pentecôtistes à travers le pays a été attesté par les nombreux cas rapportés de miracles instantanés et de merveilleux retournements de situation vécus par plusieurs participants, adeptes et témoins. C'est en fait la moisson de miracles qui servait d'atout à l'évangélisation qui a attiré au pentecôtisme de nombreux disciples.

Vrais ou faux, ces miraculeux exploits de guérison et de rétablissement dans certaines églises pentecôtistes du Nigeria sont restés un point sensible du discours sur le phénomène, au fil du temps. Il y a eu des exemples de révélations publiées par des journalistes sur certains pasteurs pentecôtistes imposteurs, qui se servent de pouvoirs magiques et de moyens culturels pour manipuler et cajoler leurs adeptes sans scrupules. Leur imposture ayant été découverte, beaucoup d'entre eux se sont éclipsés et sont tombés dans l'oubli,

mais plusieurs autres sont apparus pour combler le vide.

Aujourd'hui, le Pentecôtisme est devenu une marque de commerce florissante de la croisade évangéliste chrétienne au Nigeria. Les messages de guérison, de miracles et de prospérité ont été très largement accueillis par la population qui voyait l'espoir placé dans le boom pétrolier s'effondrer dans la spirale de déclin économique et de décadence sociale et politique. Les églises pentecôtistes du pays ont continué à festoyer sur la psychologie des masses qui veulent sincèrement qu'on les soulage de leurs sordides réalités existentielles. S'il est vrai qu'il existe des pasteurs pentecôtistes fidèles, voués à la promotion du royaume de Dieu sur terre, plusieurs autres ont continué à mener leur préoccupation comme une entreprise commerciale, et tous les moyens leur semblent bons pour accumuler des bénéfices.

L'attaque virulente de l'État nigérian contre le phénomène menaçant d'escroquerie à la commission escomptée et les délits apparentés n'a eu, apparemment, aucun effet sur les « Pasteurs hollywoodiens » *new age* du Nigeria qui, dans leur havre de religion de moindre résistance, avec tous ses appels émotifs, se servent

de moyens d'extorsion amoraux et immoraux pour dépouiller ou exploiter leurs adeptes peu méfiants. Tout récemment, dans un effort d'assainissement de la diffusion des programmes religieux chrétiens sur les nombreuses stations de télévision du pays, la National Broadcasting Commission in Nigeria (NBC), commission nationale chargée de la radiodiffusion-télévision, a pris des mesures répressives contre la diffusion par certains télé-évangélistes de déclarations de miracles non vérifiées. Cette action, a expliqué la NBC, visait à protéger des Nigériens innocents contre l'extorsion de la part de certains évangélistes renommés dont la tromperie est peut-être devenue de notoriété publique.

Il résulte de tout ce qui précède la certitude qu'il serait bon d'étudier sous un nouvel éclairage le phénomène du pentecôtisme au Nigeria. Cet article analyse la genèse du pentecôtisme et son interface avec les conditions socio-économiques et politiques du pays, en tirant des conclusions des récits historiques de la conduite de certaines églises pentecôtistes et de leurs crises et leur effondrement, et de l'expansion de certaines autres, l'objectif global de l'exercice étant d'établir les perspectives de la liste de plus en plus longue des églises pentecôtistes dans le Nigeria d'aujourd'hui.

La nature du pentecôtisme au Nigeria

Prouver la véracité ou non des déclarations de miracles survenus dans les nombreuses églises pentecôtistes qui poussent comme des champignons au Nigeria n'est pas l'objet du présent article. Cependant, il y a eu plusieurs rapports concernant les intentions douteuses et les machinations de certains pasteurs pentecôtistes qui ont eu recours à la magie pour tromper et affaiblir leurs adeptes peu méfiants. Le pentecôtisme est peut-être tellement bien implanté dans le milieu chrétien au Nigeria que les futurs bâtisseurs d'églises se servent de cette identité pour galvaniser l'acceptation populaire. La psychologie des chrétiens nigériens est de nature à donner de l'importance et de la légitimité au label pentecôtiste, pour la bonne raison qu'une telle identité est le signe de la pureté et de toute la vérité exemplifiées par la Bible. Il n'est guère étonnant que les églises pentecôtistes jouissant d'une immense reconnaissance, étant donné que de nombreux chrétiens s'identifient ouvertement à des program-

mes organisés par elles où centrés sur elles. Le pouvoir d'évangélisation dans les sections pentecôtistes a souvent reposé sur l'effet de démonstration des miracles qui auraient été accomplis par de soi-disant « puissants hommes de Dieu ». Ce phénomène n'a pas tardé à créer une aura d'omnipotence et de suprématie autour de la personnalité de ces pasteurs. Ainsi, toute croisade ouverte organisée par ces « faiseurs de miracles » acclamés – et ils sont une pléthore au Nigeria – a souvent enregistré une présence tumultueuse qui regroupe plusieurs des dénominations chrétiennes qui envahissent le pays. La multitude bigarrée qui a caractérisé l'assemblée pentecôtiste au Nigeria pourrait être le reflet des conceptions libérales des chrétiens du pays, qui veulent seulement des solutions immédiates et définitives à leurs problèmes de survie socioéconomique dans un pays qui n'a cessé de s'enfoncer dans la précarité depuis les années 1980, et où la vie est devenue solitaire, bestiale et courte.¹

Il y a plusieurs explications à l'expansion des églises pentecôtistes. En dehors de l'expérience de renaissance spirituelle vécue par ceux qui avaient eu la conviction de se détourner de leurs mauvais penchants confessés, beaucoup d'autres sont entraînés dans le pentecôtisme par les messages attirants et apaisants qui évoquent la prospérité, la sainteté et une vie merveilleuse. Ainsi, grâce au pentecôtisme, les adeptes espèrent réaliser leurs rêves les plus chers, ce qui par essence signifie que nombre d'entre eux poursuivent leurs obligations religieuses non seulement pour la récompense éternelle, mais aussi pour des récompenses terrestres, simplement parce que le corps est fait de chair et d'esprit. Alors que la situation économique du pays se détériorait de plus en plus, les églises pentecôtistes ont fait passer leur centre d'intérêt des besoins spirituels aux besoins matériels de leurs adeptes, essentiellement dans le but de rester pertinentes pour leurs congrégations. La nature de la lutte des classes au Nigeria au fil des ans, dans laquelle les riches ont accumulé des biens au détriment de la classe de plus en plus large des personnes dépossédées et pauvres, continue d'influencer les valeurs et la focalisation doctrinaires de l'Église.² Cela n'est guère surprenant, car chaque institution socioculturelle est ancrée dans les sous-formations de l'économie du pays.³ C'est l'identification des églises chrétiennes, notamment de l'assemblée

pentecôtiste nigérienne, aux conditions socio-économiques et politiques qui explique, dans une large mesure, le caractère expansionniste du christianisme dans le pays, depuis les années 1980. Avec les associations-parapluies telle que la Christian Association of Nigeria (CAN), et la Pentecostal Fellowship of Nigeria (Assemblée pentecôtiste du Nigeria - PFN), les chrétiens du pays ont pu, d'une seule voix, mettre en question les politiques de répression et d'exploitation du gouvernement – un rôle dont ils se sont honorablement acquittés au fil des ans. Alors que la CAN comprend de vieilles églises missionnaires telles que l'Église méthodiste, l'Église catholique, l'Église baptiste, l'Église anglicane, etc., la PFN comprend la nouvelle génération d'églises pentecôtistes. Les deux associations ont été en mesure d'inculquer la discipline à leurs affiliées et examinent soigneusement les opérations de leurs membres aux fins de s'assurer que les normes du christianisme ne sont ni dévaluées, ni compromises. Malheureusement, le faible nombre de ses membres et sa non-reconnaissance par les nombreuses églises pentecôtistes indépendantes qui refusent d'admettre son hégémonie font que la PFN n'est pas en position de régler les pratiques et conduites de non-membres. Et ce sont justement ces non-membres dont le nombre ne cesse de croître qui commettent souvent des aberrations.⁴ Les deux principaux non-membres de la PFN sont la Christ Embassy et la Synagogue of All Nations. Ces deux entités ont été très en vue ces derniers temps, grâce à l'utilisation des médias pour vulgariser leurs programmes et leurs prétendus miracles. Les Ministres de la Christ Embassy dont le siège est à Lagos ont pour Superviseur Général le Pasteur Chris Oyakhilome. C'est sur lui que repose l'atmosphère de miracles qui flotte pratiquement chaque jour dans quelque 60 stations de télévision locales à travers le pays. Le programme diffuse des vidéo-clips de miracles qui dépeignent le Pasteur comme l'incarnation du pouvoir divin.⁵ Dans le même ordre d'idées, le prophète T.B. Joshua a un programme d'une demi-heure à la Synagogue of All Nations, largement télédiffusé à travers tout le pays. Nous reviendrons sur l'utilisation orchestrée des médias par les télé-évangélistes énigmatiques et suaves du pays. Il convient cependant de souligner ici que le terrain pentecôtiste du christianisme au Nigeria est exclusivement exploité par des hommes qui appliquent des principes

commerciaux pour s'acquitter de leurs fonctions pastorales et faire des profits. Sous cet éclairage, on comprend mieux pourquoi les télé-évangélistes font du grand battage publicitaire sans sourciller, dans la mesure où ils sont confiants que l'investissement dans la publicité religieuse rapportera des dividendes financiers énormes dans un avenir immédiat. La quête effrénée de profit pourrait elle-même expliquer le zèle des télé-évangélistes à prêcher pour agrandir leurs congrégations, dans l'espoir d'enranger des revenus exponentiels et d'élargir leur sphère d'influence dans la communauté chrétienne du pays.⁶

La section qui suit est un point de vue critique sur le phénomène du pentecôtisme. Certes, il existe d'autres pentecôtistes effacés, qui ne font pas la publicité de leurs miracles d'une manière qui fait penser à l'auto-glorification. La publicité des miracles dans cette catégorie d'assemblée pentecôtiste est faite par un cortège de miraculés qui, inconsciemment, témoignent auprès de non-membres et prêchent la présence du pouvoir divin dans leur assemblée. C'est dans cette catégorie qu'on peut situer les assemblées pentecôtistes sincères, en accord avec les normes de la Bible. Relatant les miracles accomplis par Jésus Christ, la Bible affirme que Jésus était foncièrement contre la publicité, et devait mettre en garde les miraculés de ne pas parler de leurs miracles, mais de louer le Seigneur qui leur avait prodigué ces miracles à travers lui.⁷

C'est entre ces deux groupes de « pasteurs pentecôtistes à la recherche de publicité » et de « pasteurs effacés, qui craignent la publicité » que le ministère pentecôtiste nigérian trouve sa nature. À ce sujet, la perception globale dominante du pentecôtisme au Nigeria est fonction de la capacité de chaque groupe d'authentifier et de légitimer ses professions, à la lumière des exigences et des prescriptions de la Bible, le seul instrument d'évangélisation commun aux deux groupes.

Qu'est-ce qui explique la progression du pentecôtisme ?

Bien qu'il y ait trois grandes catégories de religions au Nigeria, à savoir le christianisme, l'islam et les religions traditionnelles africaines, l'avènement de la révolution pentecôtiste dans le christianisme en a étendu les frontières dans des régions jusqu'ici dominées par l'islam ou les religions traditionnelles africaines.

Voici quelques-unes des raisons de l'influence de plus en plus grande du pentecôtisme au Nigeria.

Les Nigériens sont croyants

La dégénérescence progressive, depuis l'indépendance du pays, de la situation de pauvreté, d'ignorance, de faim, de maladie, de chômage, d'exploitation, d'aliénation, d'oppression et de dépossession, a continué d'influencer positivement le recours des Nigériens à la quête de l'essence suprême de leur être. La dégradation des circonstances socioéconomiques et politiques du pays offre un terrain fertile pour la semence, la germination, la croissance et la balkanisation de toute forme de religion⁸. Le zèle religieux des Nigériens, tout comme le vin, se bonifie avec l'âge. Ainsi, après quarante quatre années d'indépendance, le seul secteur qui a connu la croissance et l'expansion est le secteur religieux. Églises et mosquées sont aux coins des rues et enregistrent régulièrement de nouveaux adeptes et convertis. Bien que l'on dise souvent que le Nigeria est un pays laïc, sa constitution prévoit clairement le droit des Nigériens à la liberté de culte, tel que spécifiquement contenu à la section 38 (i) de la constitution de 1999, qui déclare que « chacun a le droit de manifester et de propager sa religion ou sa croyance à un culte, l'enseignement de la pratique et l'observance ».⁹ Les dispositions de la constitution attestent du penchant naturel des Nigériens pour la religion. Pour la majorité d'entre eux, la religion est un moyen de solliciter l'intervention du divin et du céleste dans les affaires des humains.¹⁰ C'est ce qui explique pourquoi la religion – qu'elle soit traditionnelle, chrétienne ou islamique – occupe une place centrale dans la conscience des Nigériens. Pendant les dictatures militaires, les Nigériens s'attroquaient dans les églises, les mosquées et autres lieux de prières, pour solliciter l'aide divine. Le christianisme, en particulier, a activement milité contre la dictature militaire au Nigeria. Les groupes pentecôtistes appelaient plus ouvertement à la délivrance spirituelle du pays de l'emprise des forces sataniques qui avaient continué à dévier le cours du développement et à tronquer la destinée du pays. Le défi pour les pentecôtistes durant ces jours sombres de régime militaire était de briser le joug de la dictature et de sensibiliser et d'amener les chrétiens spirituellement et politiquement conscientisés à hauteur de la tâche.¹¹ Nul

doute que l'émergence de plusieurs églises pentecôtistes en périodes d'anomie, comme dans le cas du Nigeria avant l'avènement du régime démocratique en 1999, a joué un rôle anabolisant et positif, en ce sens que le développement a facilité le maintien de l'ordre et de la stabilité face à des conditions économiques qui provoquent forcément des réactions dans le pays.¹² Ainsi, au lieu d'inciter les gens à une action révolutionnaire contre leurs oppresseurs, l'esprit pentecôtiste chrétien qui balayait le pays a dissipé la conscience religieuse insensible et dormante des opprimés et en a fait des chrétiens spirituellement actifs, dont le centre d'intérêt est passé des affaires éphémères et mondaines d'ici-bas au royaume des cieux.¹³

Aujourd'hui, au Nigeria, l'expansion des sections pentecôtistes ne s'est pas affaiblie. On trouve plus d'églises pentecôtistes que d'écoles dans le pays. Cependant, chose ironique, le taux de criminalité a grimpé pratiquement au même pourcentage que le taux de croissance des églises pentecôtistes du pays. La peur des criminels a été très forte, ces derniers n'ayant même pas épargné les églises, avec leur sainteté sacrée. Des cas de fidèles délestés de leurs biens à l'intérieur des églises par des individus armés ou non armés ont été rapportés. Aussi, les Pasteurs prévenaient-ils souvent les dévots pendant les messes de la semaine ou du dimanche, de veiller à ne pas se faire détrousser par des personnes sans scrupules et prétentieuses. Il semble paradoxal que des pasteurs pentecôtistes qui sont supposés être imbus de pouvoirs terrifiants dirigent des églises dans lesquelles des mécréants et des criminels peuvent facilement s'infiltrer pour accomplir leurs « forfaits ». Telle est la réalité à laquelle sont confrontées la plupart des assemblées chrétiennes au Nigeria ; c'est aussi ce qui explique clairement pourquoi, parmi le nombre croissant d'églises pentecôtistes, il y a de plus en plus d'« anti-pentecôtistes » qui sont « membres-résidents » des églises. À ce sujet, il convient de distinguer entre les pratiquants – c'est le cas de nombreux Nigériens – et les fidèles chrétiens. La révolution pentecôtiste des années 1980 a commencé par la vision de l'élargissement de l'horizon des fidèles chrétiens qui créeraient la plate-forme pour la transformation du pays. La ferveur évangéliste ardente des années 1980 qui était fortement ancrée sur la sainteté, la sanctification, la pureté et

autres vertus chrétiennes, a bien vite cédé le pas, à la fin des années 1990, à des enseignements modérés qui tolèrent les excès du système social. Aujourd'hui, l'accent est mis sur la prospérité, la restauration, la guérison et la vie familiale, qui sont considérées comme des dividendes du royaume de Dieu sur terre. Ce changement de paradigme, inconnu des pasteurs pentecôtistes, aligne la vision mondiale de leurs églises à celles des églises principales.

Dans l'ensemble, la religiosité des nigériens n'est pas mise en doute. Le problème de la religion a été de convertir les cœurs des hommes afin de les éloigner de l'œuvre du diable et les amener aux valeurs célestes. Dans une attaque virulente contre les églises nigérianes, un dramaturge et romancier de renom, Onuorah Nzekwu, déclarait ceci :

Les églises ont déçu cette nation. Je ne pense pas qu'il y ait une seule nation au monde où l'on trouve autant d'églises qu'au Nigeria. Mais il est malheureux que plus les églises se multiplient, plus nous devenons mauvais.¹⁴

Les églises pentecôtistes au Nigeria continuent d'abriter le bon, le mauvais et le laid. Cela n'a rien de surprenant, étant donné que les églises résident dans la société nigérienne et ne peuvent pas être complètement imperméables aux influences qui viennent de la structure et de la nature du milieu dans lequel opère cette société.

La mondialisation des valeurs occidentales

La fin du socialisme, évidente dans l'effondrement de l'Union soviétique et l'ascension des États-Unis d'Amérique au pinacle des affaires mondiales, a marqué l'émergence d'un processus institutionnalisé de mondialisation qui a réussi à implanter les valeurs et systèmes occidentaux ailleurs dans le monde.¹⁵ L'émergence d'un système culturel mondial résultant du développement social et culturel pouvait, dans une large mesure, expliquer la montée du pentecôtisme au Nigeria. Il est vrai que le pentecôtisme connote la renaissance spirituelle et qu'on peut tracer ses origines à l'influence du Saint-Esprit, tandis que l'expansion de ses sections et sphères d'influence peut s'expliquer par le recours à des facteurs extra-spirituels. En fait, il est très probable que le mouvement pentecôtiste dans les universités

nigérianes dans les années 1980 ait été fortement influencé par un développement similaire en Europe occidentale et aux États-Unis.¹⁶ Dans un sens, la marée pentecôtiste a comblé le vide créé par le retrait du socialisme du lexique de la politique mondiale, à la suite de la chute et de la balkanisation de l'Union soviétique. À ce sujet, on peut dire dans une certaine mesure que l'idéologie de la « renaissance » du pentecôtisme remplace l'idéologie socialiste qui a continué à concurrencer d'autres systèmes de valeurs pour conquérir l'âme des hommes. Ainsi, la vague pentecôtiste qui balaie le monde sert de support idéologique à la consolidation de l'ordre capitaliste qui a émergé en tant que mode de production dominant dans le système mondial. Le lien entre la moralité religieuse et l'ordre socio-économique qui règne s'est avéré être un trait vital des changements de l'époque, étant donné que la religion doit légitimer l'ordre social émergent.¹⁷

Ce qui reste à prouver, c'est le degré d'influence du monde occidental sur la montée et l'expansion du pentecôtisme au Nigeria. S'il est incontestable que le développement d'un phénomène similaire en Europe et aux États-Unis dans les périodes précédant le XIX^e siècle a été exemplaire et influent, dans la mesure où il a eu des répercussions ailleurs dans le monde, l'expansion des églises pentecôtistes et de leurs sections, dépassant de loin l'influence qu'a eu ce même phénomène aux États-Unis et en Europe de nos jours, demeure inexplicable. On ignore le niveau de financement extérieur et de parrainage dont jouissent les églises pentecôtistes au Nigeria. Ce qui est visible, ce sont les influences culturelles des valeurs et des traditions occidentales, démontrées par le goût et le style des pasteurs pentecôtistes et de leurs troupeaux. En ce qui concerne l'influence corruptrice du monde occidental, une source Internet observe ceci :

Malheureusement, en Afrique et ailleurs dans le tiers-monde, sont apparus, en particulier dans les années 1990, des groupes qui ont singé les attitudes pécheresses de ces églises occidentales qui prêchaient l'art de la croyance facile et de la grâce bon marché. Ces groupes tiers-mondistes aussi se vantent généralement de leurs « réveils » qui, pourtant, ne sont que de pâles copies de l'original.¹⁸

En conséquence, si l'on veut que le pentecôtisme nigérien soit un reflet des exigences authentiques de la spiritualité axée sur les cieux, telle qu'inscrite dans la Bible, il y a alors un besoin urgent de réveil dans la plupart des églises pentecôtistes du pays. Les manquements putrescents de certaines églises pentecôtistes qui sont flagrants dans les tenues mondaines et indécentes de leurs paroissiennes et dans le comportement social léger et immoral de nombreux fidèles, sont une manifestation criarde de l'imitation insouciante des cultures occidentales dans un environnement africain. La question soulevée ici, c'est que tandis que la mondialisation continue d'aller à l'assaut des valeurs sacrées chères aux Africains, les églises pentecôtistes dont le but est d'attirer de nombreux fidèles ont dû, dans la plupart des cas, compromettre leurs normes pour s'aligner sur les valeurs mondiales dominantes. C'est ce compromis qui a dérobé leur pouvoir aux églises pentecôtistes et a réduit les assemblées chrétiennes à de simples réunions mondaines. Purger les églises de leurs matérialités revient à ramener le christianisme à l'ère d'avant la mondialisation, où les normes éthiques chrétiennes et la moralité africaine se renforçaient mutuellement.

Style et comportement des pasteurs pentecôtistes

Le mode de présentation adopté par la plupart des pasteurs pentecôtistes nigériens pour promouvoir la cause qu'ils défendent et populariser leurs ministères auprès de leur public de plus en plus nombreux est attrayant. Leur style, leur langage, leur phonétique, leur façon de s'habiller et leur contenance les décrivent, sur leurs apparences, comme des modèles types de modernité et de décence. Reuben Abati saisit l'approche et l'appel des pasteurs *new age* au Nigeria en ces termes :

Le pasteur de la nouvelle génération est un orateur fascinant ; il s'habille bien, conduit des voitures rutilantes, porte une arme, juste au cas où ; c'est un homme d'affaires occasionnel. Il n'a pas besoin d'avoir fréquenté un collège biblique : tant qu'il peut citer des passages de la Bible et faire part à une congrégation abasourdie de ce que son Papa lui a dit pendant la nuit, son auditoire sera bien obligé de l'écouter.¹⁹

Dans une tentative de capter l'attention de leur auditoire, les pasteurs pentecôtis-

tes nigériens semblent avoir perfectionné l'art de la communication publique. Ce sont des orateurs pleins d'entrain qui dégagent un air audacieux d'érudition sophistiquée.²⁰ La plupart d'entre eux sont sortis des universités nigériennes et possèdent un solide bagage intellectuel. L'expérience qu'ils ont acquise durant leur formation est devenue un atout qui s'est avéré utile dans leurs quêtes évangélistes, dans un pays où le niveau d'alphabetisation demeure très faible. Il est incontestable que le niveau d'instruction des pasteurs a une influence directe sur leurs perspectives, autant que leur degré d'acceptation. La perception par les dirigeants de l'Église des étapes nécessaires pour promouvoir son expansion est fonction du niveau d'exposition, d'expérience, ainsi que de l'ambition et de la vision personnelles de la direction générale de l'Église. Mais la vision du leadership a largement trait aux appréciations et à l'acquisition de connaissances.

À cet égard, les pasteurs pentecôtistes nigériens semblent doués dans la gestion de leurs matériels afin d'avoir le plus grand impact sur la société. L'adoption de principes d'entreprises dans lesquelles les dividendes sont réinvestis dans l'affaire a entraîné l'expansion fulgurante d'un très grand nombre d'églises pentecôtistes au Nigeria. Dans cette catégorie de congrégations en rapide expansion, on compte des églises comme Living Faith Church, Redeemed Christian Church of God, Deeper-Life Bible Church, Apostolic Faith, Mountain of Fire and Miracles, Latter Rain Assembly, etc. Ces églises se lancent aujourd'hui dans des entreprises purement commerciales telles que la création d'universités, d'écoles secondaires et primaires, de centres médicaux, de banques, de centres de conférences, etc., dans le but de générer d'autres ressources, sans doute pour avoir un impact sur la société nigérienne dans toutes ses ramifications.

Expliquant le pourquoi de la création de Covenant University – une université privée dont la licence d'approbation a été délivrée par le gouvernement nigérien le 2 février 2002 – l'évêque président de Living Faith Church, le Dr David Oyedepo, a déclaré que l'université était conçue pour passer de la forme à la compétence ; des chiffres à la construction de l'avenir ; du légalisme au réalisme ; des points aux faits ; des « mathématiques » aux *lifestyle-matiques*.²¹ Naturellement, plusieurs autres pasteurs pentecôtistes justifie-

raient également leur incursion dans les entreprises extra-religieuses. L'objectif de diversification des sources de revenus de l'église, aussi plausible qu'il puisse paraître, pourrait à la longue exposer l'église au monde matériel et à ses influences négatives. Il existe une tendance selon laquelle l'église peut être à but lucratif au risque de saper les préoccupations initiales d'ordre anthropocentrique et céleste de son leadership. Avec l'émergence d'institutions extra-religieuses, les responsabilités des dirigeants sont devenues si divergentes, si déconcertantes et, si déroutantes. L'accent initial, avec son essence spirituelle, pourrait céder le pas à l'agenda nouveau, plus mondain, avec la possibilité d'affaiblir la communion entre les dirigeants de l'église et Dieu.

Les facteurs dont nous avons discuté jusqu'ici ne sont peut-être pas exhaustifs, mais ils expliquent l'expansion des églises pentecôtistes au Nigeria. Il s'agit évidemment d'une expansion plus physique que spirituelle, qui pourrait être la résultante du changement d'accent observable du leadership des églises pentecôtistes. Cependant, lorsque la focalisation est restée la même, sans aucune diversification, c'est probablement parce que l'église n'a pas les moyens de poursuivre des entreprises déroutantes. L'expansion des églises pentecôtistes aurait dû être évidente à travers le nombre de personnes dont la vie a été affectée de façon positive ; par les nombreux témoignages de délivrances et de guérisons, les merveilleux retournements de situation et les transformations, etc. Cependant, de nombreuses églises pentecôtistes grouillent de monde, mais très peu touchent réellement le pouvoir divin.

Exploitation ou édification ?

La question de savoir si les églises pentecôtistes nigériennes exploitent leurs membres ou pas est très difficile à poser. Cela parce qu'elles ont des orientations, des doctrines et des structures de leadership différentes. Comme nous l'avons noté, l'adoption du label pentecôtiste par la plupart des bâtisseurs d'églises pour décrire la focalisation et l'essence de leurs ministères a été, le plus souvent, un stratagème pour cajoler ou tromper les adeptes et les amener à croire que leurs églises étaient construites sur les piliers de la droiture morale, de la sainteté et d'autres vertus chrétiennes, qui les édifieraient et accéléreraient la manifestation du pouvoir divin dans leur

vie. Les adeptes des églises pentecôtistes espèrent que les miracles se manifestent continuellement dans leurs assemblées. Pour déterminer si les « masses » – les fidèles riches comme pauvres – sont exploitées ou édifiées par le ministère de leurs pasteurs, il faut chercher à savoir si leurs attentes ont été remplies ou sont en train de l'être. Les avis sur cette question seront forcément divergents.

L'enquête portant sur les retombées de la fréquentation des églises pentecôtistes aborde la responsabilité des dirigeants de l'église tout comme de ses adeptes. La question porte sur le financement de l'église par les fidèles, ainsi que le pouvoir qu'ont les pasteurs de pourvoir aux besoins spirituels et matériels de leurs troupes.

Sur la question des finances, les pasteurs pentecôtistes soulignent à leurs troupes, au cours de leur ministère, l'importance de semer « la graine de la foi ». L'accent mis sur l'obligation financière des fidèles pentecôtistes vis-à-vis de « l'œuvre divine » jure nettement d'avec ce qui se passe dans les églises principales. On s'est lassé de l'injonction biblique dans Malachie 3:10, devenue banale. Ce verset dit :

Apportez à la maison du trésor toutes les dîmes, afin qu'il y ait de la nourriture dans ma maison ; mettez-moi de la sorte à l'épreuve, dit l'Éternel des armées. Et vous verrez si je n'ouvre pas pour vous les écluses des cieux, si je ne répands pas sur vous la bénédiction en abondance.

Les pasteurs fondent leur demande d'aide financière sur cette écriture sainte qui est présentée comme une obligation financière non négociable des adeptes. L'obligation s'appelle la « dîme », c'est-à-dire 10 pour cent du revenu de chaque adepte. Dans la plupart des églises pentecôtistes du Nigeria moderne, les pasteurs ont conçu d'autres moyens de renforcement des finances, en plus des recettes générées par la dîme. Les cotisations exigées pour la construction d'églises, l'achat d'instruments de musique, l'aide sociale pour les nécessiteux, l'implantation d'églises au Nigeria et à l'étranger, etc., ont souvent servi de sources additionnelles de génération de fonds.

La cupidité des pasteurs pentecôtistes ne se limite pas uniquement à leurs églises. Même en terrain de croisade – où l'on trouve des foules bigarrées avec des

orientations et des perspectives différentes – les pasteurs ne sont guère discrets dans leur ardent désir d'amasser des richesses. Lors d'une croisade à Lagos en novembre 2002, au cours de laquelle des milliers de chrétiens ont convergé à Victory Holy Ghost Mission pour y recevoir des miracles et la délivrance de la servitude du diable, l'évangéliste chargé du ministère, Uma Ukpai, télé-évangéliste de renom et pentecôtiste respecté, acclamé et reconnu dans les milieux pentecôtistes, a été cité pour avoir exhorté la congrégation à venir semer « la graine de la foi », en tant que condition nécessaire pour recevoir la grâce de Dieu. Ukpai a mis en garde ceux qui refusaient de semer la graine de la foi, car ils ne connaîtront pas la prospérité : « Si vous ne donnez pas aujourd'hui, vous mendierez demain ». ²² Résultat, plus de la moitié des fidèles sur le lieu de croisade, environ 20 000 selon les estimations, auraient répondu à cette exhortation en s'attroupant pour semer la graine de la foi. ²³

Cette tendance a été institutionnalisée dans les assemblées pentecôtistes du pays. L'ardent désir d'accumuler des richesses pour entretenir les goûts de luxe et l'extraordinaire sophistication des pasteurs a continué à présenter l'entreprise de conquête des âmes, qui aurait dû être le souci premier de la mission évangéliste chrétienne, comme une entreprise lucrative. Peut-être que les pasteurs veulent bâtir des empires financiers sur terre, où les mites et la rouille consomment au détriment des troupeaux qui dépendent d'eux.

Le deuxième niveau d'analyse consiste à déterminer la revendication de pouvoir des pasteurs pentecôtistes sur la base du degré de fréquence des miracles dans leurs congrégations. Sur la question de savoir comment est perçue l'orientation vers le pouvoir du pentecôtisme nigérian, les opinions divergent. Il y a ceux qui pensent que la version du christianisme exportée au Nigeria, à travers les exploits des missionnaires européens, ne comportait pas cette dimension de pouvoir parce que, comme ils l'affirment, les traditions et les valeurs dans lesquelles réside le pouvoir de la religion faisaient défaut. Pour les partisans de cette école de pensée, la suppression de la Bible des livres 7 à 17 de Moïse et leur interdiction en tant qu'apocryphes a émasculé le christianisme africain tout entier. ²⁴ Défendant les mêmes arguments, le Juge Adewale

Thompson a trouvé une signification raciale à l'action des missionnaires européens qui ont introduit une version incomplète et abâtardie du christianisme en Afrique. Il a noté que les livres de Moïse qui ont été effacés de la Bible occupent des places spéciales en Europe, où ils sont employés utilement. Selon lui :

Ces livres ont été interdits par ordre canonique seulement. Ils faisaient partie de la bible originale et existent encore dans leurs formes les plus pures aux bons endroits. Tel que pratiqué en Afrique, le christianisme ne ferait qu'entretenir une situation pacifique. En temps de crise, l'Africain doit se tourner ailleurs, et ses Ogun, Obatala, Sango, Yemoja, Orunmila, Oshun, Obaluwaye, Aja, Esu doivent combattre à ses côtés. ²⁴

Dissertant sur l'impuissance du christianisme africain et le recours de certains pasteurs pentecôtistes à des pouvoirs occultes afin de rester pertinents pour leurs congrégations, Onuorah Nzekwu fait observer ceci :

Les pasteurs sont un cas à part. Beaucoup d'entre eux sont en communion avec le diable. Certains se sont rendus chez des herboristes pour demander des médicaments qui serviront à attirer les fidèles. Dans ces conditions, quelle sera la part de travail du Saint-Esprit dans tout cela? ²⁵

Il y a eu plusieurs cas de pasteurs faiseurs de miracles qui ont été accusés d'être plongés jusqu'au cou dans des pratiques et rituels occultes. Des noms comme ceux du Primat Olabayo (Evangelical Church of Yahweh), du Prophète T. B. Joshua (Synagogue of All Nations), du Pasteur Chris Oyakhilome (Christ Embassy) et de feu le Pasteur (Fondateur) S. B. J. Oschoffa (Celestial church of Christ), etc. ont été liés à des pratiques occultes, sans doute dans leur tentative d'acquérir des pouvoirs surnaturels qui semblaient inaccessibles ou difficiles d'accès par l'entremise de sources pentecôtistes. ²⁶

Dans une récente édition du Magazine *NewsWatch* titrant en page de couverture « Lies, Miracle Lies NBC clamps down on Pentecostal Pastors » (« Mensonges, faux miracles, la NBC prend des mesures répressives contre les pasteurs pentecôtistes »), les dangers de la diffusion non réglementée d'affirmations de miracles par certains pasteurs renommés qui se ser-

vent des médias électroniques pour tromper le public ont été analysés. ²⁷ Se fondant sur des rapports qu'elle a reçus, la NBC a dû prendre la décision de « faire cesser la diffusion par les stations du pays de programmes religieux présentant des miracles qui n'ont pas été vérifiés ». ²⁸ Il est vrai qu'il y a de nombreux témoignages sur les miracles qui assaillent l'intellect et qui sont souvent montrés pour tromper un public naïf et crédule. L'intention de ces « pasteurs faiseurs de miracles » est de s'attirer un grand nombre d'adeptes et de ressources. Cependant, depuis la promulgation, le 30 mars 2004, de l'arrêté de mesures répressives dont le but était d'assainir la présentation des programmes religieux chrétiens sur les nombreuses stations de télévision du pays, la NBC a plongé dans des eaux troubles, ce qui lui a valu l'inimitié de la plupart des pasteurs pentecôtistes. ²⁹

Le Président de la Pentecostal Fellowship of Nigeria (PFN) – l'évêque Mike Okonkwo, a exprimé sa déception en disant que la PFN était préoccupée par l'infiltration de ceux « qui ont modernisé l'occultisme en injectant le nom de Jésus Christ dans leurs pratiques qui n'ont rien de biblique dans le giron du PFN. ³⁰ C'est l'infiltration des pasteurs anti-pentecôtistes dans le giron pentecôtiste qui a continué à délégitimer la prétention des églises pentecôtistes à la droiture, la sainteté, la sanctification et l'acquisition du pouvoir du Saint-Esprit, à l'instar du Christ, à travers leur représentation erronée du pentecôtisme.

Mots de la fin : l'avenir du pentecôtisme au Nigeria

Cet article a montré que le pentecôtisme, en tant que force motrice du renouvellement de la foi chrétienne au Nigeria, a été truffé de représentations erronées et de faiblesses humaines. De nombreux bâtisseurs d'églises se sont servis de l'identité pentecôtiste pour mobiliser des fidèles et s'attirer d'immenses ressources financières, d'autres pour former une communauté de chrétiens radicaux qui sont moins préoccupés par les questions matérielles. On trouve très peu d'églises dans cette catégorie. Nous avons constaté qu'aujourd'hui, au Nigeria, nombre d'assemblées pentecôtistes de grande envergure sont davantage préoccupées par la vie ici-bas, faisant peu de cas du paradis. Ce passage de l'endoctrinement axé sur le paradis à la prospérité sur terre est sans doute lié à la globalisation du capitalisme

et des valeurs occidentales, qui a eu un impact retentissant sur la conscience des pasteurs pentecôtistes du pays.

L'avenir du pentecôtisme au Nigeria dépend de l'efficacité avec laquelle les églises pentecôtistes pourvoient aux besoins spirituels et matériels de leurs troupeaux. La plupart des gens fréquentent aujourd'hui l'église parce qu'ils veulent être soulagés des misères socioéconomiques de leur existence ou être délivrés de certaines forces démoniaques. Les églises pentecôtistes qui vont rester pertinentes au-delà de la présente époque sont celles qui investissent dans leurs fidèles en leur enseignant la valeur éternelle des vertus chrétiennes, non pas des miracles et des récompenses mondaines, mais l'existence immortelle au-delà de ce monde.

Ce qu'il advient du pentecôtisme ne peut pas être dissocié des forces du postmodernisme qui, apparemment, règnent sur pratiquement tous les domaines des entreprises humaines, où il n'y a pas d'absolutisme mais du relativisme, et où la vérité est considérée comme une opinion qu'on peut mettre en doute. Ce sont ces forces qui ont continué à influencer la religion avec leurs perspectives syncrétiques. Le syncrétisme et l'apostasie visibles, qui semblent pénétrer certaines des assemblées pentecôtistes du pays finiront, si l'histoire ne ment pas, de la même manière que leurs ancêtres – jetés dans l'oubli. Depuis la disparition du Pasteur Oschoffa, de l'Église céleste du Christ, cette église qui était acclamée partout dans le monde n'a pas tardé à se démembrer face à des crises apparemment sans fin. Le Primat Olabayo de l'Evangelical Church of Yahweh (Taborah Fame), qui a acquis sa notoriété grâce à ses prédictions annuelles et à son affirmation qu'il était possédé par le Saint-Esprit, a disparu de la scène depuis la fin des années 1990, c'est-à-dire depuis qu'il est cloué dans un fauteuil roulant. Le temps donnera raison aux pasteurs pentecôtistes et à leurs ministres ou fera d'eux des victimes, les légitimera ou les délégitimera, sur la base de leur sincérité à la cause qu'ils professent. En attendant ce jour, les deux faces du pentecôtisme – rempli par le Saint-Esprit ou inspiré par le démon – continueront à s'épanouir.

Notes

1. Cette position est contraire à celle défendue par Albert Faluyi dans « In defence of the Pastors », *The Guardian*, dimanche 18 novembre 2001, p.45.
2. Pauvreté, chômage et corruption se sont accrus au fil des ans et les gens ont dû recourir au royaume spirituel pour trouver des solutions à leurs problèmes matériels et humains.
3. Il s'agit d'une adaptation de l'argument de Gabriel Almond relatif à la centralité de la culture dans le système politique.
4. *National Standard*, mai 2004, pp. 24-26.
5. *National Standard*, mai 2004.
6. *National Standard*, mai 2004, pp. 28 - 29.
7. Jésus Christ n'a pas rendu publiques ses œuvres, ce sont plutôt ceux à qui il a prodigué ses miracles qui en ont parlé.
8. Nwoli O. B. C., « Awolowo and Religion in Nigeria », in Olosope E. Oyelaran, Toyin Falola, Mokwugo Okoy, et Adewale Thompson (éds.) *Obafemi Awolowo ; The End Of An Era* (Ile-Ife, Nigeria, Obafemi Awolowo University Press Ltd., 2002) p. 850.
9. Constitution de 1999 de la République fédérale du Nigeria.
10. Iyorwuese Hagher, *Leading Africa out of chaos: A God-centred Approach to Leadership* (Ibadan, Spectrum books Ltd, 2002) p. 72.
11. Hagher (2002:73).
12. Emile Durkheim, *Elementary Forms of Religious Life*, London Press, 1951.
13. L'argument ici, c'est que la désaccentuation du royaume matériel a volé aux gens la conscience nécessaire pour défier le système et changer leur environnement. Karl Marx a écrit que la religion est le signe des créatures opprimées, le sentiment d'un monde impitoyable, etc.
14. Extrait de l'interview qu'il a accordée à Matthew Irekiigbe, *The Sun*, samedi 26 juillet 2003, p.24.
15. Oni, A. Adesoji, « Globalization: A Menace of African Values and Education? » *African Quarterly*, Vol. 4, No. 1, 2002, pp. 2-3.
16. Les églises pentecôtistes ont existé aux États-Unis et en Europe de l'Ouest plusieurs décennies avant que la vague du pentecôtisme n'atteigne l'Afrique.
17. Max Weber, *The Protestant Ethic and Spirit of Capitalism*, London, Routledge 1992 ; E. P. Thompson, *The Making of the English Working Class*, London: Penguin, 1980 ; Paul Gifford, *African Christianity*, London: Hurst and Company, 1998, p. 26.
18. [http://www. Internetbiblecollege.net/lessons% citations inspirées de leaders pentecôtistes, p.2.](http://www.Internetbiblecollege.net/lessons%20citations%20inspirées%20de%20leaders%20pentecôtistes.p.2)
19. Reuben Abati, « The clash of the Pastor – Generals », *The Guardian*, Sunday 11 November 2001, p.10.
20. Bisi Alabi - Williams, « My Grouse with Oyakhilome, By Okotie », *The Guardian*, *The Guardian*, Sunday 11 November 2001, p. 30.
21. Discours programme de l'évêque David Oyedepo adressé à l'équipe de vérification de la National Universities Commission (NUC).
22. <http://www.newswatchngr.com/editorial/allaccess/2002>
23. <http://www.newswatchngr.com/editorial/allaccess/2002>
24. Adewale Thompson, « The influence of Religion on Awo: An Insider's view », in Olosope O. Oyelaran *et al.*, éds, *Obafemi Awolowo: The End of an Era*, 2002 p. 916.
25. *The Sun*, Saturday 26 July 2003, p. 24.
26. Voir l'exposé du Pasteur Chris Okotie sur le Prophète J. B. Joshua et le Pasteur Chris Oyakhilome dans *THIS DAY, The Sunday Newspaper*, 28 octobre 2001, p. 43.
27. *Newswatch*, 19 avril 2004.
28. Geoffrey Ekenna, « Miracles ou Magic? », *Newswatch*, 19 avril 2004, pp. 12-13.
29. Ekenna (2004:14).
30. Ekenna (2004).
31. Ce point de vue a été adopté à partir de la publication intitulée *The Two Faces of Christianity* pour soutenir l'argument selon lequel le pentecôtisme pouvait être de nature positive ou négative. Voir D. Richard Obasuji, *Two faces of Christianity*, (Bénin, Nigeria, Christian Living Publishers, 1997).

Les problèmes d'édition scientifique en Afrique : l'expérience d'un éditeur spécialiste des sciences sociales

L'Association pour la sociologie en Afrique du sud (ASSA) lançait en 1989 la *Revue sud-africaine de sociologie*, une production académique semestrielle. Ce projet était en gestation depuis quelques années déjà, et c'est surtout grâce aux efforts soutenus de Wilmot James, alors de l'Université du Cap, que cette revue a vu le jour. Mais auparavant, il existait déjà une revue sociologique, reconnue et bénéficiant essentiellement de financements publics, intitulée *Revue sud-africaine de sociologie*. Celle-ci était publiée par l'Association sud-africaine de sociologie (SASOV), organisation académique à forte coloration afrikaner. Cette dispersion académique était caractéristique dans les milieux universitaires sud-africains de l'époque. Les universités d'expression afrikaan n'étaient nullement des milieux ethniques, mais leurs principaux responsables administratifs et académiques se réclamaient plutôt du Parti national au pouvoir, lui-même issu du mouvement nationaliste afrikaner. Parmi le personnel noir non anglophone des campus non afrikaner, régnait un consensus général anti-apartheid, bien que celui-ci fut généralement de chambre. Et comme c'est souvent le cas, la sociologie, à l'instar de ses disciplines sœurs, était politisée comme partout dans le monde. L'ASSA et la SASOV étaient enfermées dans un antagonisme ethnico-idéologique pernicieux mais universellement reconnu, ayant longtemps fermenté sans qu'on ait pu y trouver une solution.

La *Revue sud-africaine de sociologie* a très vite établi sa réputation, et bien que parlant en tant que membre de longue date de l'ASSA, je dois reconnaître qu'elle était d'un niveau nettement supérieur à son homologue publié par la SASOV. Les raisons de la dévalorisation de la science sociale dans la majorité des universités afrikaans ont été analysées de manière pertinente au fil des ans, bien illustré par Sharp (1981) et Van Sylt Smith (1989). Le nationalisme ethnique engendre des courants puissants, mais il est, tout bien considéré, hostile à la liberté intellectuelle. La sociologie afrikaner et la science sociale afrikaner en général étaient orientées vers un positivisme excessivement pru-

Jeffrey Lever

Department of Sociology
Rhodes University
Grahamstown, South Africa

dent, lorsqu'elles n'étaient pas carrément utilisées pour défendre les intérêts du régime. Les dynamiques sociales sur lesquelles reposait cette situation étaient si évidentes que point n'était besoin d'y apporter de longues explications. Les universités d'expression afrikaans avaient tendance à recruter leur personnel au sein d'un pool restreint de la *Volk*. Une main-d'œuvre fermée à la concurrence étrangère, ainsi que des pressions en faveur du conformisme et du respect d'une autorité, qui elle-même était un bastion ethnique, ont ouvert la voie au sectarisme et au désengagement en faveur de l'ennemi intellectuel étranger. Par ailleurs, les contestations intellectuelles empêchaient toute promotion professionnelle. L'on pouvait évidemment relever quelques exemples encourageants, mais d'une manière générale, le tableau présentait une image de médiocrité et de stagnation intellectuelles.

Cette impasse fut rompue tant dans le domaine de la sociologie qu'au sein de la société en général, grâce à la mise en place des réformes qui ont suivi le discours historique prononcé par F.W. de Klerk le 2 février 1990. Au sein même de l'ASSA, bon nombre de voix se sont élevées pour affirmer que l'heure de la réconciliation nationale avait sonné et il était normal que tout parte de l'intérieur. La suite fut une série de réunions de fusion dont l'aboutissement fut l'unification officielle des deux associations de sociologie en décembre 1992 pour donner naissance à l'Association sud-africaine de sociologie (SASA).

Il fut admis à titre provisoire que les deux revues existantes continueraient de paraître, sous réserve d'un réexamen de la situation. Il était évident que la nouvelle association ne pourrait pas supporter indéfiniment la publication des deux revues.

En 1992, je fus nommé rédacteur en chef de la *Revue sociologique sud-africaine*, sur proposition du premier rédacteur en chef, Wilmot James, avec l'appui du bureau de l'ASSA. Avec la fusion survenue fin 1992, je ne me faisais aucune illusion : étant la meilleure des deux publications, la *Revue* continuerait à paraître comme revue officielle de l'Association, tandis que l'autre serait purement et simplement abandonnée.

Mais cette vision plutôt simpliste ignorait tout des enjeux politiques. L'autre journal bénéficiait des subventions de l'État qui couvraient une grande partie de ses dépenses. De plus, les moutures et les copies destinées à l'impression étaient réalisées par l'organisme public chargé de publier les revues des associations professionnelles nationales. Au niveau de la *Revue* par contre, et sous la houlette de son premier rédacteur en chef, tous les travaux préliminaires d'édition étaient réalisés par le rédacteur en chef, parfois assisté des collègues. L'imprimeur recevait sur disquette une copie pratiquement prête pour l'impression. Et je dirai même, étant donné que j'y reviendrai plus loin, sous la forme Word Perfect 5.1 (comme c'était le cas à l'époque). Il était par conséquent plus facile d'éditer le *Journal* que la *Revue*. En plus de ces aspects pragmatiques, l'on estimait qu'une nouvelle association devait partir sur de nouvelles bases, sans être influencée par l'héritage séparatiste du passé.

Malgré mes protestations, du reste battues en brèche au cours d'une réunion spéciale, la SASA décida en 1996 de fusionner les deux journaux en un seul titre, tout en maintenant le soutien de l'État. Le résultat fut la parution de *Society in Transition* (Société en transition), un journal qui, en dépit de sa périodicité quelque peu irrégulière, s'est révélé être une nette avancée par rapport à l'ancien *journal sud-africain de sociologie*. Mais qu'advient-il de la *Revue* ? C'est à ce niveau que les nouveaux liens africains noués grâce à la transition démocratique en République sud-africaine entrèrent en jeu. Fred Hendricks de l'Université de Rhodes, et l'un de mes anciens collègues de

L'Université du Cap occidental, nous étions rendus à Dakar sur invitation du CODESRIA. Au cours d'un entretien avec Thandika Mkandawire, alors Secrétaire exécutif, ils avaient évoqué la possibilité d'exploiter les infrastructures de la *Revue* afin de lancer un journal panafricain de sociologie (et d'anthropologie). La proposition de Fred fut accueillie favorablement. Ce fut donc la mort de la *Revue sociologique sud africaine*, mais à l'exemple du Phénix, sur ses cendres, naquit la *Revue africaine de sociologie* du CODESRIA. Fred et moi décidâmes de jouer le rôle de premiers rédacteurs en chef, et grâce à l'appui et aux encouragements bienveillants du CODESRIA, le nouveau journal vit le jour en 1997 pour venir enrichir la liste des publications académiques du Conseil.

L'édition en sciences sociales en Afrique : problèmes de base

Ce bref détour dans un épisode de l'histoire académique nous sert de base pour les remarques que nous ferons ci-après. Le lecteur a dû également se rendre compte que le fait pour moi d'avoir procédé à ce rappel historique peut être considéré comme une manière maladroite de faire valoir ma qualité à parler de cette question. Je pense par ailleurs qu'au cours de ces quelques dix dernières années, j'ai eu à lire des centaines de manuscrits destinés soit à la *Revue sud-africaine de sociologie*, soit à la *Revue africaine de sociologie*, et des livres qui m'ont été confiés par le CODESRIA pour relecture. J'estime par conséquent justifier d'une expérience appréciable dans ce domaine. Quant à savoir quelles leçons j'ai tirées de toutes ces expériences est une autre question. L'édition tend à devenir une œuvre ingrate. Les intellectuels considèrent l'existence des revues comme une évidence. Leurs rapports avec les éditeurs se caractérisent plus par des griefs que par de la gratitude. L'éditeur retient vite cette leçon de la vie, si bien qu'il peut développer une attitude cynique vis-à-vis de ses collègues dans le cadre de cette noble œuvre qu'est la science sociale. Bien évidemment, le cynisme est une attitude corrosive, un simple pâle reflet de la sagesse éditoriale. Je m'efforcerai de ne pas le laisser transparaître tout au long des réflexions éparpillées qui vont suivre.

L'édition en Afrique suscite des sentiments mitigés. Le premier est, dans une certaine mesure, *politique*. La dynamique

de pouvoir dans les publications sur l'Afrique – comme dans bon nombre de domaines – est très défavorable au personnel local. Les principales revues qui paraissent, les voix qui font plus autorité, sont pour la plupart basés hors du continent. La plupart des meilleurs savoirs africains prennent la route de l'Occident, pour paraître dans les pages des *Affaires africaines*, *Revue d'études africaines modernes*, *Revue d'études d'Afrique Australe*, etc. Il est dès lors difficile de s'empêcher de nourrir des sentiments de rancœur et de médiocrité positive lorsqu'on se rend compte que les intellectuels les plus célèbres du monde construisent leur carrière sur le dos de notre continent. Mais bien évidemment, les sentiments, pour parler prosaïquement, n'ont pas de chausures. Inutile de regimber contre les aiguillons ; ce que nous devons faire, c'est de nous mettre ensemble pour attaquer le problème de front. Ce problème ne peut trouver une solution à long terme que par une réaction africaine positive. Il existe un certain nombre de facteurs qui militent en faveur de l'édition en Afrique. Premièrement, le coût : il est possible de publier des revues éditées et imprimées en Afrique à un coût inférieur aux prix exorbitants auxquels sont vendus les revues académiques européennes ou américaines dont on fait de plus en plus la promotion. Deuxièmement, la proximité. Nous sommes sur place, et en principe, *nous connaissons mieux*. Il s'agit de mettre en valeur ces connaissances locales, de susciter la confiance au sein de la génération montante de chercheurs et produire des travaux d'égale valeur que toute autre publication étrangère. Troisièmement, les intellectuels africains se présentent comme une communauté de plus en plus consciente, capable de s'apporter mutuellement l'appui et l'organisation nécessaires à l'effort individuel. À cet égard, l'œuvre accomplie par le CODESRIA constitue un exemple pour les autres. L'un des exemples que j'ai eu à citer est le rôle joué par le Conseil dans la création de la *Revue africaine de sociologie*, un modèle de collaboration transfrontalière réussie.

À cela s'ajoute le sentiment occasionnel d'isolement et de futilité. Qu'advierait-il si nous publions un article dont nous sommes fiers dans un journal local ? N'est-il pas voué à n'être ni lu ni connu ? Cette préoccupation se justifie en partie. La réponse en est qu'un bon marketing et une bonne distribution de la production intellectuelle africaine sont des actions

devenues inévitables. Nous avons besoin de bien meilleurs fichiers de spécialistes en sciences sociales. Peut-être comme le soutiennent certains, l'Internet et l'édition en ligne devraient-ils susciter chez les éditeurs et chercheurs africains des efforts concertés. Le troisième et dernier point que j'aimerais soulever dans cette partie porte sur le sort réservé à la plupart des manuscrits proposés aux revues. J'ignore quelle est la situation dans les autres organes de presse, mais en ce qui me concerne ainsi que mes confrères, la majorité des articles qui nous sont proposés sont d'un niveau inférieur à celui que l'on devrait attendre d'une publication évaluée. Les taux de rejet sont élevés, ce qui signifie qu'il s'agit là d'une perte de talents et d'efforts. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question ultérieurement.

Le processus d'édition

L'édition peut être considérée comme un parasite de la rédaction qui la précède. Mais en tant que parasite, l'éditeur n'a pas la garantie que les choses seront faciles pour lui. En principe, tout le processus est relativement simple. Les manuscrits, qu'ils soient commandités ou spontanés, sont reçus et analysés. A ce niveau, plusieurs seront définitivement rejetés. L'on pourrait penser qu'il s'agit là d'une décision injustifiée que prend l'éditeur, mais il est inutile de faire perdre du temps aux évaluateurs sur des articles dont vous savez qu'ils ne seront pas retenus, ou sur lesquels aucune amélioration ne peut être apportée. Les personnes sur lesquelles vous comptez pour relire les articles sont généralement peu nombreuses et sont très occupées. C'est une faveur qu'elles vous accordent en, vous renvoyant un rapport sur un article que vous leur confiez. Il est rare de trouver un éditeur qui n'a pas la possibilité de rejeter des articles dès cette première étape. Certains chercheurs pensent que cette manière de procéder est injuste, mais compte tenu du contexte qui est le nôtre, j'estime qu'il est impossible de procéder autrement.

Les choses commencent à se compliquer après cette première sélection. Un article potentiellement bon pour être publié – avec cependant plusieurs réserves de la part de l'éditeur – est transmis au comité de relecture pour appréciation. Les réviseurs sont imprévisibles et ont des approches différentes. Certains donneront à l'auteur des avis constructifs et leur feront des propositions utiles. Dans ce cas,

l'article doit être retourné à l'auteur pour qu'il procède aux réaménagements proposés. Mais plusieurs réviseurs sont trop occupés pour le faire. Lorsque l'avis des réviseurs est très favorable, l'article est prêt à être **copy-édité**.

Le **copy-éditing** peut être soit aisé, soit pénible. La plupart des articles ne sont déclarés bons à publier que lorsque l'éditeur les a examinés et qu'il en a relevé les incorrections – de langue, de fond, de logique, structurelles et référentielles. Rares sont les articles qui ne présentent pas d'erreurs – même les meilleurs auteurs peuvent commettre quelques erreurs çà et là. Compte tenu de son caractère pesant, lors de la relecture on doit vérifier chaque phrase et procéder à de nombreuses corrections. À certains moments, il est nécessaire de réécrire ce qu'il y avait dans le manuscrit original. C'est un travail délicat que l'on ne saurait prendre à la légère. Les auteurs proposent régulièrement des articles originaux et intéressants, mais leur style et leur présentation peuvent parfois être diffus, incorrects et mal structurés. Des travaux de cette nature peuvent bien évidemment être retournés à leurs auteurs respectifs, mais l'expérience a démontré que faute d'un entretien en tête-à-tête entre l'auteur et l'évaluateur, il est impossible d'améliorer la qualité de l'exposé. La relecture doit intervenir pour éviter son rejet. L'importance des ajustements nécessaires est très variable, allant parfois jusqu'à une quasi-réécriture importune. Reste à savoir si cette manière de procéder est conforme à la déontologie académique. Mais bien évidemment, l'on demandera au correcteur de ne pas se soustraire à cette obligation. La question qui se pose est la suivante : existe-il dans un article, un fond véritable qui, grâce à un travail d'édition, est à même d'émerger ? Si tel est le cas, alors l'intervention s'avère être un devoir légitime.

Le seul problème soulevé ici par cette activité pourrait être que les auteurs désapprouvent rarement, tout comme ils vous remercient rarement d'avoir peaufiné leurs idées brutes.

J'aimerais à ce niveau m'écarter du sujet pour vous parler d'une pratique initiée par la *Revue sud-africaine de sociologie*, et perpétuée par la *Revue africaine de sociologie*. Afin d'économiser sur les coûts, les articles transmis à l'imprimeur ne sont pas seulement révisés sur le plan linguistique, etc., mais également pour faciliter

la tâche à l'imprimeur ; celui-ci doit introduire l'article dans son programme d'édition. Les imprimeurs n'utilisent pas les programmes de traitement de texte conventionnels tels que MSWord Perfect, mais ils téléchargent la copie dans un programme tel que Ventura ou Adobe Page Maker. Ces programmes ne sont pas en mesure de gérer la multitude des tâches de composition et autres que Word utilise. Ces tâches doivent être souvent supprimées lors du réglage de l'imprimante – ce qui nécessite des frais. Il est possible de réduire considérablement le coût de production d'un journal si l'éditeur et ses associés proposent un exemplaire déjà élagué et ne comportant plus que le minimum de tâches. Ce travail requiert beaucoup de temps. Rien ne met autant à l'épreuve la patience d'un éditeur que l'auteur qui souhaite exploiter toutes les ressources du programme à sa disposition afin de voir son article ressembler à une belle image. Le problème est particulièrement préoc-cupant en ce qui concerne MSWord, et l'une des situations dramatiques est que c'est le logiciel qui domine le marché aujourd'hui. Pour l'éditeur, le programme idéal est Word Perfect pour ses capacités limpides d'édition qui permettent de voir toutes les commandes insérées dans le texte au cours de la saisie ; celles-ci peuvent alors être supprimées et l'imprimante reçoit une version allégée quasiment prête pour l'impression.

La relecture nécessite d'autres tâches harassantes. L'un des problèmes en anglais est celui du choix entre l'anglais britannique et l'anglais américain. Le CODESRIA pour sa part a opté pour l'anglais britannique. Je n'ai rien contre cette décision. Cependant, beaucoup, voire la majorité des chercheurs aujourd'hui utilisent l'anglais américain, ne serait-ce que parce que c'est la langue d'origine de MSWord. Peut-être que nous qui sommes en Afrique pouvons décider de tolérer les deux types d'anglais, n'en déplaise aux puristes. Cela faciliterait la tâche du correcteur. L'autre tâche qui permettrait de faciliter la tâche de l'imprimeur consiste à simplifier les tableaux et diagrammes. Il est à regretter que les chercheurs pensent que la qualité de l'article est tributaire du nombre de diagrammes en couleur qu'il comporte. Pourtant, plusieurs tableaux peuvent être plus intelligibles s'ils sont exprimés en mots, et les diagrammes en couleur sont à éviter absolument dans la mesure où l'impression en couleur coûte très cher.

Le processus de rédaction

La rédaction d'un article cohérent est l'une des tâches humaines les plus exigeantes. Pour la plupart des gens, y compris moi-même, c'est une tâche ardue qui met les nerfs à rude épreuve. L'auteur américain Stephen King définit la rédaction comme un *exercice intellectuel raffiné*. L'accent est mis ici sur le raffinement. Il faut prendre le minerai brut du processus mental et le mouler pour lui donner une forme qui soit acceptable et qui puisse plaire aux autres. Tout ce processus est empreint d'incertitudes. L'on n'est jamais certain que ce que l'on croit être bien suscitera le même sentiment chez les autres. Ce qui n'est généralement jamais le cas, et l'une des leçons que l'on peut en tirer est d'accepter les critiques, même les plus incisives – avec l'espoir qu'elles soient constructives – sur ce que l'on a écrit. Cela m'est arrivé une fois, et bien que les critiques fussent plutôt destructives, j'ai retenu une leçon que je n'ai jamais oubliée : *il ne faut jamais penser qu'il est facile d'écrire*. Il existe, bien entendu des gens exceptionnels chez qui les mots coulent aisément, et le résultat est tout simplement génial. Shakespeare fut probablement de ce genre, si l'on en croit à ceux qui ont travaillé avec lui. Mais pour la plupart d'entre nous, le combat commence aussitôt que nous nous retrouvons devant la page blanche. Ceux qui affirment le contraire sont très souvent, de par mon expérience, de piètres écrivains.

Pour la majorité d'intellectuels africains, la situation se complique du fait qu'ils rédigent dans leur deuxième ou troisième langue. Cette situation se reflète dans le niveau d'anglais des manuscrits reçus. L'on relève généralement de légères fautes grammaticales et un usage impropre de termes. Ces incorrections sont facilement corrigées lors de la relecture par le correcteur. Cependant, dans la mesure où l'anglais s'impose de plus en plus et de manière inexorable à travers le monde comme une véritable *lingua franca*, et en particulier la langue de la science, les écrivains qui utilisent l'anglais comme deuxième langue doivent nécessairement tout faire pour la maîtriser. (Je ne saurais parler des écrivains qui utilisent le français comme langue seconde dans la mesure où mes connaissances limitées de celle-ci ne me permettent pas d'évaluer le niveau de langue des manuscrits en français, bien que l'on doive évidemment se pencher sur ce sujet qui est tout aussi préoccupant dans notre contexte africain).

Il y a aussi beaucoup à dire sur la production scientifique en langues vernaculaires. Mais les hommes de sciences contemporains, y compris les spécialistes en sciences sociales, doivent également produire des travaux de portée internationale. Les Néerlandais ont appris à le faire depuis longtemps. Il existe une littérature néerlandaise florissante en sciences sociales, mais la quasi-totalité des chercheurs néerlandais finiront tôt ou tard par rédiger en anglais. Le problème est complexe, tout comme il n'existe pas de formule standard pour bien rédiger. Il faut beaucoup lire, écrire le plus possible, et chercher des personnes capables de vous donner un avis constructif sur vos écrits. Comme le disent les Italiens, l'on apprend à partir des erreurs. Comme tout le monde le sait, les fonctions essentielles d'un intellectuel sont l'enseignement et la recherche. Cette dernière implique la maîtrise des techniques de rédaction. Il est regrettable en effet de constater qu'au centre même de notre métier, l'on ne fournit pas toujours une formation complète, que ce soit sur la manière d'enseigner ou de rédiger. Peut-être que la situation s'améliore aujourd'hui dans les universités, bien que grand-chose n'ait pas changé dans mon pays, hormis quelques actions de pure forme allant dans le sens du recrutement de nouveaux enseignants. Mais comme c'est le cas pour toutes les autres professions, l'on peut améliorer ses aptitudes rédactionnelles ou d'enseignement par la formation. L'absence de programmes officiels dans le domaine de la rédaction oblige la plupart des chercheurs à s'auto-former. Malheureusement, beaucoup ne s'engagent pas à le faire.

Dans un exposé de cette nature, il serait présomptueux d'essayer de donner une leçon de rédaction. Mais dans un esprit d'échange d'expériences, permettez-moi d'énumérer quelques éléments de base que nous conseillons aux chercheurs, surtout ceux qui veulent être publiés.

Évitez les idées galvaudées. L'originalité est un fait rare, mais chacun de nous a ses idées et ses voix, si nous réfléchissons suffisamment. Exprimez-les le mieux que vous pouvez, et ne suivez pas de manière servile les modèles et tendances en vogue dans votre milieu académique. Utilisez-les si vous le désirez, mais adap-

tez-les à ce que vous voulez dire. Supprimez les clichés académiques qui accompagnent beaucoup de modèles intellectuels. Vos idées doivent précéder les mots, et pas l'inverse.

Utilisez des phrases courtes. La majorité d'intellectuels, les plus éminents et moi-même, tombent généralement dans le travers d'utiliser de longues phrases très touffues, car nous ne voulons rien laisser de côté, nous voulons tout y mettre à la fois. (Cette dernière phrase en est un exemple.) Plusieurs phrases peuvent être réduites de moitié, comme la précédente. Nous ne sommes plus à l'ère des phrases longues et ampoulées, sauf peut-être à Paris.

Éditez vos écrits et supprimez les termes superflus et les répétitions. Un correcteur compétent et consciencieux est capable de réduire un texte de moitié ou d'un tiers en appliquant cette règle. Essayez-la vous-même.

Apprenez à rédiger un bon paragraphe. Les paragraphes constituent les éléments structurants de la plupart des œuvres en prose. L'une des règles, quelque peu machinale mais qui fonctionne bien, consiste à ne développer qu'un point central par paragraphe, le reste des phrases n'étant qu'un développement, une illustration, etc. Stephen King insiste sur ce point dans son ouvrage intitulé *On Writing* que j'ai relu avant de rédiger le présent article. Il appelle ce point central «phrase-thème»; elle vient généralement au début.

Enfin, utilisez le vérificateur orthographique et grammatical de votre programme de traitement de texte, cela évitera au moins que le correcteur ne s'arrête sur chaque mot.

La règle la plus importante valable pour tous les jeunes chercheurs est probablement de s'exercer à la rédaction. Une manière de le faire tout en s'assurant que vos travaux sont sous une forte imprimée est de procéder à des critiques littéraires. Si vous parvenez à produire une bonne critique littéraire, vous pourrez, à force de vous exercer, rédiger un bon article. Je pense que l'action de tous les acteurs de la filière de l'édition académique peut être déterminante pour amener les jeunes chercheurs à publier des critiques littéraires

s'ils ne sont pas prêts à publier des travaux de recherche ou des études théoriques. Les techniques de base sont semblables. Dans cet esprit, Fred Hendricks et ses collègues de la *Revue africaine de sociologie* ont également essayé d'élargir le champ de publication en introduisant des rubriques telles que *Rapports de recherche* et *Débats*. Ces rubriques ont pour but d'encourager les jeunes chercheurs en sciences sociales à produire des travaux qui, sans être véritablement du niveau des articles, n'en demeurent pas moins des contributions appréciables.

Il n'est véritablement pas difficile de faire publier ses travaux, il faut seulement que l'écrivain s'attèle à la tâche et réfléchisse sur la manière dont il entend écrire. L'étape de la rédaction est la plus difficile, pas l'édition. Cette affirmation me renvoie au point que j'ai soulevé auparavant sur le taux de rejet des différentes rédactions des revues, y compris la *Revue africaine de sociologie*. Aucun éditeur n'éprouve du plaisir à rejeter des projets, tout comme la plupart des enseignants ne souhaitent l'échec des élèves. Plusieurs projets proposés aux rédactions, à l'instar de la *Revue* sont rejetés bien qu'ils contiennent des éléments qui intéressent le lecteur. La raison du rejet est généralement une mauvaise formulation et un manque de logique, ce qui gâche tout le travail. Nous Africains devons toujours avoir présent à l'esprit que nous excellons très souvent dans des sujets qui intéresseraient peu d'étrangers. Si nous présentons ce que nous connaissons sous une forme qui respecte les critères de base de la collaboration intellectuelle, si nous faisons un effort conscient d'*approfondir* nos idées dans un langage clair, les éditeurs africains seraient certainement heureux.

Références

- King, Stephen, 2000, *On Writing*, London. Hodder&Staughton.
- Sharpe, John, 1981, 'The Roots and Development of *Volkekunde* in South Africa', *Journal of South African Studies*, 1.
- Van Zyl Smit, Dirk, 1989, 'Adopting and adapting Criminological Ideas: Ciminology and Africaner Nationalism in South Africa'. *Contemporary Crises*.13.

La gnose africaine (africanisée) pour conférer un sens aux réalités sociales ?

Les thèmes de cohésion sociale, d'accès au droit, de mécanismes de redistribution sociale et, en général, la négociation du bien-être à une époque marquée par l'exacerbation des conflits sociaux, reviennent au programme. En milieu africain, ces thèmes provoquent de nouvelles façons de voir comment la société cherche à se reconstruire, en changeant les institutions dominantes, en redéfinissant les anciennes et en étudiant la façon d'adapter les nouvelles. Pour les chercheurs africains en sciences sociales, cette nouvelle situation fournit quelques explications qui captent les phénomènes qui se déroulent et trouve de nouvelles façons de les aborder.

Émanant de ma thèse de doctorat¹ et suivant les débats en cours sur l'africanité, les modes de recherche des Africains et d'écriture sur eux-mêmes (*Bulletin du CODESRIA* no. 2&3, et Mbembe 2002:239-273), le présent article vise à contribuer à la discussion critique en cours sur les connaissances produites sur les réalités sociales africaines par ceux qui se considèrent comme des analystes sociaux « africains »². Les questions que je mets en évidence coupent les lignes de partage épistémologiques, méthodologiques et analytiques. La question centrale est donc celle-ci : à la suite du regain d'intérêt pour faire avancer différentes façons théoriques et analytiques de voir et de comprendre les réalités sociales africaines du moment, que voulons-nous dire quand nous parlons de gnose³ africaine, ou est-ce une gnose africanisée ? En tenant compte du fait qu'il y a eu un mélange de systèmes de connaissances variés avec les systèmes de connaissances « indigènes », quelles sont la place et la contribution, ou les places et les contributions, des façons africaines de production de connaissances, dans cette roue de connaissances scientifiques universalisées ? L'article conclut en avançant le concept de *conférer un sens* comme une perspective possible de gnose africaine (africanisée ?) ou de connaissances produites sur les réalités sociales africaines par ceux qui s'identifient comme des Africains.

Roseline M. Achieng'

Sociology of Development
Research Center
Bielefeld, Germany

Faire de la recherche en tant qu'« autochtone »⁴

La plupart des publications sur les sociétés vivant en situation de post-conflit ont eu tendance à analyser les causes, l'escalade et la désescalade des conflits (Neubert 1999), ainsi que les processus de résolution de conflits (voir la toute récente conférence post-conflit organisée par l'OSSREA⁵ à Addis-Abeba). Ces études en elles-mêmes sont certes importantes, mais il y a toujours une faille dans la connaissance des processus actuels d'un « nouvel »⁶ ordre social engendré par les sociétés post-conflit. Les explications sur le comment de ces processus et la dynamique mise en branle sont toujours au stade embryonnaire et donc, nécessitent des études plus analytiques. Par ailleurs, la contribution des femmes aux négociations de ce « nouvel » ordre et à la redéfinition des rapports sociaux et de sexe, est une perspective analytique qui n'est pas pleinement saisie dans la quasi-totalité des études susmentionnées (Imam 1997 ; Mama 1996 ; Hardings 1993 ; Lachenmann 1996a). C'est cela la lacune que mon travail de recherche cherche à combler.

Le contexte de la recherche

La recherche qualitative qui a duré une année a été effectuée chez les groupes ethniques Kikuyu et Nandi, dans le district de Uasin Gishu, et chez les Pokot et les Marakwet, dans le district de la Kerio Valley ; ces deux districts sont situés dans la province de la Rift Valley du Kenya. De 1992 au début de l'année 2000, ce qui était alors généralement connu comme un « conflit de nature ethnique » était en fait provoqué par la distribution inégale des ressources (à savoir la terre pour les groupes du district de Uasin Gishu, et l'eau, les projets de développement et des armes légères pour les groupes de la Kerio

Valley) qui était au cœur des troubles. Il s'en est suivi des déplacements massifs de femmes et d'hommes Kikuyu de leurs terres d'antan, chez les groupes ethniques Kalenjin du district de Uasin Gishu, et des déplacements de femmes et d'hommes Marakwet chez les groupes ethniques vivant dans le district de la Kerio Valley.

La période au cours de laquelle j'effectuais mes recherches correspondait à l'appel à la démocratisation et à la libéralisation économique, ainsi qu'aux processus d'élaboration de la constitution. Il y avait alors un grand débat dans la sphère publique kenyane sur la façon de régler les questions de gouvernance, de partager les rares ressources entre les différents groupes ethniques. Lié à cela, il fallait définir qui appartenait à une communauté, la base de l'appartenance, et qui avait accès à quels types de ressources dans une communauté. Bref, les questions étaient centrées sur la politique de l'appartenance (Nyamnjoh et Geschiere 1999) et les droits concomitants. En tandem, le débat sur les biens communs, un mécanisme de redistribution équitable de ces biens à différents niveaux, la reconnaissance de la coopération trans-locale interethnique et entre les sexes, ainsi qu'une conceptualisation plus large de la citoyenneté comme quelque chose de social, sont devenus analytiques.

La méthodologie et les méthodes utilisées

Les points d'entrée empiriques de l'observation de l'interaction spatiale des femmes étaient les quatre endroits suivants : un bidonville rural où la plupart des personnes déplacées ont trouvé refuge ; leurs anciens foyers ; les marchés de la ville d'Eldoret, et la place de l'Église en tant qu'espace social où les femmes se réunissaient pour débattre de la constitution et des changements qu'elles considéraient comme nécessaires. Sous-tendant l'observation dans un endroit donné, il y avait la transformation survenant dans cet endroit comme la quête de la signification de l'endroit. Pour commencer à comprendre la signification donnée à un lieu, j'ai pris en compte l'in-

teraction sociale qui se passe en nos temps et lieux, que j'ai comparée à ce qui se passe en d'autres temps et lieux et aux actions par la suite. Ce qui fait que les questions de savoir qui interagissent ont leur importance. Cela a matérialisé davantage la question de savoir qu'est-ce qui est négocié et changé en cours d'interaction.

Pour saisir le sens, j'ai adopté l'approche de l'interface orientée vers les acteurs (Long 1989 ; Long et Long 1992) qui accentue l'action (Giddens 1984) des acteurs dans un contexte donné. Cette approche met l'accent sur la compréhension de l'interprétation et de la signification que donnent aux processus différents acteurs à différents niveaux d'interaction. De la sorte, elle s'inscrit dans la construction phénoménologique et sociale des positions pragmatiques de la réalité et est, au plan épistémologique, fondée sur l'herméneutique. Après avoir découvert le sens généré par différents acteurs, j'ai adopté une méthode purement quantitative de collecte de données. J'ai appliqué des méthodes aussi variées que les entretiens narratifs, les discussions en groupe, la collection d'affiches, l'analyse d'évènements et l'observation des participants. J'ai analysé les données collectées en utilisant la technique de l'analyse qualitative de la théorie à base empirique. Les techniques extrapolées dans cette méthode d'analyse de données se veulent être des outils herméneutiques pour l'exploration des conceptualisations émergeant des données collectées. L'hypothèse étant que tous les êtres humains sont des individus porteurs de concepts qui attachent un sens à leurs actions et interactions sociales.

Questionnement des limites des connaissances produites pour les réalités sociales africaines

Bien que la recherche ait été effectuée par une personne qui se considère comme africaine, et qu'elle ait été collectée dans un contexte où tout un chacun s'identifie comme appartenant à une communauté africaine, j'aimerais suspendre ou mettre en doute ces connaissances produites⁷ afin de les remettre en question d'un point de vue épistémologique, méthodologique et analytique. Voir l'appel de Mkandawire (1993:139 ; 1995:11) sur la nécessité pour les chercheurs africains d'ajuster les perspectives et les méthodologies acquises, afin de découvrir de nouvelles terminolo-

gies pour s'attaquer aux situations particulières de leurs sociétés. Robins (2004:24) se fait l'écho de Mkandawire en appelant à une recherche africaine engagée, qui se confronte à elle-même (il fait référence à plusieurs questions épineuses). Le point de départ dans cet article est le suivant : compte tenu du fait que les connaissances que j'ai acquises jusqu'ici sont un mélange découlant de différents contextes, discours scientifiques et points de vue⁸, puis-je suffisamment prétendre que j'ai compris la réalité sociale que je voulais observer, de la manière dont elle s'est présentée ? Est-ce que mes façons « acquises » de voir, d'analyser et d'interpréter ce qui s'est présenté à moi ont influencé la réalité que j'observais ? Si non, comment ai-je alors cherché à déconstruire mes connaissances acquises et mes connaissances préalables de la situation, pour être en mesure de voir, de façon nouvelle et critique, ce qui se présentait à moi et de la sorte, être capable d'analyser et de conceptualiser à nouveau la réalité qui se présentait à moi ?

C'est là une question qui ne peut pas être traitée de façon non engagée, à supposer que je sois une initiée et dans ce cas, dans une meilleure position pour comprendre la réalité telle que présentée à moi, parce que j'appartiens à cette réalité, ou je la partage (Anyidoho 2004). À mon avis, c'est ce non-questionnement de la réalité dans laquelle nous vivons, sous prétexte que nous comprenons parce que nous sommes des initiés, qui obscurcit non seulement nos façons de voir, mais aussi, nos façons de comprendre et de théoriser sur nos réalités sociales. Ce non-questionnement a abouti à la perpétuation d'un système d'ignorance⁹ à propos de nos propres réalités, en prenant chaque chose comme une question de fait. Au mieux, cela nous a amenés à écrire comme si nous étions « ceux qui savent », sans mettre en doute les connaissances que nous produisons. Nous reconnaissons également une lutte commune¹⁰ (Anyidoho 2004) sans questionner de façon critique le but, les raisons, et nos attentes de cette lutte. Cela a engendré un discours d'émotivisme scientifique qui, paradoxalement, nous empêche de générer une recherche contextuelle analytique en prenant parti sans esprit critique. Au pire, cela a abouti à l'attraction de théories produites de l'« extérieur » sur nos réalités. C'est ainsi que nous avons fini par embrasser ce qui est produit comme connaissances sur les réalités africaines, sans poser de

question provocatrice et critique quant au fait qu'elles représentent les réalités que nous vivons. Pour des débats dans le même ordre d'idées, voir l'édition spéciale de *Afrique et Développement* (2004). En conséquence, cet article cherche à provoquer d'autres discussions sur les moyens de produire des connaissances logocentriques de nos réalités, dissociées de l'émotivisme qui caractérise certaines de nos façons de voir, de comprendre et d'écrire sur ces réalités (Masolo 1994:1-45). Le second défi posé est comment nous pouvons promouvoir une recherche qui, bien qu'ancrée dans la société et partageant les réalités et luttes quotidiennes, examine de façon critique cette réalité afin de la conceptualiser et partant, de produire des connaissances et des orientations critiques, pertinentes pour le contexte (Mkandawire 1993, Zeleza et Olukoshi 2004). Cela appelle, de fait, une position intermédiaire ou un tiers-espace (Robins 2004:18). La question toujours pendante est de savoir comment ce processus d'autoréflexivité peut être promu davantage dans le processus de production de connaissances.

À la recherche d'une gnose africaine (africanisée ?) : quelques considérations d'ordre épistémologique

Les réalités sociales africaines montrent un dynamisme qui, dans son sillage, a provoqué une intense transformation des structures sociales, des institutions sociales et, en général, de l'ordre social précédents (en dépit de l'ordre des sexes dans la société). C'est ce changement de sens qu'offre le paradigme interprétatif. Un tel paradigme a essentiellement traité à la façon dont nous interprétons notre action et celle des autres comme ayant un sens, et reconstruisons la genèse des significations objectives de l'action dans la communication intersubjective des individus dans la vie sociale (Berger et Luckmann 1966:33-34). Si bien qu'en prenant une telle position, l'on cherche à expliciter à la conscience la thèse qui inconsciemment sous-tend chaque jugement individuel porté sur la réalité dans la vie courante (Schutz 1970).

Ce genre d'épistémologie s'est heurté à de nombreuses critiques. La plus sévère est qu'elle ne saisit pas et n'explique pas entièrement les changements macro-structurels, étant donné qu'au plan méthodologique, elle comporte de petites et micro-analyses de l'action des individus.

En raison de leur intérêt pour l'action et l'interaction sociales, ceux qui se livrent à des analyses de ce point de vue ont tendance à chercher des événements spectaculaires, afin d'observer et d'expliquer un phénomène naissant. Troisièmement, du fait que les interprétivistes tergiversent entre la perspective de l'initié et celle du non-initié, ou la distanciation réflexive, (Lachenmann 1995:6), les expériences quotidiennes qu'ils observent sont vues sous l'angle d'une perspective jusqu'ici insoupçonnée, voire inimaginable, en termes de bon sens (Berger et Luckmann 1966). En tant que tels, les interprétivistes ont été accusés d'être fortement constructivistes. Tenant compte de ces critiques, l'on peut se demander ici quel est le sens de ce genre de position épistémologique pour les réalités sociales africaines.

Une variante de la perspective que je propose pourrait être *conférer un sens*, qui, si on l'adopte, pourrait nécessiter l'examen de l'interconnexion de l'action sociale et de l'interaction avec les structures sociales macro, ou l'intersection du micro avec le macro. Par conséquent, nous aurions intérêt à comprendre et à expliquer les « nouvelles » institutions sociales intermédiaires qui sont produites. La gnose africaine pour comprendre les réalités sociales pourrait se pencher sur l'interconnexion entre les structures et les actions, et les changements produits par cette rencontre. La motivation première étant de redécouvrir le sens caché et de conférer un sens en questionnant ce qui est considéré comme acquis ou ce qui a été transmis comme connaissances scientifiques sur les structures et institutions sociales africaines, comment cela a changé au fil du temps, et qu'est-ce qui pourrait expliquer le changement.

Le contexte et ses acteurs

Alors que l'accent est mis sur la quête d'un sens tel que produit par les acteurs dans un certain contexte, ces contextes ainsi que leurs acteurs n'ont pas existé isolément. Il y a eu interaction avec des acteurs venus de différents contextes et des rencontres sur plusieurs périodes historiques. Ainsi, il y a eu emprunt et accommodation de différents types de connaissances, et donc un bricolage de connaissances. En conséquence, l'une des tâches du chercheur engagé à conférer un sens en tant que gnose africaine (africanisée) est de discerner quelles connaissances ont été adoptées et d'où, comment

elles ont été redéfinies pour s'adapter aux conditions locales et le nouveau sens qui émerge de cette rencontre. L'auto-confrontation sur les questions qui se posent et la distanciation par rapport à la réalité présentée afin de la voir autrement, telles sont quelques-unes des hypothèses de base du principe *conférer un sens*. Une autre supposition est que la connaissance se métamorphose à partir de différents contextes qui ont des interfaces les uns avec les autres. La gnose africaine (africanisée) est une gnose de métamorphose. Notre tâche est d'arriver à comprendre cette métamorphose, de trouver notre place dans ce processus et donc de contribuer à promouvoir son développement.

À la recherche d'une gnose africaine (africanisée) : quelques questions d'ordre méthodologique

Le point de vue susmentionné met en question la méthodologie à adopter. Comme je l'ai déjà souligné, j'ai adopté l'approche de l'interface orientée vers l'acteur (Long 1989) qui vise à entrer dans la réalité de la vie ou réalité quotidienne (Schutz et Luckmann 1973) des acteurs et partant, comprendre la rationalité des acteurs dans leur interaction avec d'autres acteurs, et en particulier avec les institutions qu'ils rencontrent. Cette approche cherche à comprendre et à interpréter les continuités et les discontinuités qui émergent des rencontres des acteurs avec d'autres acteurs au sein des institutions. Il en résulte un processus de négociation, d'accommodation et de transformation des continuités et discontinuités produites. C'est ce que l'on appelle comprendre les rencontres à l'interface (Long 1989:1-5 ; Long 1992: 20). Ce point de vue méthodologique met également l'accent sur l'action des acteurs sociaux (Giddens 1984). Dans cette notion d'action, les acteurs sociaux sont considérés comme des participants actifs et bien informés, qui traitent l'information et donnent un sens à leurs relations avec d'autres acteurs, institutions et personnels locaux. Ils cherchent à résoudre les problèmes, apprennent comment intervenir dans le flot d'événements sociaux autour d'eux et suivent continuellement leurs propres actions, observant les réactions des autres à leur comportement et prenant note des diverses circonstances éventuelles (Giddens 1984:1-16).

Du point de vue de la gnose africaine (africanisée), il ne suffit pas de s'arrêter au niveau des rencontres. Notre recherche serait mieux fondée si nous étions conscients du stock de connaissances disponibles et utilisées pour expliquer cette réalité. C'est parce que toutes les sociétés renferment des connaissances sur différents styles de vie, formes culturelles et rationalités qu'utilisent les membres de la société dans leur recherche de l'ordre et de la signification. Du fait que de telles connaissances peuvent être conflictuelles, diverses et dépendre de l'endroit et de la source d'où elles proviennent, il faudrait chercher différentes interprétations. À telle enseigne que, du point de vue de la gnose africaine (africanisée), il serait méthodologiquement utile de se lancer dans des études comparatives. *Conférer un sens*, cela signifierait ici conformer le sens au contexte dans lequel il est produit, et voir comment il se rattache à d'autres sens dans différents contextes, comment ces connaissances sont expliquées et pourquoi elles sont expliquées de la sorte. Cependant, le danger qui se profile à l'horizon, c'est la question de la relativité. C'est ici qu'une perspective multidisciplinaire pourrait non seulement contribuer à comprendre davantage les différents sens produits dans différents contextes, et la nature de leurs interrelations mais aussi, contrer le relativisme. Par conséquent, le défi pour les chercheurs est de valider leurs hypothèses avec ce que d'autres pensent. Cela signifierait donc décoder le langage scientifique et disciplinaire que l'on adopte, pour se faire comprendre de tous. Tel est l'un des moyens qui permettrait la communication interdisciplinaire.

Pour les chercheurs locaux, il ne suffit pas de s'en tenir au fait d'être un initié et donc, de partager le monde dans lequel s'effectue la recherche. Il nous faut problématiser ce monde en posant des questions à son sujet. Cela signifie découvrir des moyens de voir au-delà des connaissances que nous détenons. Pour ce faire, un moyen consiste à examiner ce que les autres ont dit sur nous et ce que nous voyons de nous-mêmes, et à se poser des questions sur la différence entre les explications. Ensuite, essayer de conférer un sens à ce que nous avons déconstruit. Ainsi, *conférer un sens* implique de découvrir notre propre explication de la réalité sociale dans laquelle nous vivons, à travers le miroir que sont les autres.

À cette fin, nous devons adopter une position d'*inquisiteur* afin de remettre en question nos propres hypothèses à propos de nous-mêmes, que nous considérons comme allant de soi. *Conférer un sens*, par conséquent, implique de bâtir une conscience. Ensuite, nous devons nous poser des questions sur les différences dans les façons de voir et de conférer un sens, produites au sujet de cette même réalité ; par conséquent, chercher à comprendre les différentes significations qui émergent.

Le type de communication et de pratique communicative concernant les questions, les positions paradigmatiques que nous adoptons dans les perspectives comparatives et multidisciplinaires, est d'une importance vitale. La difficulté consiste à débattre du mode de cette communication.

Conclusion : la gnose africaine (africanisée) pour conférer un sens aux réalités sociales africaines ?

Le défi et le débat toujours pendant c'est de savoir qu'est-ce qui constitue ou peut constituer une gnose produite au sujet des réalités sociales africaines ; si cette gnose est effectivement unique, ou s'il y a différentes communautés épistémiques s'inspirant de différentes traditions scientifiques et produisant différentes perspectives d'une même réalité. Inversement, la question qui continue d'apparaître de plus en plus importante est la suivante : de quels types de communautés épistémiques s'agit-il, et quelles sont leurs contributions dans la roue universelle des connaissances ? Le débat se poursuit.

Notes

1. Cette thèse a été achevée à la Faculté de Sociologie du Sociology of Development Research Centre (SDRC), Université de Bielefeld, Allemagne.
2. Le débat sur ce que signifie d'être identifié en tant qu'Africain est en cours. Pour l'état d'avancement de ces discussions, voir les débats de Ebooussa Boulaga et Lansana Keita (2004:16-18). Dans cet article, nous ne débattons pas exclusivement de cette question. Toutefois, elle fait clairement partie du questionnement du type d'identité africaine, qu'il soit ethnocentrique ou ethnopluraliste, qu'un chercheur assume dans la production de connaissances sur les réalités sociales africaines, et des implica-

tions des résultats que pourrait avoir la positionnalité de l'un ou l'autre type de chercheur sur la quête d'explications aux contextes changeants.

3. J'ai emprunté le terme *gnose* à Mudimbe (1988).
4. Ces guillemets servent à montrer que le terme autochtone est une catégorisation pleine d'ambiguïté et de controverses.
5. L'Organisation de recherche en sciences sociales en Afrique de l'Est et Australe (OSSREA) a organisé une conférence internationale sur le thème « Conflits africains : gestion, résolution, reprise et développement après les conflits », du 29 novembre au 1^{er} décembre 2004. Pour de plus amples informations, voir <http://www.OSSREA.net/conferences2004/theme> ou envoyer un courriel à conflict@ossrea.net
6. Le terme « nouveau » est mis entre guillemets pour montrer que ce que l'on considère comme nouveau est en réalité une redéfinition de l'ancien qui est redécouvert et réinterprété de façon novatrice.
7. Nguigi (1986), bien qu'écrivant sur la politique des langues dans la littérature africaine, saisit ce processus d'interrogation similaire dans sa gageure de décolonisation de l'esprit.
8. L'article de Dougan (2004:33-38) contient des connaissances utiles sur ma confrontation avec les questions d'hybridation et les frontières vagues de mon identité de chercheuse.
9. de Sardan (1988) et Lachenmann (1996b) ont utilisé ce concept relativement aux organisations étrangères de coopération en développement qui, sous prétexte qu'elles en savent mieux, font circuler une fausse connaissance qui diverge nettement des connaissances locales générées dans un contexte donné. J'ai adopté cette conceptualisation, cette fois-ci pour l'appliquer aux chercheurs locaux qui ne mettent pas en question la réalité dans laquelle ils vivent, et font de la recherche ou écrivent sur ces réalités comme s'il s'agissait d'éléments de fait ou selon la compréhension qu'ils en ont.
10. Pour autant que je reconnaisse qu'en tant que chercheurs, nous ne pouvons pas effectivement nous empêcher d'agir dans les situations dans lesquelles nous effectuons nos recherches, je suis d'avis que nous devrions prendre du recul par rapport à cette réalité, afin de commencer à la voir d'un regard neuf. Ce double lien est le défi auquel sont confrontés les chercheurs africains. C'est ainsi que ces derniers ont deux positions : celle des luttes quotidiennes, et celle, théo-

rique, à l'égard de ces luttes quotidiennes. Ce sont là les perspectives des « initiés » et des « non-initiés ».

Références

- Achieng', Roseline, 2004, 'Home away from home'? Internally displaced women and their trans-local ethnic and gender co operation in reconstructing the meaning of places, unpublished Ph.D. thesis, Faculty of Sociology, Sociology of Development Research Centre, University of Bielefeld, Germany.
- Anyihodo, Nana Akua, 'Identity and knowledge production in the 4th generation', <http://www.northwesternuniversity/Africanstudies>.
- Berger, Peter and Thomas Luckmann, 1966, *The social construction of reality: a treatise in the sociology of knowledge*, London, New York, Victoria, Toronto, Auckland: Penguin books.
- De Sardan, Olivier, 1988, 'Peasant logics and development project logics', *Sociologia Ruralis*, Vol. 28, No. 2/3, pp.216 - 226
- Dougan, Henry, 2004, 'Hybridization: Its promise and lack of promise', *CODESRIA Bulletin*, Nos 1&2, pp.33-38.
- Giddens, Anthony, 1984, *The constitution of society: An outline of the theory of structuration*, London: Polity Press.
- Hardings, Sandra, 1993, Rethinking standpoint epistemology, "What is strong objectivity?", in Linda Alcoff and Elizabeth Potter, eds., *Feminist epistemologies*, New York and London: Routledge, pp. 49-82.
- Imam, Ayesha, Amina Mama, Fatou Sow, eds., 1997, *Engendering African social sciences*, Dakar: CODESRIA.
- Keita, Lansana, 2004, 'Race, identity and Africanity: a reply to Ebooussa Boulaga', *CODESRIA Bulletin*, No. 1&2, pp. 16-18.
- Lachenmann, Gudrun, 1995, 'Methodenstreit' in der Entwicklungssoziologie, Working paper No. 241, Sociology of Development Research Centre, University of Bielefeld.
- Lachenmann, Gudrun, 1996a, The future of women's projects in rural development – intervention, interaction or empowerment? In, Uta Altmann and Parto Teherani Krönner, Women in rural development, what have women's projects accomplished so far? Second International Conference, June 28-30, Women in rural development, Humboldt – University, Berlin, pp. 31-52.
- Lachenmann, Gudrun, 1996b, 'Systèmes d'ignorance – besoins d'information non-satisfaits des développeurs – problèmes méthodologi-

- ques des chercheurs – populations non-consultées’, Working Paper no. 245, Sociology of Development Research Centre, University of Bielefeld.
- Long, Norman, ed., 1989, *Encounters at the interface: a perspective on social discontinuities in rural development*, Wageningen studies in sociology 27, Agricultural university of Wageningen, the Netherlands.
- Long, Norman, 1989, ‘Introduction: the raison d’être of studying rural development interface’, in, Norman Long, ed., *Encounters at the interface: a perspective on social discontinuities in rural development*, Wageningen studies in sociology 27, Agricultural university of Wageningen, the Netherlands, pp. 1–5.
- Long, Norman and Ann Long, eds., 1992, *Battlefields of knowledge: The interlocking of theory and practice in social research and development*, London, New York: Routledge.
- Long, Norman, 1992, ‘From paradigm lost to paradigm regained?’, in Norman Long and Ann Long, eds., *Battlefields of knowledge: The interlocking of theory and practice in social research and development*, London, New York; Routledge, pp.16–42.
- Mama, Amina, 1996, *Women’s studies and the studies of women in Africa during the 1990s*, Dakar: CODESRIA.
- Masolo, D.A, 1994, Logocentrism and emotivism, in D.A. Masolo, *African philosophy in search of identity*, Bloomington and Indianapolis, London: Indiana University Press and Edinburgh University Press, pp. 1–45.
- Mbembe, Achille, 2002, ‘African modes of self-writing’, *Public Culture* 14(1), pp. 239–273
- Mkandawire, Thandika, 1993, ‘Problems and prospects of social sciences in Africa’, in *International Social Science Journal*, Vol. 45, No. 1, pp. 129–140.
- Mkandawire, Thandika, 1995, ‘Three generations of African academics: A note’, *CODESRIA Bulletin*, No. 3, pp. 9–12.
- Mudimbe, V.Y, 1988, Discourse of power and knowledge of otherness, in *The invention of Africa: Gnosis, philosophy and the order of knowledge*, Bloomington and Indianapolis, London: Indiana University Press, James Currey, pp. 1–23.
- Neubert, Dieter, 1999, ‘Dynamics of escalating violence: the genocide in Rwanda’, in George Elwert, Stephan Feuchtwang, Dieter Neubert, eds., ‘Dynamics of Violence: processes of escalation and de-escalation in violent group conflicts’, *Sociologus*, No.1, pp. 153–174.
- Nyamnjoh, Francis and Peter Geschiere, 2001, ‘Autochthony as an alternative to citizenship: new modes in the politics of belonging in postcolonial Africa’, in Eisei Kurimoto, ed., *Rewriting Africa: Towards renaissance or collapse*, Symposium series 14, Osaka: Japan Centre for African Studies, pp. 209–237.
- Robbins, Steven, 2004, ‘The (Third) World is a ghetto?’ : Looking for a third space between ‘postmodern’, cosmopolitanism and cultural nationalism, *CODESRIA Bulletin*, No. 1&2, pp. 18-25.
- Schutz, Alfred, 1970, *On phenomenology and social relations, selected writings*, Chicago and London: The University of Chicago Press.
- Wa Thiong’o, Ngugi, 1986, *Decolonizing the mind: the politics of language in African literature*, London: James Currey.
- Zezeza, Tiyaambe, Paul and Adebayo Olukoshi, 2004, *African universities in the 21st Century: Vol. II. Knowledge and society*, Dakar: CODESRIA.

Gender, Economies and Entitlements in Africa

CODESRIA Gender Series Volume 2

Published December 2004; 190 pages; ISBN: 2-86978-139-3

Gender, Economies
and Entitlements in Africa



This theoretically sophisticated and empirically grounded book draws extensively on feminist methodologies to discuss gender, economies and entitlements in Africa. It deals critically with a broad range of themes that highlight the structural insensitivities, stereotypes, injustices and inequalities that women are often victims of, despite their significant contributions to household and national economies throughout Africa. Among the issues covered are: gender relations in the family, formal education and health; gender and accessibility to resources; women’s experiences of citizenship; sex identities and sex work; and globalisation, trade and gender. The book captures how, despite phenomenal structural constraints, women as economic agents have refused to celebrate victimhood.

Rest of the world: 15.00 USD; Africa: non-CFA 10.50 USD; CFA 6,000